



Comparaison et proposition de politiques publiques pour la lutte contre la pauvreté infantile: études de cas en Espagne, en France et en Slovénie

Elise Alonso Jourdan

Tutores: Carme Solà, Elisenda Lorés i Maria Rosa Calzada
Institut Badia i Margarit, Igualada
2025



**PREMI
EUROPA
JOVE**

Premi Europa Jove 2025

DECLARACIÓ D'AUTORIA DEL TDR

En presentar aquesta declaració, afirmo que aquest treball és exclusivament el resultat dels meus propis esforços i que no he participat en cap forma de plagi, ja sigui de textos escrits per altres o generats mitjançant eines d'intel·ligència artificial. En cas d'utilitzar eines d'intel·ligència artificial en el desenvolupament d'aquest treball, les he reconegut adequadament dins el text i les he inclòs a la bibliografia final. També he referenciat convenientment totes les fonts documentals consultades.

Així mateix consenteixo que les persones que corregeixin aquest treball puguin utilitzar totes les eines que considerin oportunes per confirmar-ne l'originalitat.

Elise Alonso Jourdan

27 d'octubre del 2024

Je tiens à remercier mes différentes tuteurs, Carme, Maria Rosa et Elisenda, qui m'ont conseillée tout au long du travail, ainsi que tous les professeurs du lycée qui m'ont offert leur soutien et leurs conseils.

Je souhaite aussi vivement remercier Silvia Grados, Diego Santamaría, Julie Lignon, Mathis Porchez et Ružica Boškić, avec qui j'ai eu l'opportunité de m'entretenir.

Un grand merci à toutes les personnes qui m'ont soutenue pendant la réalisation de ce travail, en particulier à ma famille.

RÉSUMÉ

La pauvreté infantile est une situation qui est beaucoup plus proche de nous que ce que nous pensons. C'est pourquoi ce travail vise à étudier et comparer les politiques publiques de lutte contre la pauvreté infantile implantées dans trois pays faisant partie de l'Union européenne: l'Espagne et la France, mes deux pays d'origine, et la Slovénie, le pays européen avec le taux de pauvreté le plus bas. Les mesures sont divisées en cinq domaines essentiels au bien-être des enfants: l'éducation, le logement, la santé, le temps de loisirs et, indirectement, les aides financières. De plus, ces cinq axes sont complétés par une section sur la Garantie Européenne pour l'Enfance, une recommandation implantée par l'Union européenne que chaque pays adapte à sa situation. Après avoir recensé ces initiatives, j'ai établi une comparaison entre les mesures implantées par chaque pays et dans chaque domaine, l'objectif étant de voir quelles sont les plus efficaces pour lutter contre la pauvreté infantile. Pour compléter la recherche, j'ai contacté des experts qui sont en contact au quotidien avec la pauvreté et qui luttent pour son éradication, afin de connaître leurs avis. En prenant en considération leurs perspectives, les données recensées par les trois pays et des études déjà existantes sur le sujet, j'ai rédigé une proposition de politique publique pour lutter contre la pauvreté infantile en regroupant toutes les mesures qui ont un impact positif sur la vie des enfants.

La pobresa infantil és una situació que es troba molt més a prop nostre del que ens pensem. Per aquest motiu, aquest treball pretén estudiar les polítiques públiques de lluita contra la pobresa infantil que implanten tres països de la Unió Europea: Espanya i França, perquè són els meus dos països d'origen, i Eslovènia, ja que és el país europeu amb la taxa de pobresa infantil més baixa. Les mesures estan dividides en cinc àmbits essencials pel benestar dels nens i nenes: educació, habitatge, salut, temps de lleure i, indirectament, ajuts financers. A més a més, en cada país hi ha un apartat sobre la Garantia Europea per la Infància, una mesura impulsada des de la Unió Europea que cada país adapta a la seva pròpia situació. Un cop llistades les ajudes, he elaborat una comparació entre les mesures que implanta cada país en cadascun dels cinc àmbits amb l'objectiu de veure quines són les mesures més eficaces que es poden implantar per lluitar contra la pobresa infantil. Per completar la recerca, he contactat amb experts que estan diàriament en contacte amb la pobresa infantil i que lluiten per la seva erradicació, per així conèixer la seva opinió. Tenint en compte les seves perspectives, les dades registrades pels tres països i estudis realitzats sobre el tema, he redactat una proposta de política pública per lluitar contra la pobresa infantil recopilant totes aquelles mesures que tenen un impacte positiu sobre la vida dels nens i nenes.

Child poverty is a situation much closer to us than what we think. For this reason, this project aims to study the public policies to fight against child poverty implemented in three countries of the European Union: Spain and France, my two origin countries, and Slovenia, the European country with the lowest child poverty rate. The measures are divided into five essential areas to children's wellbeing: education, housing, health, leisure time and, indirectly, social transfers. These fields are completed by a passage about the European Child Guarantee, a measure implemented by the European Union that each country adapts to its situation. Once all the measures listed, I have elaborated a comparison between the measures implemented by each country in each field, with the objective of seeing which measures are the most efficient to fight against child poverty. To complete the research, I have contacted people who are in daily contact with child poverty and work to eradicate it, in order to know their opinions. Taking into account their perspectives, the data from the three countries and the studies already made in this field, I have written a suggestion of public policy to fight against child poverty, compiling all the measures that have a positive impact on children's life.

SOMMAIRE

INTRODUCTION	8
PARTIE THÉORIQUE	10
1. QU'EST-CE QUE LA PAUVRETÉ INFANTILE?	10
2. LE RÔLE DE L'UNION EUROPÉENNE	11
3. ESPAGNE	13
3.1. Situation actuelle de la pauvreté infantile	13
3.2. Politiques visant à réduire la pauvreté infantile	14
3.2.1. Aides financières	15
3.2.2. Éducation	18
3.2.3. Logement	21
3.2.4. Santé	22
3.2.5. Loisirs	24
3.3. Garantie Européenne pour l'Enfance	24
4. FRANCE	25
4.1. Situation actuelle de la pauvreté infantile	25
4.2. Politiques visant à réduire la pauvreté infantile	26
4.2.1. Aides financières	27
4.2.2. Éducation	30
4.2.3. Logement	32
4.2.4. Santé	33
4.2.5. Loisirs	35
4.3. Garantie Européenne pour l'Enfance	36
5. SLOVÉNIE	37
5.1. Situation actuelle de la pauvreté infantile	37
5.2. Politiques visant à réduire la pauvreté infantile	37
5.2.1. Aides financières	38
5.2.2. Éducation	41
5.2.3. Logement	43

5.2.4. Santé	44
5.2.5. Loisirs	45
5.3. Garantie Européenne pour l'Enfance	45
PARTIE PRATIQUE	46
1. ÉTUDE COMPARATIVE DES POLITIQUES PUBLIQUES DE L'ESPAGNE, LA FRANCE ET LA SLOVÉNIE	46
2. ENTRETIENS AVEC DES PROFESSIONNELS	51
2.1. Sílvia Grados- Croix-Rouge	51
2.2. Diego Santamaría - Save The Children	52
2.3. Julie Lignon - UNICEF	54
2.4. Mathis Porchez - Commission européenne	56
2.5. Ružica Boškić - Gouvernement slovène	58
3. MA PROPOSITION DE POLITIQUE PUBLIQUE DE LUTTE CONTRE LA PAUVRETÉ INFANTILE	61
3.1. Aides financières	61
3.2. Éducation	62
3.3. Santé	63
3.4. Logement	64
3.5. Loisirs	65
CONCLUSION	66
WEBOGRAPHIE	68
LÉGISLATION	77
ANNEXES	78
ANNEXE 1: TRANSCRIPTION DES ENTRETIENS	78

INTRODUCTION

La pauvreté infantile est une situation que j'associais souvent aux enfants d'Afrique affamés et mourants. Des enfants qui n'avaient pas de quoi manger ou s'habiller pendant des jours et qui dormaient dans des maisons insalubres. Cette idée était renforcée par les images diffusées dans les médias par les ONG. Cependant, un jour j'ai lu dans le journal que cette situation affectait également 2,2 millions d'enfants en Espagne. Alors, j'ai pris conscience du problème. J'ai réalisé que cette situation était beaucoup plus proche de moi que ce que j'aurais pu imaginer et que peut-être, être pauvre ce n'était pas vivre dans des conditions si extrêmes. Je me suis demandée si les enfants qui vont à l'école le ventre vide, dans des vêtements abîmés, ceux qui ont froid pendant l'hiver ou qui n'ont pas de nouveaux jouets en souffraient également. J'ai alors découvert que la pauvreté infantile est une situation qui va au-delà des privations matérielles dont l'enfant peut souffrir. La pauvreté peut avoir des conséquences émotionnelles et affecter le développement de l'enfant. Alors, je me suis rendu compte que l'Union européenne, un ensemble d'États-providence¹ que nous imaginons riches et relativement égalitaires, est aussi largement touchée par ce phénomène. Avec cette nouvelle perspective, je me suis intéressée à ce qui est mis en place pour lutter contre la pauvreté infantile, en particulier les actions menées par les administrations publiques.

Comme il était impossible d'analyser les politiques publiques de tous les pays européens, j'ai choisi trois pays. L'Espagne, pays où j'habite et dont je suis originaire; la France, pays d'origine de ma mère; et la Slovénie, pays de l'Union européenne avec le taux de pauvreté infantile le plus bas. Mon premier objectif était de connaître les systèmes d'aides implantés par ces trois pays qui touchent différents aspects de la vie d'un enfant, notamment l'éducation, le logement, la santé, le temps de loisirs et les aides financières, qui ne les concernent pas directement mais ont un impact important sur leur quotidien. Après avoir répertorié ces différentes aides, j'ai comparé les mesures mises en place par ces trois pays dans chacun des domaines choisis pour connaître les différences et similitudes entre leurs politiques. Mon deuxième objectif était de découvrir et partager les mesures les plus efficaces pour lutter contre la pauvreté infantile et qui ont un impact positif sur la vie des enfants. C'est-à-dire les aides qui permettent aux enfants en situation de pauvreté d'avoir les

¹ État-providence: État qui intervient activement dans les sphères économique et sociale en vue d'assurer le bien-être de chacun, et que l'on oppose généralement à l'Etat-Gendarme, dont la mission se limite pour l'essentiel à assurer la sécurité intérieure et extérieure des citoyens. Source: Institut de l'Entreprise Melchior.

mêmes opportunités que les autres enfants et de ne pas être privés des éléments essentiels à leur développement.

Afin de compléter cette étude sur la pauvreté infantile, j'ai souhaité interroger des professionnels des trois pays concernés qui travaillent directement dans ce secteur pour connaître leurs points de vue. J'ai eu le privilège de parler avec Silvia Grados, Diego Santamaría et Julie Lignon, qui travaillent respectivement dans les ONG Croix Rouge, Save the Children et Unicef, et aident au quotidien les personnes à sortir de la pauvreté. J'ai également discuté avec Mathis Porchez, qui travaille au sein de la Commission européenne où il surveille la mise en place de la Garantie Européenne pour l'Enfance dans les différents pays membres, et avec Ružica Boškić, employée du gouvernement slovène dans le Ministère du Travail, des Affaires Sociales et de l'Égalité des Chances, plus concrètement au Département d'Aide à la Famille. Grâce à leur expérience et aux conclusions extraites des sections précédentes, j'ai pu élaborer une proposition de politique publique de lutte contre la pauvreté infantile. Cette proposition n'est pas destinée à un pays en particulier, mais regroupe des mesures générales que chaque État devrait adapter à sa propre situation.

PARTIE THÉORIQUE

1. QU'EST-CE QUE LA PAUVRETÉ INFANTILE?

La pauvreté infantile concerne les enfants qui habitent dans des foyers dont les revenus ne dépassent pas le 60% des revenus médians du pays. Mais la pauvreté infantile peut aussi être définie comme une situation dans laquelle on manque de ce dont on a besoin pour vivre.

Il y a deux façons différentes de calculer la pauvreté. La première consiste à calculer le nombre d'enfants dont les parents ont des revenus inférieurs à 60% de la moyenne nationale. La deuxième est le taux AROPE (At Risk Of Poverty or social Exclusion), qui calcule le pourcentage d'enfants en risque de pauvreté ou d'exclusion sociale. Une personne est en situation AROPE s'il se retrouve dans une de ces situations:

- En situation de pauvreté parce que les revenus ne dépassent pas le seuil de 60%
- En situation de privation matérielle: la famille de l'enfant ne peut pas se permettre au moins quatre des neuf biens de consommation essentiels définis au niveau européen. Ces biens sont partir en avances au moins une semaine par an, manger de la viande ou du poisson tous les deux jours, maintenir le logement à une température adéquate, pouvoir payer des dépenses exceptionnelles (plus de 650€), ne pas avoir des retards sur le paiement de services liés au logement, avoir une voiture, avoir un téléphone, avoir une télévision et avoir une machine à laver.
- L'enfant habite dans un ménage à faible intensité de travail (travailler moins de 20 % de son potentiel de travail l'année précédente)

L'impact de la pauvreté sur les enfants est si profond que c'est la principale cause de violation des droits des enfants. La pauvreté a des conséquences mentales, émotionnelles, physiques, sociales et culturelles telles que la malnutrition, le non-accès à des services essentiels, la discrimination sociale, l'exclusion...

2. LE RÔLE DE L'UNION EUROPÉENNE

Un enfant sur quatre est pauvre dans l'Union européenne. Cela signifie que 20 millions d'enfants sont en risque de pauvreté ou d'exclusion sociale (AROPE). Mais la pauvreté infantile n'est pas distribuée uniformément dans tous les pays membres. Ainsi, au niveau national, les pays qui ont les taux AROPE les plus élevés sont la Roumanie (39%), l'Espagne (34,5%) et la Bulgarie (33,9%). Par contre, ceux qui ont les taux les plus bas sont la Slovénie (10,7%), la Finlande (13,8%) et les Pays-Bas (14,3%).

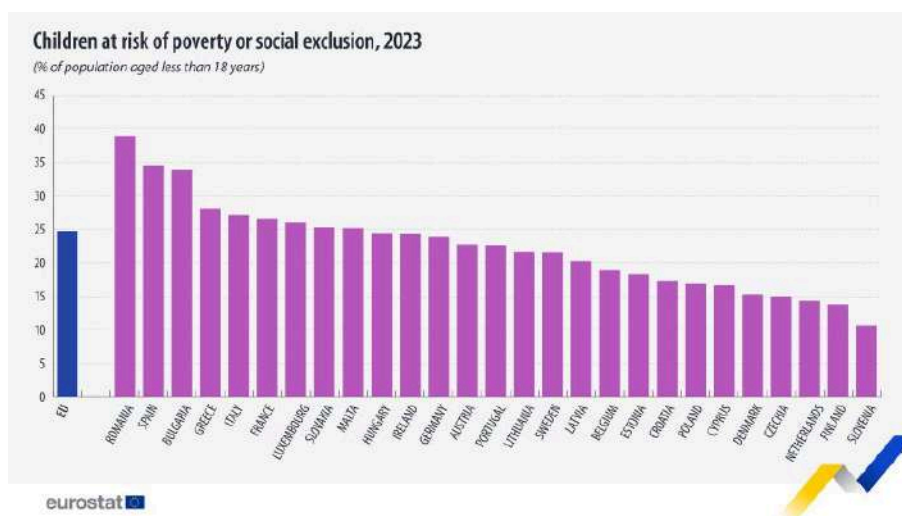


Figure 1: taux AROPE dans les pays de l'Union européenne en 2023. Source: Eurostat.

L'objectif européen est de sortir de la pauvreté 15 millions de personnes, dont 5 millions de mineurs, d'ici à 2030. Pour cela, l'Union européenne a développé plusieurs mesures, dont la plus importante est la Garantie Européenne pour l'Enfance. Il est important de souligner que les politiques sociales doivent être mises en place par chaque État et que l'Union européenne ne peut que faire des recommandations et financer des projets. Par exemple, l'Europe a instauré le Fonds européen d'aide aux plus démunis. Ces fonds servent à financer les mesures nationales destinées à donner une assistance matérielle de base aux plus vulnérables. Cela inclut des aliments, des vêtements et des produits essentiels ainsi qu'un accompagnement pour sortir de la pauvreté et du soutien pour mieux s'intégrer dans la société. À cette fin, l'Union européenne a dépensé 3,8 milliards d'euros durant la période 2014-2020.

Quant à la Garantie Européenne pour l'Enfance, elle est basée sur une recommandation du Conseil de l'Union européenne adoptée en 2021. Approuvée par tous les États membres,

mais non obligatoire, son objectif est de briser le cercle vicieux de la pauvreté en garantissant aux enfants vulnérables l'accès à cinq services essentiels: accès à une éducation et garde d'enfants de qualité, à des activités extrascolaires, à au moins un repas équilibré par jour à l'école, à des aliments sains et à un logement adéquat. Tous les États membres doivent créer un Plan d'action pour la mise en œuvre de la Garantie Européenne pour l'Enfance. Certaines des mesures décrites dans ces plans doivent viser les groupes considérés comme les plus vulnérables, qui sont:

- les enfants sans abri
- les enfants qui ont un handicap
- les enfants avec des problèmes de santé mentale
- les enfants migrants ou appartenant à une ethnie minoritaire, spécialement les gitans
- les enfants qui bénéficient d'une prise en charge alternative, notamment institutionnelle
- les enfants qui habitent dans des situations précaires.

Les pays qui ont des taux de pauvreté infantile supérieurs à la moyenne européenne sont obligés de verser au moins 5% du Fonds social européen plus (FSE+) aux mesures de leur Plan d'action national.

Pour l'Union européenne, il est primordial de briser le cercle vicieux de l'inégalité. Quand les enfants grandissent dans un milieu pauvre, ils ont plus de difficultés à l'école, ce qui peut les conduire à abandonner leurs études. Cela va rendre plus difficile la recherche d'un emploi, prolongeant ainsi la pauvreté dans leur famille. La clef pour briser ce cercle est d'améliorer l'accès des enfants aux différentes ressources, à des services de qualité abordables et de reconnaître leur droit de participation.

Certains principes du Socle européen des droits sociaux² favorisent également la rupture du cercle vicieux. Le premier principe, par exemple, stipule que tout le monde a le droit à une éducation de qualité et inclusive. De plus, le onzième principe spécifie que les enfants ont droit à une éducation accessible, à des soins de qualité, à une protection contre la pauvreté et à des mesures qui offrent les mêmes opportunités aux enfants issus des milieux défavorisés. En outre, le principe numéro 16 précise que tout le monde a le droit à des soins de santé de qualité et abordables et le 19, que les gens dans le besoin doivent avoir accès aux logements sociaux.

² Le Socle européen des droits sociaux est un texte adopté par l'Union Européenne qui comprend vingt principes en matière sociale (égalité des chances, inclusion, conditions de travail et protection sociale).

3. ESPAGNE

3.1. Situation actuelle de la pauvreté infantile

En 2023, l'Espagne était le deuxième pays avec le plus grand taux de pauvreté infantile de l'Union européenne. Cette année-là, le taux AROPE pour les enfants était de 34,5% et le taux de pauvreté infantile de 28,9% (Save the Children, 2024), taux très supérieur à celui de la population dans son ensemble, qui est de 20%. Cette différence est due au fait que les revenus de deux adultes sont parfois insuffisants pour couvrir les besoins essentiels d'une famille. C'est-à-dire, à même nombre d'heures travaillées, les foyers avec des enfants sont plus pauvres que ceux où il n'y en a pas (González Ferrer, 2020).

De plus, un enfant pauvre a beaucoup plus de chances d'être pauvre à l'âge adulte qu'une personne qui ne l'a pas été. Selon l'étude FOESSA 2018, 45% des adultes qui avaient eu des difficultés économiques pendant leur enfance en avaient aussi à l'âge adulte. Cependant, ce pourcentage est de 20% pour ceux qui n'avaient pas eu de problèmes à leur enfance. La pauvreté infantile est la principale cause de pauvreté pendant l'âge adulte, notamment quand la pauvreté vécue dans l'enfance n'a pas été transitoire. L'augmentation des emplois avec des salaires bas, les taux élevés de chômage, la tendance à l'endettement des familles espagnoles et l'inefficacité du système de prestations sociales sont également des facteurs contribuant au taux élevé de pauvreté infantile du pays (Ayala Cañón et al., 2014).

Les groupes d'enfants les plus touchés par la pauvreté sont les enfants de familles monoparentales, de familles nombreuses et de parents nés à l'étranger. Les familles monoparentales sont particulièrement vulnérables car les revenus d'une seule personne sont souvent insuffisants pour couvrir les besoins d'une famille. Le taux AROPE des ces familles était de 54,6% en 2021 (Gracia y López Oller, 2022). Le taux de pauvreté des enfants de familles nombreuses est légèrement inférieur, mais reste élevé car les revenus doivent être partagés entre un plus grand nombre de personnes.

Les enfants de parents étrangers sont aussi vulnérables car les aides sont réservées aux personnes de nationalité espagnole. En outre, ils vivent souvent dans des conditions instables à cause de leurs permis de résidence, qui sont conditionnés au maintien de l'emploi. Cela explique que presque deux tiers des enfants dont les parents sont nés hors de l'Union européenne soient en risque de pauvreté, contre 22% des enfants avec des parents espagnols (Ministerio de Sanidad, Consumo y Bienestar Social, 2019). De plus, entre 2008

et 2017, le taux de pauvreté des enfants de parents étrangers a augmenté de 8 points, alors que cette augmentation était de 2 points pour les enfants de parents espagnols. Un des groupes les plus touchés est la population gitane, car 89,1% des gitans résidant en Espagne sont en risque de pauvreté.

L'Analyse de l'Enquête sur les Conditions de Vie Mettant l'Accent sur les Enfants réalisée par la «Plataforma de Infancia» en 2024 a constaté qu'entre les mineurs vivant sous le seuil de pauvreté, les adolescents sont les plus touchés, alors que les enfants âgés de moins de 4 ans ont le taux de pauvreté le plus bas. Cela montre que la pauvreté augmente avec l'âge. Mais ce constat n'est pas le cas pour les enfants d'origine étrangère, pour qui cette tendance est inversée.

Un autre facteur est le genre des parents, car l'ECV (Enquête sur les Conditions de Vie) de 2017 montre une féminisation de la pauvreté. Alors que le taux AROPE féminin est de 27,1%, le masculin est de 26%. Le taux de pauvreté est de 22,2% pour les femmes et de 21% pour les hommes. Cela affecte surtout les foyers monoparentaux, qui sont majoritairement dirigés par des femmes.

En Espagne, la pauvreté a beaucoup évolué lors des dernières décennies. Dans les années 80, le collectif le plus vulnérable étaient les personnes âgées, mais avec les mesures adoptées pendant les années suivantes, ils sont devenus le groupe le moins défavorisé. Par contre, la pauvreté infantile a peu varié au fil des dernières années avec des chiffres oscillant entre 25% et 30%. Toutefois, le pays a battu son record en 2014, quand 30,5% des enfants vivaient sous le seuil de pauvreté (Del Moral, 2019).

3.2. Politiques visant à réduire la pauvreté infantile

En Espagne, il n'y a aucune politique centrée uniquement sur la lutte contre la pauvreté infantile. Néanmoins, il existe des mesures incluses dans d'autres politiques et des aides destinées aux familles.

Ces dernières années, le gouvernement espagnol a mis en place différentes stratégies nationales et programmes de soutien aux familles, spécialement pour celles qui sont les plus vulnérables:

- «Plan de Soutien à la Famille 2015-2017»
- «Plan National de Logement 2018-2021»
- «Stratégie Nationale de Prévention et de Lutte contre la Pauvreté et l'Exclusion Sociale 2019-2023»
- «Stratégie Nationale contre la Pauvreté Énergétique 2019-2024»
- «Stratégie Nationale contre le Sans-abrisme 2023-2030»
- «Programme de Protection de la Famille et Attention à la Pauvreté Infantile»

L'État offre également des aides aux familles nombreuses, un des collectifs les plus vulnérables, qui sont prioritaires pour avoir des bourses ou pour accéder aux logements sociaux.

Cependant, le pays ne dédie pas suffisamment de ressources aux familles vulnérables. Ce constat a été fait par l'Union européenne, qui dans le «Country Specific Recommendation 2018»³ a signalé que l'impact des prestations sociales sur la réduction de la pauvreté était inférieur à la moyenne européenne et demandait à l'Espagne d'agir. Ceci est compréhensible, car en 2018 l'Espagne dépensait pour la protection sociale des familles et des enfants un 1,3% de son PIB, chiffre très en dessous de la moyenne européenne (2,4%). Par contre, en 2023, dans le «Country Report», la Commission européenne soulignait que l'impact des prestations monétaires avait augmenté de 23,4% en 2020 à 30,5% en 2021, même si elle restait encore en dessous de la moyenne européenne, qui est de 37,1%.

3.2.1. Aides financières

En Espagne, l'aide financière la plus importante pour les personnes avec des revenus bas est l'IMV («Ingreso Mínimo Vital»), qui est une prestation non contributive de la Sécurité Sociale qui vise à garantir un niveau minimum de revenus pour les foyers qui n'ont pas les ressources nécessaires pour satisfaire leurs besoins. Cette allocation, qui a vu le jour en 2020, est accompagnée d'un complément d'aide à l'enfance pour les familles avec des enfants. En 2023, 3 096,92 millions d'euros ont été distribués entre les 342 856 ménages qui ont perçu cette prestation (Ministerio de Derechos Sociales y Agenda 2030, 2023). Les

³ Des recommandations faites par la Commission Européenne pour chaque pays membre dans le cadre du Semestre Européen.

conditions pour avoir accès à cette prestation sont d'avoir vécu en Espagne la dernière année et d'avoir des revenus inférieurs au montant de l'IMV correspondant à son ménage.

Les montants de l'IMV en 2024 sont:

Type de ménage	Nombre de personnes	Montant mensuel
Bénéficiaire individuel	1 personne	604,21 €
Foyer Un supplément de 30% du montant individuel est ajouté pour chaque membre additionnel	2 personnes	785,48 €
	3 personnes	966,74 €
	4 personnes	1148,01 €
	5 personnes	1329,27 €
Foyers monoparentales Le montant individuel augmenté de 22% plus le supplément par enfant. Ce complément s'applique aussi si l'un des tuteurs à un degré de dépendance 3	1 adulte et 1 enfant	918,40 €
	1 adulte et 2 enfants	1099,67 €
	1 adulte et 3 enfants	1280,93 €
	1 adulte et 4 enfants	1462,20 €

Tableau 1: montants de l'IMV selon le type de ménage. Source: Ministerio de Inclusión, Seguridad Social y Migraciones

En plus de ces montants, l'IMV inclut un complément d'aide à l'enfance pour tous les mineurs d'un foyer, complément qui varie selon l'âge des enfants:

- Moins de 3 ans: 115 €
- Entre 3 et 6 ans: 80,50 €
- Entre 6 et 18 ans: 57,50 €

D'autre part, le «Plan de Soutien à la Famille 2015-2017» a instauré plusieurs déductions sur la déclaration des revenus pour les familles. Ces aides sont toujours en vigueur. D'une part, il y a la déduction pour maternité pour les mères employées ou qui perçoivent l'allocation chômage, qui ont des enfants de moins de 3 ans. Elle permet de réduire jusqu'à 1200€ annuels. D'une autre part, il y a des déductions qui vont de 1200€ à 2400€ annuels pour les familles nombreuses ou pour les familles qui ont des personnes handicapées à charge.

Par ailleurs, la loi 26/1990 du 20 décembre a mis en place la prestation familiale pour enfant à charge, destinée aux familles vulnérables économiquement. En 2019 son montant a augmenté de 291€ à 341€ annuels et à 588€ pour les familles qui se retrouvent dans la

pauvreté extrême. Cette prestation est pour les enfants sans handicap (dans ces cas-là le montant augmente) et dont les revenus de la famille ne dépassent pas les 12 313€ (cette limite augmente de 15% pour chaque enfant). Par contre, le plafond est de 18 532€ pour les familles nombreuses et augmente de 3 002€ pour chaque enfant.

De plus, la Sécurité Sociale accorde des prestations à paiement unique pour les naissances ou adoptions dans les familles nombreuses, monoparentales ou quand le père ou la mère est handicapé. Cette prestation est de 1 000€ si les revenus de la famille ne dépassent pas un certain plafond. Par contre, pour les naissances ou adoptions multiples la valeur du montant s'obtient en multipliant par 4, 8 ou 12 (2, 3 ou 4 enfants, respectivement) le montant mensuel du salaire minimum interprofessionnel de croissance.

Les aides financières pour les familles vulnérables économiquement existent, mais nous constatons que le montant de ces aides est bas et qu'un grand nombre de personnes dans le besoin ne les perçoivent pas. De plus, les aides ne sont pas distribuées uniformément dans le territoire, car il y a des régions comme le Pays Basque ou la Navarre où elles arrivent à 80% des familles sous le seuil de pauvreté, mais d'autres comme l'Andalousie, où ce pourcentage ne dépasse pas le 15% (Moreno Fuentes et al., 2021). Le faible montant des prestations fait que ces aides financières ne permettent pas de réduire la pauvreté dans les foyers avec des enfants. Si en Europe les prestations permettent de réduire la pauvreté de 43,1%, en Espagne cette valeur chute à 24,5% (European Commission, 2023). Dans ce tableau, nous pouvons observer comment les aides financières contribuent à faire baisser le taux de pauvreté en Espagne. Ce taux diminue considérablement pour les plus de 65 ans, alors que la différence est moins notable pour les jeunes et les enfants (moins de 30 ans).

	Avant les aides financières	Après les aides financières	Réduction de la pauvreté
Moins de 30 ans	33,6 %	26,5 %	21 %
Entre 30 et 44 ans	24,6 %	17 %	30,7 %
Entre 45 et 64 ans	34,6 %	17,2 %	50,3 %
Plus de 65 ans	80,6 %	12,2 %	84,9 %
Total	40,6 %	19,2 %	52,8 %

Tableau 2: taux de pauvreté avant et après les transferts sociaux selon l'âge. Source: élaboration de *Zugasti y García* (2019) avec les données de l'étude FOESSA 2018

Pour les enfants, les politiques qui ont le plus d'impact sur leur vie sont les prestations monétaires, notamment celles qui ne sont pas conditionnées par les revenus. Par contre, les déductions de la déclaration des revenus ont un très faible impact (Ayala Cañón et Cantó Sánchez, 2014).

3.2.2. Éducation

Concernant l'éducation, le gouvernement propose principalement des bourses, donne des aides pour acheter les fournitures scolaires, promeut la scolarisation de tous les enfants de moins de 3 ans et propose des programmes d'été pour les enfants défavorisés.

En Espagne, le système éducatif est défini par la Loi Organique 3/2020, du 29 décembre. Celle-ci, dans le quatrième article, détermine que l'enseignement de base, compris entre 6 et 16 ans, est obligatoire et gratuit pour tout le monde. Selon le huitième point de l'article 12, l'école maternelle est aussi gratuite et les Administrations éducatives doivent garantir qu'il y ait suffisamment de places dans les centres publics. En outre, les Administrations doivent s'assurer que chaque enfant puisse être scolarisé dans sa commune ou zone gratuitement. Par conséquent, si l'enfant est scolarisé dans une autre commune, le service de transport, la cantine et, s'il le faut, l'internat, sont offerts.

Pour éviter des discriminations socioéconomiques, l'article 88 interdit aux écoles d'imposer des paiements pour des associations ou services liés à l'enseignement. De plus, les centres scolaires doivent «garantir des conditions favorables pour la scolarisation de tous les enfants dont les conditions personnelles ou sociales supposent une inégalité initiale pour accéder aux différentes étapes éducatives» (article 81).

Alors que tous les enfants ont le même accès à l'éducation, il y a des différences entre les élèves. Tout d'abord, nous trouvons de la ségrégation scolaire dans l'éducation primaire, car souvent les élèves défavorisés économiquement se retrouvent dans les mêmes écoles. De plus, ces enfants ont plus de chances d'avoir des mauvais résultats scolaires et donc, d'abandonner leurs études. Par exemple, en 2019, 84% des élèves espagnols ont obtenu leur diplôme d'éducation secondaire (ESO), alors que c'était seulement le cas de 17% des enfants d'origine gitane. Actuellement, pour des élèves ayant les mêmes résultats au Programme International pour le Suivi des Acquis des élèves (PISA), l'élève de famille

défavorisé a presque quatre fois plus de chances de redoubler que l'enfant de milieu aisé (Del Moral, 2019). C'est pour combattre ces différences que l'article 20 de la Loi Organique 3/2020 du 29 décembre veut garantir l'inclusion scolaire et impulser des programmes de soutien scolaire pour éviter le redoublement, surtout entre les élèves de milieu défavorisé. De plus, l'une des mesures de la Stratégie Nationale de Lutte contre la Pauvreté et l'Exclusion Sociale est la mise en place du Programme de création d'unités d'accompagnement et d'orientation personnelle et familiale des élèves éducativement vulnérables. Ce programme accompagne les élèves qui risquent de redoubler ou d'abandonner leurs études. Il y a pour cela un budget de 124 millions d'euros.

La première étape éducative (0-3 ans) n'est pas obligatoire, mais elle est vitale pour le développement des enfants, l'équilibre entre travail et famille et la participation des parents sur le marché du travail. Cependant, il y a beaucoup de familles qui ne peuvent pas se permettre ce service. Alors que 50% des enfants qui ont des mères employées profitent de ces centres scolaires, seulement 31% dont les mères sont au chômage et 24% inactives en bénéficient (Moreno Fuentes et al., 2021). Face à cette situation, plus de 40% des ressources dédiées à la modernisation du système éducatif dans le Plan National de Récupération, Transformation et Résilience 2021 servent pour promouvoir cette étape éducative en créant des nouvelles places dans les centres publics et en faisant des travaux de modernisation dans les centres existants. Entre 2021 et 2023, 666 millions d'euros ont été utilisés pour créer 65 382 places. Les enfants de 1 et 2 ans et les plus défavorisés étaient prioritaires au moment d'assigner ces places. De plus, certaines communautés autonomes ont impulsé leurs propres programmes: ils ont inclus les élèves de deux ans dans la deuxième étape d'éducation infantile (3-6 ans) ou ont trouvé des façons de réduire les dépenses des centres publics.

Le mois de septembre est un mois compliqué pour les familles économiquement vulnérables, car elles doivent payer tout le matériel nécessaire pour la rentrée scolaire. C'est pour cela que chaque année le gouvernement met en place des aides pour payer les livres et les fournitures scolaires. En 2023, par exemple, 58 559 610€ ont été destinés à cette fin. Cette somme se distribuait entre les différentes communautés autonomes selon leur taux de pauvreté et le nombre d'élèves inscrits dans les centres publics. Ainsi, l'Andalousie a reçu 17,5 millions d'euros, alors que La Rioja a obtenu 315 mil euros (Resolución 5/7/2023).

L'État accorde des bourses pour l'éducation post-obligatoire (plus de 16 ans); c'est-à-dire, pour le lycée, la formation professionnelle, les études artistiques et sportives et les études

religieuses supérieures. Les bourses sont concédées d'après les revenus des parents. Son montant se compose d'une quantité fixe (définie selon trois seuils) et d'une quantité variable, qui est déterminée par les notes et les revenus de l'élève. À ces montants, une bourse d'excellence pour les élèves avec une moyenne supérieure à 8/10 et une aide pour les élèves qui changent de domicile pendant l'année scolaire y peuvent être ajoutées. Selon les seuils, les montants sont:

- **Premier seuil** (jusqu'à 22 107€ par an si quatre personnes vivent dans le foyer)

Bourse pour bas revenus 1700€	+	Quantité variable	+	Bourse d'excellence 50 - 125€	+	Changement de domicile 2500€
--	---	----------------------	---	--	---	---

Tableau 3: montant de la bourse si les revenus de la famille ne dépassent pas le premier seuil. En vert, ce que l'étudiant recevra indéniablement et en bleu, tout ce qu'y peut être ajouté. Source: élaboration propre avec les données du Ministère de l'Éducation, la Formation Professionnelle et le Sport du Gouvernement espagnol.

- **Deuxième seuil** (jusqu'à 38 242€ par an si quatre personnes vivent dans le foyer)

Quantité fixe 300€	+	Quantité variable	+	Bourse d'excellence 50 - 125€	+	Changement de domicile 2500€
---------------------------------	---	----------------------	---	--	---	---

Tableau 4: montant de la bourse si les revenus de la famille ne dépassent pas le deuxième seuil. En vert, ce que l'étudiant recevra indéniablement et en bleu, tout ce qu'y peut être ajouté. Source: élaboration propre avec les données du Ministère de l'Éducation, la Formation Professionnelle et le Sport du Gouvernement espagnol.

- **Troisième seuil** (jusqu'à 40 773€ par an si quatre personnes vivent dans le foyer)

Quantité fixe 300€	+	Bourse d'excellence 50 - 125€
---------------------------------	---	--

Tableau 5: montant de la bourse si les revenus de la famille ne dépassent pas le troisième seuil. En vert, ce que l'étudiant recevra indéniablement et en bleu, tout ce qu'y peut être ajouté. Source: élaboration propre avec les données du Ministère de l'Éducation, la Formation Professionnelle et le Sport du Gouvernement espagnol.

Un programme a été créé pour améliorer les résultats scolaires des élèves dans les écoles ou collèges où il y a un pourcentage élevé d'étudiants défavorisés (plus de 30%). Les élèves vulnérables sont ceux qui ont un manque de ressources économiques, qui ont des besoins éducatifs spéciaux ou qui ont rejoint le système éducatif avec du retard. Ce programme

(«Programa para la orientación, avance y enriquecimiento educativo en centros de especial complejidad educativa») a été développé pendant les années scolaires 2021-2022, 2022-2023 et 2023-2024. En 2023, 118 184 140€ ont servi à financer ce programme.

3.2.3. Logement

En Espagne, il n'y a pas de politiques publiques sur le logement qui s'adressent spécifiquement aux enfants. Cependant, les parents peuvent accéder à des aides pour soulager le paiement du loyer ou des factures d'électricité et de gaz.

Le Secrétariat d'État aux Services Sociaux a lancé un programme de protection des familles et de lutte contre la pauvreté infantile. Dans son budget, nous y trouvons le soutien à des programmes municipaux qui visent à garantir un logement décent pour les familles et à couvrir leurs besoins essentiels en cas d'urgence.

Le Plan de Soutien à la Famille propose une aide financière allant jusqu'à 2 400€. Celle-ci aiderait les personnes avec des revenus faibles à accéder et rester dans un logement en location. De plus, la Stratégie Nationale de Lutte contre la Pauvreté et l'Exclusion Sociale suggère une aide de 900€ par mois aux personnes qui sont en location et dont les revenus ont diminué de plus d'un 20%. Ces revenus ne doivent pas dépasser trois fois l'indicateur variable IPREM⁴, fixé à 600€ mensuels en 2024.

Les aides au logement incluent également les aides contre la précarité énergétique, qui est étroitement liée à la pauvreté des enfants. L'énergie est déterminante dans un logement décent. En Espagne, 7,7% des enfants vivaient en 2021 dans des logements dans lesquels la température n'est pas appropriée, alors que la moyenne européenne se situait à 6,8% (Moreno Fuentes et al., 2021). En revanche, l'Espagne a un taux inférieur en ce qui concerne les enfants avec une grave privation de logement (3,1% en Espagne contre 5,8% en Europe). Pour contrer la précarité énergétique, l'État a mis en place la prime sociale d'électricité et la prime thermique. La prime d'électricité inclut des réductions sur la facture de l'électricité. Le montant de ces réductions dépend des revenus du foyer.

⁴ Le «Indicador Público de Renta de Efectos Múltiples» est un indicateur utilisé comme référence au moment de concéder des aides et subventions.

Catégories de consommateurs	Conditions d'appartenance à une catégorie	Réduction
Vulnérable	<ul style="list-style-type: none"> - Revenus inférieurs à 12.600€ (+4.200€ pour chaque mineur de plus et +2.520€ pour chaque adulte) - Familles nombreuses - Retraités qui n'aient pas d'autres revenus - Bénéficiaires de l'IMV 	25%
Vulnérable grave	<ul style="list-style-type: none"> - Percevoir des revenus annuels inférieurs à 50% des montants des consommateurs vulnérables - Familles nombreuses avec des revenus inférieurs à 16.800€ 	40%
En risque d'exclusion sociale	<ul style="list-style-type: none"> - Remplir les conditions des consommateurs vulnérables et être pris en charge par les Services sociaux, qui financent un 50% du paiement de la facture de l'électricité 	100% Le consommateur ne doit rien payer

Tableau 6: conditions d'appartenance à une catégorie de consommateurs et réduction du prix de la facture selon le type de consommateur. Source: Ministère pour la Transition Écologique et l'Enjeu Démocratique du Gouvernement espagnol.

La prime d'électricité est complétée par la prime sociale thermique. Celle-ci offre une aide financière dont le montant dépend du type de consommateur, qui suit les mêmes règles que la prime d'électricité, et de la zone où il habite. De plus, l'approvisionnement d'électricité ne peut pas être suspendu pour les personnes considérées comme vulnérables graves à risque d'exclusion sociale.

L'Espagne a aussi développé une Stratégie Nationale pour la Lutte contre le Sans-abrisme 2023-2030, mais cette stratégie ne contient aucune mesure qui concerne les enfants directement.

3.2.4. Santé

L'accès au système national de santé n'est pas véritablement universel, bien qu'il le soit en théorie. Beaucoup de familles d'origine étrangère ont des difficultés à y accéder. Cela explique les mauvais résultats de santé dans les zones où sont concentrés un grand nombre de personnes défavorisées. Les familles vulnérables n'ont pas accès aux services

spécialisés qui ne sont pas inclus dans le Système national de santé (ophtalmologie, santé buccodentaire, santé mentale...). Par exemple, plus de la moitié des enfants d'origine étrangère n'utilisent pas les services dentaires régulièrement, contre un tiers des enfants avec des parents espagnols (Moreno Fuentes et al., 2021).

La pauvreté infantile a un impact important sur l'alimentation des enfants. Le fait que les aliments de mauvaise qualité nutritionnelle soient moins chers et que les parents travaillent souvent de nombreuses heures implique que les enfants ne mangent pas d'aliments frais ni de plats faits maison. Ainsi, 47,3% des enfants qui vivent dans des familles dont les revenus ne dépassent pas les 18 000€ annuels ont des problèmes d'obésité ou de surpoids (Magaña-González et Moragues-Faus, 2022).

Pour s'assurer que tous les enfants mangent au moins un repas équilibré par jour, chaque communauté autonome a mis en place des aides pour la cantine. L'Andalousie donne, par exemple, 100€ par enfant aux familles dont les revenus ne dépassent pas les 15 000€ annuels. Ce chèque sert à faire face au prix de la cantine, mais aussi à payer les fournitures scolaires, les uniformes... En revanche, en Cantabrie, l'État finance 50% ou 75% du coût de la cantine selon les revenus de la famille.

En 2024, l'État a donné des cartes de paiement prépayées appelées «Tarjetas monedero» aux familles vulnérables avec des enfants. Celles-ci permettent d'acheter des aliments frais et des produits d'hygiène à 70 000 familles dans sept chaînes de supermarchés différentes. Le montant de ces aides dépend du nombre de personnes qui composent le foyer:

- 2 membres: 130€ par mois
- 3 membres: 160€ par mois
- 4 membres: 190€ par mois
- 5 membres ou plus: 220€ par mois

Concernant la santé buccodentaire, l'Espagne a mis en place en 2022 la gratuité des services buccodentaires inclus dans le Système national de santé. Ainsi, tous les enfants ont droit à des visites régulières chez le dentiste.

3.2.5. Loisirs

Pendant les vacances d'été, les élèves ont tendance à oublier une partie de ce qu'ils ont appris à l'école l'année précédente. Notamment si ces enfants n'ont pas eu l'opportunité d'avoir des cahiers de vacances ou de participer à des activités d'apprentissage ludiques pendant l'été, ce qui est souvent le cas pour les enfants issus de milieux défavorisés. Pour faire face à l'oubli estival, le Haut Commissariat contre la Pauvreté Infantile a créé le programme VECA. Celui-ci, doté de 15 millions d'euros, sert à financer des programmes de loisirs pour garantir la participation d'enfants vulnérables. De plus, les activités sont souvent accompagnées d'un repas pour assurer que les enfants aient un repas complet et équilibré par jour.

3.3. Garantie Européenne pour l'Enfance

En Espagne, le plan d'action pour la mise en œuvre de la Garantie Européenne pour l'Enfance a été approuvé le 5 juillet 2022. Celui-ci se divise en trois axes: protection sociale, droits et services, et entourage, qui ont chacun des objectifs et des mesures pour les atteindre.

Le plan d'action espagnol est financé par les différents niveaux administratifs: le budget de l'État, les fonds municipaux et les communautés autonomes. De plus, au moins 5% du Fonds social européen (FSE+) doit être dédié à la mise en place des politiques publiques liées aux objectifs de la Garantie.

4. FRANCE

4.1. Situation actuelle de la pauvreté infantile

En France, le taux de pauvreté était de 20% durant la période 2019-2021, ce qui représente près de 3 millions d'enfants (Insee, 2018). Ce pourcentage fait des enfants le groupe d'âge avec le taux de pauvreté le plus élevé. La situation est encore plus grave dans les départements d'Outre-mer. Par exemple, à Mayotte, où les enfants représentent la moitié de la population, la pauvreté touche huit enfants sur dix. En Guyane, ce sont six enfants sur dix (Insee, 2017). Il est important de prendre en compte que certaines statistiques incluent seulement les enfants vivant dans un ménage. Par conséquent, les enfants sans domicile ou qui habitent dans des bidonvilles sont dans certains cas exclus des données, alors qu'ils comptent parmi les plus vulnérables.

Au fil des dernières décennies, la pauvreté s'est déplacée vers les villes. De plus, si auparavant les familles nombreuses étaient les plus affectées, aujourd'hui ce sont les familles monoparentales qui sont les plus touchées. En 2018, 41% des enfants vivant dans des familles monoparentales étaient en situation de pauvreté. Ce taux montait à 77% lorsque le parent responsable n'avait pas d'emploi. Quand la famille monoparentale était dirigée par un père, le taux de pauvreté infantile était de 22%, contre 45% si le parent était la mère. Les familles nombreuses sont aussi très vulnérables: il y a six ans, 43% des enfants étaient pauvres s'il y avait quatre enfants ou plus à la maison et 24% s'il y avait trois enfants. Quant au reste des familles, si aucun des deux adultes ne travaillait, le taux de pauvreté des enfants en 2018 était de 71%, contre 30% si l'un d'eux travaillait et 5% si les deux travaillaient. Par ailleurs, il faut également noter que la majorité des parents d'enfants pauvres sont étrangers, indépendamment de la nationalité des enfants (Insee, 2020).

Un enfant français né dans une famille pauvre a plus de chances de demeurer dans la pauvreté qu'une autre personne. D'ailleurs, la France est particulièrement affectée par la persistance de la pauvreté, car il faut en moyenne six générations pour qu'une personne issue des 10 % les plus modestes atteigne le revenu moyen de la population. C'est une génération de plus que la moyenne des pays de l'Organisation de Coopération et de Développement Économiques (OCDE). De plus, la mobilité sociale en France est faible: un tiers des personnes font partie de la même catégorie socioprofessionnelle que leurs parents (Secrétariat général des affaires européennes, 2022).

La France est le pays de l'Union européenne qui consacre le plus haut pourcentage en prestations sociales: 34% de son PIB. Elle est aussi le pays de l'OCDE qui dépense le plus en politiques familiales: entre 3 700 et 5 000 euros par an par enfant de moins de 21 ans (Secrétariat général des affaires européennes, 2022).

4.2. Politiques visant à réduire la pauvreté infantile

La France n'a pas une politique publique destinée uniquement à lutter contre la pauvreté des enfants. Cependant, en octobre 2018 la Stratégie Nationale de Lutte contre la Pauvreté a été lancée. Cette stratégie se compose de cinq engagements, dont le premier est «l'égalité des chances dès les premiers pas pour rompre la reproduction de la pauvreté» et le deuxième, «garantir au quotidien les droits fondamentaux des enfants».

En septembre 2023, le gouvernement a présenté le Pacte des Solidarités, qui prend la suite de la stratégie. Celui-ci a quatre axes, et le premier, intitulé «prévenir la pauvreté et lutter contre les inégalités dès l'enfance», est également centré sur l'enfance. Les mesures incluses dans ce premier axe sont:

- Créer 200 000 nouvelles places d'accueil en crèche
- Continuer à donner le complément du mode de garde jusqu'aux 12 ans de l'enfant aux familles monoparentales
- Renforcer l'aide aux devoirs dès la sixième
- Mieux mobiliser les fonds sociaux
- Favoriser la mixité scolaire pour réduire la ségrégation scolaire de 20% d'ici à 2027
- Revaloriser toutes les bourses étudiantes
- Réformer le lycée professionnel
- Continuer avec les repas à 1€ au CROUS⁵
- Garantir le service public de la petite enfance à toutes les familles pour assurer à tous les enfants un endroit de socialisation avant leurs trois ans
- Installer au moins une Maison pour parents dans chaque département
- Garantir l'accès à l'alimentation, la santé et la culture pour les enfants mal logés
- Instaurer les petits-déjeuners dans les écoles d'Outre-mer

⁵ Le Crous (Centre Régional des Œuvres Universitaires et Scolaires) est un établissement public sous la tutelle des ministères de l'Éducation nationale et de l'Enseignement supérieur qui propose notamment des bourses, des logements dans des résidences universitaires et des restaurants universitaires. Source: Le Figaro Étudiant.

- Étendre le Programme Malin dans les territoires d’Outre-mer
- Implanter le programme «Ouverture» pour permettre aux enfants de partir en colonies de vacances et d’avoir accès à des activités sportives et culturelles

4.2.1. Aides financières

La France dispose de plusieurs aides financières destinées aux familles. Par contre, il est estimé que le taux de recours, c’est-à-dire les gens qui les demandent et les reçoivent, est de 65%. Cela signifie que 35% des gens ne les touchent pas (Carcillo, 2023).

L’aide financière la plus importante est le RSA (revenu de solidarité active), qui garantit des revenus minimums aux plus démunis. Le montant de cette aide varie en fonction de la structure du ménage. Pour percevoir cette allocation, il faut avoir au moins 25 ans et résider en France de façon stable. Les montants sont:

- Montant pour un couple selon le nombre de personnes au foyer

Nombre d’enfants/personnes à charge	Montant mensuel
0	953,56 €
1	1 144,27 €
2	1 334,98 €
Par enfant ou personne à charge supplémentaire	254,28 €

Tableau 7: montant du RSA pour les couples selon le nombre de personnes à charge. Source: Service Public.

- Montant pour une personne seule selon le nombre de personnes au foyer

Nombre d’enfants/personnes à charge	Personne seule	Parent isolé
0 (femme isolé enceinte)		816,312 €
1	953,56 €	1 088,43 €
2	1 144,27 €	1 360,54 €
Par enfant ou personne à charge supplémentaire	254,28 €	272,10 €

Tableau 8: montant du RSA pour une personne seule selon le nombre de personnes à charge. Source: Service Public.

En complément du RSA, si les allocataires touchent une aide au logement, s'ils sont hébergés gratuitement ou sont propriétaires de leur logement, ils ont droit à un forfait logement. Le montant de celui-ci dépend du nombre de personnes qui vivent dans le foyer.

- 1 personne: 76,28 €
- 2 personnes: 152,57 €
- 3 personnes ou plus: 188,80 €

Cependant, chaque année, 50% des allocataires reçoivent une somme supérieure à celle qui leur correspond, à cause d'erreurs administratives (Stratégie Nationale de Prévention et de Lutte contre la Pauvreté, 2018). De plus, peu d'allocataires sont accompagnés vers l'emploi, ce qui provoque que près de la moitié des bénéficiaires le sont depuis au moins quatre ans car ils restent inactifs. Le taux de retour à l'emploi est de seulement 10% par an (Stratégie Nationale de Prévention et de Lutte contre la Pauvreté, 2018).

Les principales autres aides financières destinées aux familles sont les suivantes:

- **Prestation d'accueil du jeune enfant (Paje):** cette prestation est composée de 4 aides qui visent à aider les familles lors des naissances ou adoptions.
 - **Prime à la naissance de la Paje:** cette prime est accordée aux parents dont les revenus ne dépassent pas un certain seuil. Elle est versée pendant la grossesse pour les aider à couvrir les dépenses liées à la naissance d'un enfant. Le montant de cette prime est de 1 066,31 €. En cas d'adoption, le montant s'élève à 2 132,63 €. Elle est versée autant de fois que d'enfants à naître.
 - **Allocation de base de la Paje:** cette allocation aide les parents à couvrir les dépenses liées à l'entretien et à l'éducation de l'enfant. La somme de cette allocation est de 96,65€ ou de 193,31€ selon le nombre d'enfants et les revenus familiaux. Cette aide est versée tous les mois jusqu'au troisième anniversaire de l'enfant.
 - **Prestation partagée d'éducation de l'enfant:** cette prestation permet aux parents d'arrêter totalement ou partiellement leur travail pour s'occuper de leurs enfants, qui doivent être âgés de moins de 3 ans. La durée de versement de l'allocation dépend de la composition du foyer (couple ou famille monoparentale) et du nombre d'enfants. Le montant mensuel est de:
 - Activité totalement interrompue: 448,43 €
 - Temps partiel, 50% maximum: 289,89 €
 - Temps partiel, entre 50% et 80%: 167,22 €

- **Complément du libre choix de mode de garde:**
 - Assistante maternelle: ce complément offre une prise en charge partielle du prix de l'assistante maternelle. La somme dépend des ressources financières et du nombre d'enfants. Elle peut varier entre 100€ et 688€.
 - Micro-crèche: pour percevoir cette aide, l'enfant doit avoir moins de 6 ans et doit être inscrit dans une crèche avec moins de 12 places. Le montant varie entre 350€ et 1 258€, mais celui-ci ne doit pas dépasser 85% du prix initial.
 - Garde à domicile: il s'agit d'une aide pour financer partiellement la rémunération d'une garde à domicile. Le montant de cette aide varie entre 100€ et 688€, en fonction du nombre d'enfants à charge, de l'âge de l'enfant et des revenus de la famille.

- **Prime de déménagement:** cette aide est versée aux familles nombreuses qui déménagent et ont droit à l'aide personnalisée au logement ou à l'allocation de logement familiale. Son montant est:
 - 3 enfants à charge: 1 119,46 €
 - 4 enfants à charge: 1 212,75 €
 - Par enfant à charge supplémentaire: 93,29 €

- **Allocations familiales:** cette aide est destinée aux familles qui ont au moins deux enfants à charge. Le montant de cette allocation dépend du nombre d'enfants et des ressources familiales. Sa somme peut varier entre 37€ et 529€ par mois.

- **Allocation de soutien familial, parents séparés (ASF):** pour toucher cette allocation il faut vivre seul et avoir un enfant à charge, dont l'autre parent ne participe pas à son entretien. La somme de l'ASF est de 195,85€ par mois.

Pour accompagner les familles monoparentales, un service public d'intermédiation du versement des pensions alimentaires a été créé pour s'assurer que les parents reçoivent la pension alimentaire à laquelle ils ont droit. Ainsi, si cette pension n'est pas payée, le parent isolé a le droit de percevoir l'ASF. D'autre part, à partir du 1er septembre 2025 les familles monoparentales pourront toucher le complément de libre-choix du mode de garde jusqu'aux 12 ans de l'enfant.

4.2.2. Éducation

La pauvreté vécue par les enfants se reflète dans leurs études, car un enfant né au sein d'une famille avec peu de ressources a entre trois et quatre fois plus de chances d'être en échec scolaire (Damon, 2018). En 2021, 81% des personnes pauvres du pays n'ont pas obtenu leur bac et 30% n'avaient aucun diplôme.

Pour faire face à cette situation, l'État a mis en place diverses mesures. Premièrement, pour éviter la concentration d'élèves défavorisés dans les mêmes centres scolaires, un bonus «mixité sociale» d'entre 300€ et 2 100€ a été implanté. En 2020, 73 100 places en ont profité. D'autre part, en 2021 toutes les classes maternelles et primaires des zones d'éducation prioritaires ont été dédoublées pour garantir que tous les enfants aient acquis les connaissances de base. Pour compléter cette mesure, des cités éducatives ont été mises en place dans les quartiers prioritaires de différentes villes. Celles-ci ont pour objectif d'accompagner socio-éducativement les enfants habitant dans des quartiers prioritaires de la ville de leur naissance jusqu'à l'insertion professionnelle, en regroupant tous les acteurs de la vie d'un enfant (parents, services de l'État, associations...). En 2023, il y avait 208 cités éducatives qui couvraient 42% des élèves scolarisés en éducation prioritaire.

Depuis la rentrée scolaire de 2017, les élèves de tous les collèges de France peuvent bénéficier d'un temps d'étude pour faire leurs devoirs avec une personne qui les aide (programme Devoirs faits). Pendant l'année scolaire 2022-2023, plus de 828 000 élèves en ont bénéficié, soit 32% des collégiens. En éducation prioritaire, ce pourcentage s'élevait à 50%. En moyenne, les collégiens y passaient 2 heures et demie par semaine (Rapport d'étape nationale de la Stratégie nationale de Prévention et de Lutte contre la Pauvreté, 2021).

Une autre mesure mise en place est l'obligation de formation pour les adolescents de 16 à 18 ans à partir de la rentrée de 2020, pour ainsi lutter contre le décrochage scolaire précoce.

Les fournitures scolaires représentent une dépense importante pour les familles économiquement vulnérables. Ainsi, l'État a instauré l'allocation de rentrée scolaire qui est une aide financière pour alléger les dépenses liées à la rentrée. Pour la percevoir, il est nécessaire d'avoir un enfant de 6 à 18 ans scolarisé et ne pas dépasser un plafond de ressources. La somme de l'allocation dépend de l'âge de l'enfant:

- Entre 6 et 10 ans: 416,40 €
- Entre 11 et 14 ans: 439,38 €
- Entre 15 et 18 ans: 454,59 €

Les familles les plus défavorisées ont aussi droit à une bourse si les enfants sont scolarisés au collège ou au lycée. Pour l'année scolaire 2024-2025, les montants trimestriels de ces bourses sont compris entre 114€ et 495€ pour la bourse de collège et entre 474€ et 1 008€ pour la bourse de lycée. Les élèves boursiers qui ont eu mention Bien ou Très bien au brevet ont droit à une bourse au mérite en complément de la bourse de lycée. Cette bourse varie entre 402€ et 1 002€ selon les revenus familiaux.

La France accorde beaucoup d'importance à la lutte contre la pauvreté dès les premiers pas de l'enfant, car les effets de la pauvreté pendant les premières années d'un enfant peuvent avoir des répercussions à long terme (Stratégie nationale de Prévention et de Lutte contre la Pauvreté).

Le Programme Malin est une alliance entre diverses organisations et entreprises qui s'engagent pour améliorer l'alimentation et la santé des enfants de 0 à 3 ans qui vivent dans des conditions défavorables. Ainsi, ils donnent des conseils sur la nutrition de l'enfant et de sa famille et proposent une déduction budgétaire qui permet d'acheter moins cher des produits de qualité avec des bons de réduction. Initialement présent dans 14 départements, il est actuellement implanté partout en France.

La garde des enfants est aussi un problème pour les familles économiquement vulnérables. S'il y a une offre importante, son accès reste inégalitaire: 68% des enfants des familles les plus riches sont dans un mode de garde formel, contre 9% pour les plus pauvres (Rapport d'étape nationale de la Stratégie nationale de Prévention et de Lutte contre la Pauvreté, 2021). Pour affronter ce problème, 8 927 places de crèches ont été créées ces cinq dernières années, dont 570 en quartiers prioritaires et 917 en zones rurales. En 2020, 144 crèches ont également été reconverties en crèches à vocation d'insertion professionnelle. Ces crèches réservent des places pour les enfants dont les parents cherchent un emploi.

4.2.3. Logement

La Fondation Abbé Pierre a mis en avant dans son rapport de 2023 que le logement indigne touchait au moins 600 000 personnes en France, dont 150 000 en Outre-mer. Elle soulignait également que 26% des foyers ont eu froid pendant l'hiver et qu'il y avait 2,4 millions de ménages attendant un logement social.

Afin d'aider les familles à payer les factures d'électricité et de gaz, le gouvernement a mis en place le chèque énergie. Selon les revenus et la composition du foyer, le montant de cette aide varie entre 48€ et 277€ par an.

Pour combattre le problème du logement, l'État a lancé en 2017 un premier plan quinquennal du «Logement d'abord». Ce premier plan a permis à 440 000 personnes sans domicile⁶ d'accéder à un logement entre 2018 et 2022, d'attribuer 122 300 logements sociaux, de créer 40 000 places dans le parc locatif privé en intermédiation locative et d'ouvrir 7 200 places en pensions de famille. En 2023, l'État a présenté un deuxième plan. Ses objectifs pour 2027 sont d'agréer 25 000 logements en résidences sociales en métropole et Outre-mer et en foyers de jeunes travailleurs, de créer 30 000 nouvelles places d'intermédiation locative et d'ouvrir 10 000 places en pensions de famille. Ce deuxième plan veut aussi créer un observatoire du sans-abrisme pour mieux connaître la situation, soutenir les locataires et accorder une attention particulière à des groupes spécifiques tels que les jeunes et les femmes victimes de violence.

Pour faire face aux prix du logement, les familles ont droit à deux aides différentes: l'allocation de logement sociale et l'aide personnalisée au logement. Elles permettent toutes les deux de réduire le prix du loyer et sont concédées si les revenus de la famille ne dépassent pas un certain plafond.

La situation la plus préoccupante est celle des enfants qui n'ont pas de logement. En 2022, on comptait 330 000 personnes sans domicile fixe, dont 42 000 mineurs (Le Figaro, 2022). Ces enfants sont souvent hébergés dans des hôtels, mais il reste encore des enfants qui vivent dans la rue. La nuit du 2 octobre 2023, on en comptait 2 822 (Janin, 2023). Vivre dans ces situations a de fortes répercussions sur la vie des enfants, qui souffrent souvent de troubles de santé mentale et alimentaires, sources de problèmes familiaux. De plus, ces

⁶ Une personne est considérée comme «sans domicile» lorsqu'elle passe la nuit dans un lieu qui n'est pas fait pour y loger (la rue, une voiture, un bidonville...) ou dans un hébergement public (hôtel d'accueil, hébergement d'urgence...)

enfants ne sont pas toujours scolarisés. Ces familles sont en grande majorité étrangères et la moitié d'entre elles sont des familles monoparentales. Dans son plan «Logement d'abord», l'État a constaté qu'une partie importante des personnes sans domicile avaient déjà connu un passage en institution, dans l'aide sociale à l'enfance, la prison ou une hospitalisation de longue durée.

En 2017, on comptait qu'environ 16 000 personnes habitaient dans des bidonvilles en France métropolitaine. Entre 8 000 et 10 000 d'entre eux étaient des enfants, dont seulement près de la moitié étaient scolarisés entre 12 et 18 ans (Unicef France).

La situation des enfants qui mendient est particulièrement alarmante. En 2016, la gendarmerie a enregistré 124 victimes d'exploitation de la mendicité, dont 105 étaient mineurs. Les victimes avaient en moyenne 9 ans et un tiers d'entre elles étaient âgées de moins de 5 ans. On compte aussi de nombreuses jeunes filles d'entre 15 et 17 ans, fréquemment accompagnées de leur bébé (Délégation interministérielle à l'hébergement et à l'accès au logement, 2021). Il y a deux façons possibles d'approcher la mendicité. D'un côté, une approche sociale qui cherche à accompagner la famille en mettant en place des dispositifs de soutien à la parentalité pour améliorer les conditions de vie de l'enfant pour qu'il puisse rester avec sa famille. D'un autre côté, il y a l'approche judiciaire qui est utilisée quand l'enfant est en danger et que la collaboration des parents n'est pas possible. Dans ces cas-là, c'est le juge des enfants qui décide du sort de l'enfant. La Délégation interministérielle à l'hébergement et à l'accès au logement a lancé en 2020 des programmes de soutien à la parentalité et de scolarisation des enfants en grande vulnérabilité, surtout ceux qui mendient. Cette mesure permet d'accompagner 2 000 enfants environ.

4.2.4. Santé

Les personnes en situation de pauvreté ont souvent un état de santé plus dégradé que le reste de la population. Ils ont plus de probabilités d'avoir des problèmes de santé mentale, de pathologies psychiatriques et cardio-vasculaires ou de diabète (Délégation interministérielle à la prévention et à la lutte contre la pauvreté, 2021). La pauvreté a aussi des conséquences sur l'espérance de vie. Pour les garçons nés dans les années 2010, les plus pauvres ont une espérance de vie de 72 ans, contre 85 ans pour les plus riches. Pour les filles, cette différence est de 8 ans (Damon, 2018). Ils ont aussi plus de difficultés pour accéder à l'offre

de soins: dans les quartiers prioritaires de la politique de la ville, l'accès à des soins de proximité est 1,8 fois inférieur au reste du territoire. De plus, ces familles ne considèrent pas la santé comme une priorité, car ils cherchent d'abord à trouver une solution à leurs problèmes économiques (Délégation interministérielle à la prévention et à la lutte contre la pauvreté, 2021).

En novembre 2019, l'État a mis en place la Complémentaire santé solidaire (CSS ou C2S), une aide qui permet de payer les dépenses liées à la santé. Selon les revenus de la famille, elle est gratuite ou payante, mais ne dépasse jamais un euro par jour et par personne. Les revenus annuels qu'il ne faut pas dépasser pour pouvoir percevoir cette aide sont:

Nombre de personnes	Plafond A - gratuite	Plafond B - payante
1	10 166 €	13 724 €
2	15 249 €	20 586 €
3	18 298 €	24 703 €
4	21 348 €	28 820 €
Par personne supplémentaire	+ 4 066 €	+ 5 490 €

Tableau 9: plafond de revenus pour toucher la Complémentaire santé solidaire en 2024. Source: APS Prévoyance.

Ainsi, si les revenus d'une famille ne dépassent pas le plafond A, ils ne doivent rien payer. Par contre, s'ils sont entre le A et le B, ils doivent payer un prix qui dépend de l'âge des membres de la famille:

- Moins de 29 ans: 8€ par mois
- Entre 30 et 49 ans: 14€ par mois
- Entre 50 et 59 ans: 21€ par mois
- Entre 60 et 69 ans: 25€ par mois
- Plus de 70 ans: 30€ par mois

Cependant, un tiers des personnes qui peuvent avoir accès à cette complémentaire ne la demande pas. Pour faire face à ce non-recours, à partir de 2022, les allocataires du revenu de solidarité active bénéficient automatiquement de la CSS gratuite .

Pour les personnes, enfants ou adultes, sans domicile, les lits d'accueil médicalisés et les lits haltes soins santé ont pour objectif d'accueillir, d'héberger et de prendre en charge médico socialement ces personnes, qui souvent n'ont pas accès à l'offre de santé classique.

En 2018, 76,4 millions d'euros ont été destinés à créer 1 450 nouveaux lits. Il existe aussi une offre spéciale pour les femmes sans abri qui sortent de la maternité. Pour les accueillir, 1500 places d'hébergement ont été créées dans le cadre de la Stratégie Nationale de Lutte contre la Pauvreté.

La Stratégie Nationale de Prévention et de Protection de l'Enfance veut mettre en place un bilan de santé obligatoire pour tous les enfants pris en charge par l'Assurance maladie (mesure prévue dans le projet de loi de financement de la Sécurité sociale 2020).

L'alimentation est souvent un problème dans les familles avec des bas revenus. Pour y faire face, le gouvernement a mis en place des petits-déjeuners gratuits et des repas à la cantine à 1€ dans les écoles. En 2019, 13% des enfants scolarisés en réseau d'éducation prioritaire arrivaient à l'école le ventre vide (Délégation interministérielle à la prévention et à la lutte contre la pauvreté, 2021). Depuis, quelques écoles appartenant à ce réseau et situées dans des quartiers prioritaires ou dans des zones rurales offrent des petits-déjeuners gratuits aux élèves. Ainsi, les inégalités causées par la malnutrition se voient réduites. Lors de l'année scolaire 2020-2021, 100 000 élèves ont pu bénéficier de ces petits-déjeuners. Par ailleurs, l'État a instauré une aide de 3€ par repas pour les cantines scolaires des communes de moins de 10 000 habitants qui offrent un tarif de moins d'un euro par jour pour les familles modestes. Depuis le début de la mesure, près de 2,5 millions de repas à moins de 1€ ont été servis.

4.2.5. Loisirs

Après le confinement, les Chèques Vacances Été ont permis à 138 000 familles modestes de partir en vacances. En 2020, l'État a aussi lancé les Vacances Apprenantes, qui ont pour objectif de consolider les apprentissages des élèves pendant l'été par des activités culturelles, sportives et de loisirs. Le gouvernement propose une aide pour participer aux Colos Apprenantes pour les enfants en situation de handicap, ceux qui habitent dans les quartiers prioritaires, les bénéficiaires de l'aide sociale à l'enfance et les familles avec un quotient familial inférieur à 1 500€. Le montant de cette aide peut atteindre le prix du séjour, tant que celui-ci ne dépasse pas les 100€ par nuit.

L'État a aussi mis en place le Pass Colo, qui est une aide financière donnée l'année des 11 ans de l'enfant, qui va de 200€ à 350€ selon les revenus familiaux. Tout comme pour l'aide des Colos Apprenantes, seules les familles avec un quotient familial inférieur à 1 500€ peuvent bénéficier de cette aide.

4.3. Garantie Européenne pour l'Enfance

En France, le Plan d'action pour la mise en œuvre de la recommandation (UE) 2021/1004 du Conseil du 14 juin 2021 établissant une Garantie Européenne pour l'Enfance est divisé en 5 champs d'action thématiques: accueil des jeunes enfants, accès à l'éducation, alimentation saine, équilibrée et de qualité, action spécifique sur le logement et impératif de garantir les conditions effectives de la santé des enfants. Dans chaque thème, le plan expose ce qui a déjà été fait sur ce sujet et les objectifs d'ici à 2030.

5. SLOVÉNIE

5.1. Situation actuelle de la pauvreté infantile

En Slovénie, le taux de pauvreté infantile est de 10%, ce qui en fait, avec le Danemark, le pays européen avec le taux le plus bas. De plus, elle est le pays de l'OCDE qui a fait le plus de progrès en matière de réduction de la pauvreté infantile, selon le Bilan Innocenti 18 réalisé par UNICEF en 2023. C'est aussi le pays européen qui a la plus faible proportion d'enfants qui sont dans la pauvreté matérielle (2,9%). La Slovénie a également réussi à réduire le taux d'enfants vivant dans la pauvreté extrême de 4,4% en 2015 à 1,1% en 2021 (Unicef, 2023).

Parmi les enfants qui sont en dessous du seuil de pauvreté, la moitié d'entre eux vit dans une pauvreté de longue durée. C'est-à-dire que l'enfant vit dans cette situation depuis au moins les trois dernières années.

Les gitans et les migrants albanais sont les groupes d'enfants les plus vulnérables, ainsi que les enfants des familles monoparentales (Elliott Armstrong, 2023). Pour ces derniers, le risque de pauvreté est six fois plus élevé que pour les autres enfants. Cependant, dans l'ensemble de la population, ce sont les femmes célibataires âgées de plus de 65 ans qui présentent le taux de pauvreté le plus élevé (23%).

5.2. Politiques visant à réduire la pauvreté infantile

Tout comme l'Espagne et la France, la Slovénie n'a pas une politique publique spécifiquement destinée à réduire la pauvreté infantile. Cependant, il existe différents programmes, aides et mesures qui visent cet objectif.

Dans sa Stratégie de Lutte contre l'Exclusion Sociale, la Slovénie a lancé le Programme National de Sécurité Sociale 2022-2030. Son objectif est de garantir l'accès à l'éducation, à la santé, à la culture et à un repas sain par jour à l'école. De plus, il vise à identifier les groupes d'enfants les plus défavorisés et leurs difficultés; à reconnaître les besoins des familles les plus vulnérables et à faciliter l'entrée des jeunes sur le marché du travail. Le but de cette résolution est de sortir 9 000 personnes, dont 3 000 enfants, de l'exclusion sociale. Ce programme inclut aussi plusieurs sous-programmes gratuits de soutien à la parentalité qui sont les suivants:

- Aide à la famille: ce service est destiné aux familles ayant des conflits internes qui ont besoin de l'aide d'une personne extérieure, ainsi qu'à celles qui cherchent des conseils pour s'occuper de leurs enfants.
- Soutien psychosocial pour les enfants, les adolescents et leurs familles: ces programmes ont pour objectif d'améliorer les relations entre les différents membres de la famille et de réduire la détresse émotionnelle des enfants par le biais d'une communication efficace, la résolution des problèmes et le contrôle des émotions. Actuellement, il y a 45 programmes cofinancés par le Ministère du Travail, de la Famille, des Affaires sociales et de l'Égalité des chances. L'objectif d'ici à 2030 est de créer 20 nouveaux programmes.
- Centres multigénérationnels: les 15 centres multigénérationnels du pays visent à promouvoir l'inclusion, l'éducation et l'intégration entre cultures et générations.

5.2.1. Aides financières

En Slovénie, les aides financières ont un rôle important dans la réduction de la pauvreté. Selon Trbanc et al, les aides financières ont permis de réduire la pauvreté infantile de 54,9% en 2019.

Les principales allocations financières sont:

- **Aide sociale en espèces:** cette aide vise à satisfaire les besoins vitaux d'une famille en lui garantissant un revenu minimum. Pour la percevoir, il ne faut pas dépasser un certain niveau de revenus. Son montant dépend de la composition du foyer:

Statut	Montant mensuel
Personne seule	484,88 €
Personne seule qui travaille entre 60 h et 128 h par mois	610,95 €
Personne seule qui travaille plus de 128 h par mois	732,17 €
Personne célibataire âgée entre 18 et 26 ans qui est au chômage ou cherche un emploi et qui vit avec ses parents	339,42 €
Personne célibataire au chômage permanent, incapable de travailler de façon permante ou âgée de plus de 65 ans qui ne vit pas avec sa famille	368,51 €
Chaque adulte supplémentaire	276,38 €
Chaque adulte supplémentaire qui travaille entre 60 h et 128 h par mois	339,42 €
Chaque adulte supplémentaire qui travaille plus de 128 h par mois	402,45 €
Chaque enfant	286,08 €

Tableau 10: montant de l'aide sociale en espèces au 1er avril 2024. Source: Denarna socialna pomoč; Ministrstvo za delo, družino, socialne zadeve in enake možnosti

Pour cette aide, il existe une majoration de 87,28€ pour les enfants de familles monoparentales dont l'autre parent ne s'occupe pas.

- **Aide sociale extraordinaire en espèces:** cette allocation peut être demandée si la famille ne peut pas faire face à des dépenses extraordinaires. La somme de cette aide varie entre 484,88€ et 1 333,42€ par mois.
- **Allocation parentale:** cette aide financière est destinée aux parents sans emploi et elle s'élève à 484,88€ par mois.
- **Assistance à la naissance d'un enfant:** cette prestation aide les parents à faire face aux dépenses liées à la naissance de leur enfant. Elle est versée une seule fois et son montant est de 421,97€.
- **Allocation familiale:** l'allocation familiale aide les parents à couvrir les coûts de l'entretien et l'éducation des enfants. Le droit à toucher cette allocation est accordé pendant un an. Son montant dépend des revenus des parents et de l'âge de l'enfant. Si l'enfant vit dans une famille monoparentale, le montant est majoré de 30%. De

même, la somme est augmentée de 20% si l'enfant est âgé de plus de 4 ans et n'est pas inscrit dans l'enseignement préscolaire. En 2023, 626 435 personnes ont pu bénéficier de l'allocation familiale.

Montant de l'allocation pour les enfants scolarisés en primaire:

Revenu mensuel par personne	1 ^{er} enfant	2 ^e enfant	3 ^e enfant et plus
Moins de 230,76 €	141,13 €	155,23 €	169,36 €
De 230,77 à 384,61 €	120,65 €	133,38 €	146,03 €
De 384,62 à 461,54 €	91,96 €	102,78 €	113,57 €
De 461,55 à 538,46 €	72,53 €	82,76 €	93,18 €
De 538,47 à 679,51 €	59,30 €	69,21 €	79,05 €
De 679,52 à 820,51 €	37,58 €	47,03 €	56,43 €
De 820,52 à 1 051,31 €	28,20 €	37,58 €	47,03 €
De 1 051,32 à 1 269,24 €	24,55 €	33,95 €	43,34 €

Tableau 11: montants de l'allocation familiale si l'enfant est scolarisé en éducation primaire.

Source: Republike Slovenije (ZSDP-1).

Montant de l'allocation pour les enfants scolarisés en secondaire:

Revenu mensuel par personne	1 ^{er} enfant	2 ^e enfant	3 ^e enfant et plus
Moins de 230,76 €	141,13 €	155,23 €	169,36 €
De 230,77 à 384,61 €	120,65 €	133,38 €	146,03 €
De 384,62 à 461,54 €	91,96 €	102,78 €	113,57 €
De 461,55 à 538,46 €	72,53 €	82,76 €	93,18 €
De 538,47 à 679,51 €	59,30 €	69,21 €	79,05 €
De 679,52 à 820,51 €	37,58 €	47,03 €	56,43 €
De 820,52 à 1 051,31 €	35,59 €	44,98 €	61,29 €
De 1 051,32 à 1 269,24 €	28,25 €	37,65 €	49,24 €

Tableau 12: montants de l'allocation familiale si l'enfant est scolarisé en éducation secondaire.

Source: Republike Slovenije (ZSDP-1).

Si les services sociaux estiment que cette somme ne sera pas utilisée pour le bien-être de l'enfant, la prestation est versée en biens concrets (paiement de factures, bons de commande...).

- **Allocation pour famille nombreuse:** cette prestation annuelle est réservée aux familles qui ont au moins 3 enfants. Pour une famille nombreuse de trois enfants, la somme de l'allocation est de 487,66€, alors que pour les familles de quatre enfants ou plus, elle est de 592,60€.
- **Paiement partiel pour perte de revenus:** cette aide est destinée à l'un des parents lorsqu'il quitte le marché de travail ou qu'il travaille à temps partiel pour s'occuper de la garde des enfants. Le montant de ce paiement est 1,2 fois le salaire minimum brut, et peut être augmenté de 30% si le bénéficiaire s'occupe de plus d'un enfant.

Le nombre de personnes qui peuvent recevoir ces différentes allocations ne cesse d'augmenter: si en 2018, 83 295 personnes y avaient droit, en 2020 ce chiffre s'élevait à 99 297 (Humer et Nikolić, 2021). Et le nombre de bénéficiaires à long terme, c'est-à-dire ceux qui ont reçu l'aide sociale en espèces deux des trois dernières années, est également en hausse. Cela montre la dépendance de certaines personnes aux aides financières et leur difficulté à sortir de la pauvreté.

5.2.2. Éducation

Les différences entre les élèves issus de milieux aisés et ceux issus de milieux défavorisés sont considérables. Selon une étude réalisée en 2021 par l'Institut d'études ethniques («Inštitut za narodnostna vprašanja») sur les résultats scolaires des enfants gitans, seulement 20% d'entre eux complétaient avec succès l'école primaire. Cela est dû aux barrières linguistiques, à la discrimination et au non-accès à la culture. Malgré cela, la Slovénie est un des pays de l'Union européenne avec un des taux de décrochage scolaire le plus bas (4,2%).

En Slovénie, 83,7% des enfants âgés entre 0 et 3 ans sont inscrits dans des crèches. Cependant, selon le Ministère de l'Éducation, 5% des enfants de cinq ans ne participent pas à l'éducation préscolaire (Republic of Slovenia, 2022). Ces enfants sont principalement des

gitans ou d'autres groupes d'enfants vulnérables. Depuis 2021, si une famille a deux enfants inscrits dans une crèche, ils ne doivent pas payer pour le plus jeune d'entre eux. Ils sont également exemptés de payer pour le troisième et chaque enfant supplémentaire de la même famille, que ces enfants soient inscrits en crèche en même temps ou non. De plus, le tarif payé par les parents dépend de leurs revenus. Ainsi, aucune famille ne paye plus de 77% du prix de la crèche:

Revenu mensuel moyen par personne	Pourcentage du prix de la crèche à payer
Moins de 230,76 €	0 %
De 230,77 € à 384,61 €	10 %
De 384,62 € à 461,54 €	20 %
De 461,55 € à 538,46 €	30 %
De 538,47 € à 679,51 €	35 %
De 679,52 € à 820,51 €	43 %
De 820,52 € à 1 051,31 €	53 %
De 1 051,32 € à 1 269,24 €	66 %
À partir de 1 269,25 €	77 %

Tableau 13: prix de la crèche à payer selon les revenus familiaux. Source: Child Guarantee National Action Plan of the Republic of Slovenia 2022-2030.

L'État offre des bourses mensuelles pour couvrir les frais liés à l'éducation des enfants. En 2023, 65 722 étudiants ont reçu une bourse. Le montant de celle-ci varie en fonction des revenus de la famille.

Revenu mensuel moyen par personne	Montant mensuel de la bourse pour les élèves âgés de moins de 18 ans	Montant mensuel de la bourse pour les élèves âgés de plus de 18 ans
Moins de 384,61 €	134,88 €	269,74 €
De 384,62 € à 461,54 €	113,59 €	227,17 €
De 461,55 € à 538,46 €	92,28 €	184,57 €
De 538,47 € à 679,51 €	70,99 €	141,97 €
De 679,52 € à 820,51 €	49,76 €	99,39 €
De 820,52 € à 1 051,31 €	37,43 €	74,87 €
De 1 051,32 € à 1 269,24 €	32,58 €	65,17 €

Tableau 14: montant des bourses pour les élèves et étudiants pendant l'année scolaire 2024-2025. Source: (Ministrstvo za delo, družino, socialne zadeve in enake možnosti)

Les notes du système scolaire slovène vont jusqu'à 5. Les élèves boursiers qui ont une moyenne supérieure à 4 ont droit à une prime de réussite.

- Note moyenne entre 4 et 4,25: 20,99 € par mois
- Note moyenne entre 4,25 et 4,50: 27,15 € par mois
- Note moyenne entre 4,50 et 4,75: 37,04 € par mois
- Note moyenne entre 4,75 et 5: 49,39 € par mois

Depuis les années 1990, le Ministère de l'Éducation promeut la réutilisation des manuels scolaires. De plus, depuis l'année scolaire 2006-2007, le gouvernement finance l'emprunt des livres scolaires. Ainsi, aucun élève ne paye pour ses livres.

5.2.3. Logement

Actuellement, 19% des enfants slovènes habitent dans des logements inadéquats (humides, surpeuplés, avec des toits qui fuient...) (Child Guarantee National Action Plan of the Republic of Slovenia 2022-2030, 2022). Vivre dans ces conditions peut avoir plusieurs conséquences sur la santé des enfants. Par exemple, vivre dans des logements surpeuplés entraîne un risque plus élevé d'avoir des maladies respiratoires, et de mauvaises installations peuvent provoquer des accidents (Republic of Slovenia, 2020).

Les familles qui ne peuvent pas payer leur loyer et qui remplissent certaines conditions de revenus ont droit à une subvention au loyer. Le montant de cette subvention dépend du prix du loyer et des revenus familiaux. Cependant, il ne doit pas dépasser les 85% du prix de la location. Malgré cela, il y a des familles qui n'arrivent pas à payer le loyer. Alors, certains propriétaires décident d'expulser les locataires. Cela fait que les familles expulsées ont besoin d'un logement temporaire de toute urgence. Les unités résidentielles visent à résoudre ce problème, mais souvent elles n'offrent pas un niveau de vie convenable. De plus, il est estimé qu'il manque 800 logements temporaires pour pouvoir répondre aux besoins actuels. C'est pourquoi la Résolution sur le Programme National de Logement 2015-2025 veut mettre en place des mesures urgentes pour augmenter l'accès au logement pour les groupes les plus vulnérables. Elle propose ainsi plusieurs actions:

- Nouvelle politique locative qui facilite l'entretien des appartements locatifs publics et qui motive à investir dans ce type de logement

- Que chaque appartement public locatif vendu soit remplacé par un nouvel appartement public locatif, pour ainsi maintenir l'offre
- Élargir les solutions possibles offertes aux groupes les plus vulnérables.

Le Programme National de Sécurité Sociale inclut un programme d'hébergement pour les personnes socialement exclues ou sans-abri qui ont besoin d'un logement et d'un accompagnement pour se réintégrer. Ce soutien se base sur le principe que l'accès à un logement sûr est la clé pour pouvoir se développer dans d'autres domaines. En 2020, 61 programmes ont été cofinancés par l'État, mais pour 2030 l'objectif est d'augmenter le nombre de programmes de 25%.

Un autre problème lié au logement est la précarité énergétique. Ainsi, la Slovénie a lancé le Plan d'Action pour Réduire la Pauvreté Énergétique qui contient deux objectifs d'ici 2030:

- Réduire le nombre de logements en précarité énergétique entre 3,8% et 4,6% (actuellement, 7% des logements slovènes sont en situation de pauvreté énergétique)
- Investir dans l'efficacité énergétique et les sources d'énergie renouvelables dans 8 000 logements

De plus, l'État a versé une aide ponctuelle aux bénéficiaires de l'aide sociale en espèces entre 2022 et 2023, perçue par 74 552 familles. Elle visait à couvrir les dépenses énergétiques grâce à une allocation allant de 200€ à 432€. Cette aide a été versée comme mesure temporaire pour faire face à la hausse des prix.

5.2.4. Santé

L'accès au système de santé slovène est universel et aucun service n'est payant pour les enfants jusqu'à 18 ans. Grâce à la gratuité des soins, les familles ont tendance à aller voir un médecin plus souvent.

Plusieurs programmes de prévention pour les enfants ont été mis en place, notamment pour la vaccination. Un des programmes les plus importants est celui qui permet aux futures mamans d'avoir des visites régulières chez le médecin pendant leur grossesse. Après la naissance de l'enfant, celui-ci peut bénéficier de visites périodiques jusqu'à ses 18 ans. Ainsi, tous les enfants ont droit à un suivi médical.

Pour que les enfants issus de milieux défavorisés puissent avoir accès aux repas scolaires, plusieurs aides ont été mises en place. Les enfants dont les revenus familiaux ne dépassent pas un certain seuil peuvent bénéficier d'une subvention de 100% du prix du goûter et du déjeuner. Ces seuils sont: 679,51€ pour le goûter et 538,46€ pour le déjeuner. Pour les étudiants en études supérieures, la subvention dépend des revenus familiaux:

- Moins de 538,46 € par personne: 100% subventionné
- Entre 538,47 € et 679,51 € par personne: 70% subventionné
- Entre 679,52 € et 820,51 € par personne: 40% subventionné

5.2.5. Loisirs

Un des projets du Programme d'Assistance National concerne les activités de loisirs de qualité. Ces activités doivent permettre aux bénéficiaires de développer leurs talents, apprendre des nouvelles aptitudes et connaître d'autres personnes. Ce programme est destiné aux différents groupes vulnérables de la population, dont font partie les enfants nés dans un environnement défavorisé. En 2020, le Ministère de Travail, de la Famille, des Affaires Sociales et de l'Égalité des chances a financé 44 programmes. D'ici à 2030, l'objectif est d'augmenter le nombre de programmes de 15%, surtout pour les gitans et les sans-abri.

5.3. Garantie Européenne pour l'Enfance

Pour rédiger le Plan d'Action National slovène, un groupe de travail intersectoriel a été mis en place. Ce groupe a collaboré avec des représentants du gouvernement (Ministère de Travail, de la Famille, des Affaires Sociales et de l'Égalité des chances, Ministère de la Santé, Ministère de l'Éducation et Ministère de l'Environnement et de l'Aménagement du Territoire). De plus, 37 enfants âgés d'entre 12 et 15 ans ont pu participer à la création du Plan d'Action. Toutes les mesures proposées par ce plan ont pour objectif l'égalité des chances entre les enfants et la prévention de la transmission de la pauvreté entre générations.

PARTIE PRATIQUE

1. ÉTUDE COMPARATIVE DES POLITIQUES PUBLIQUES DE L'ESPAGNE, LA FRANCE ET LA SLOVÉNIE

Il est important de remarquer que la situation de pauvreté infantile est très différente dans les trois pays. Si en Espagne la pauvreté touche près d'un tiers des enfants, en France elle affecte 1 enfant sur 5 et en Slovénie, 1 enfant sur 10. Cependant, dans les trois pays le profil des enfants pauvres est assez similaire: les enfants d'origine étrangère, notamment les gitans, et ceux appartenant à une famille monoparentale ou à une famille nombreuse. De plus, la pauvreté est persistante dans les trois pays (pauvreté générationnelle), même si la situation française est la plus préoccupante.

Si en Espagne et en France les enfants sont le groupe d'âge qui est le plus touché par la pauvreté, en Slovénie ce sont les personnes âgées de plus de 65 ans. Cela est dû à l'efficacité des politiques publiques slovènes pour lutter contre la pauvreté infantile, contrairement à l'Espagne qui a davantage investi dans le soutien aux personnes âgées. Dans les trois pays, le taux de pauvreté n'est pas uniforme dans tout le territoire. En Espagne, elle affecte davantage le sud du pays; en France, les grandes villes et les départements d'Outre-mer; et en Slovénie, les zones rurales.

Concernant les politiques publiques, aucun de ces pays n'a une politique spécifique pour lutter contre la pauvreté infantile. Malgré cela, ils mettent tous en place des mesures pour essayer de réduire les inégalités entre les enfants. Même si récemment l'Espagne a instauré des mesures efficaces, elle ne dédie pas assez de ressources en politique familiale. De son côté, la France a fait un pas important en incluant un axe sur la pauvreté infantile dans le Pacte des Solidarités, la stratégie qui vise à réduire la pauvreté. La Slovénie, pour sa part, continue de mettre en œuvre les mesures qui lui ont permis de maintenir un faible taux de pauvreté infantile.

L'Espagne, la France et la Slovénie ont toutes trois un système d'aides financières pour garantir des revenus minimums aux plus démunis économiquement. Cependant, les montants de ces aides ne sont pas équivalents si nous les comparons au coût de la vie. En Espagne, une famille de deux adultes et deux enfants a droit à 1 148,01€ par mois; en France, à 1 334,98€ et en Slovénie, à 1 580,71€. Ces écarts ne sont pas proportionnels si

nous les comparons aux dépenses d'une famille moyenne⁷. Alors qu'une famille française dépense 30% de plus par mois approximativement qu'une famille espagnole, elle ne reçoit qu'une aide 16% plus élevée. Une famille slovène, de son côté, dépense 10% de plus qu'une famille espagnole, mais a droit à une somme 38% supérieure. La différence la plus importante est celle qu'il y a entre la France et la Slovaquie. Les dépenses d'une famille slovène représentent 4/5 des dépenses d'une famille française, alors qu'elle reçoit une aide supérieure de 18%. Ainsi, le pays qui offre l'aide financière la plus élevée est la Slovaquie, suivie de l'Espagne puis de la France.

En plus du système de revenus minimums, les trois pays allouent des prestations à la naissance et des allocations familiales qui sont conditionnées par les revenus des parents. De leur côté, la France et l'Espagne proposent d'autres aides financières qui sont accordées si les revenus des parents ne dépassent pas un certain plafond. Par contre, en Slovaquie, il y a certaines aides, telles que l'allocation pour famille nombreuse, qui ne prennent pas en compte la situation économique de la famille. Même si la France et la Slovaquie proposent plus d'aides financières que l'Espagne, les deux pays se retrouvent avec le même problème: la dépendance de certaines personnes à ces aides.

En termes d'éducation, les seules similitudes entre les trois pays sont la gratuité de l'éducation obligatoire et le fait que les élèves économiquement défavorisés ont souvent de plus mauvais résultats scolaires. Pour éviter le décrochage scolaire de ces élèves, la France a mis en place un programme de soutien scolaire. Alors qu'en France l'éducation est obligatoire entre 3 et 18 ans, en Espagne et en Slovaquie cette étape va de 6 ans à 16 et 15 ans, respectivement.

Le montant des bourses est assez similaire entre les pays. Si en Slovaquie le montant varie entre 33€ et 135€ par mois, en Espagne il est de 33€ ou 189€ pour les plus défavorisés et en France, il oscille entre 38€ et 336€ mensuels. Tous les pays offrent une prime d'excellence, qui varie entre 21€ et 49€ en Slovaquie, entre 50€ et 125€ en Espagne et entre 134€ et 334€ en France. Cependant, la Slovaquie donne des bourses aux élèves de tout âge, alors qu'en Espagne elles sont seulement accordées aux élèves en éducation post-obligatoire et en France, aux élèves qui sont au collège ou au lycée. Proportionnellement à leur niveau de vie, la Slovaquie est le pays avec le montant de la bourse le moins élevé, suivie de l'Espagne. Ainsi, la France est le pays avec la bourse la plus élevée, spécialement pour les enfants les

⁷ En considérant qu'une famille de deux parents et deux enfants dépense en moyenne 2 514,20€ en Espagne, 3 379,40€ en France et 2 773,10€ en Slovaquie. Source: Numbeo.

plus défavorisés. Quant à la prime d'excellence, la France est aussi le pays qui donne la plus grosse somme d'argent.

Les trois pays ont pour objectif d'augmenter le nombre d'élèves inscrits dans les crèches, car l'éducation préscolaire permet de réduire de nombreuses inégalités, mais pour y arriver, ils utilisent différentes méthodes. L'Espagne souhaite augmenter l'offre de places dans les crèches publiques. La France promeut l'éducation préscolaire à travers le Complément du Libre Choix de Mode de Garde et les crèches à vocation d'insertion professionnelle qui aident les parents cherchant du travail. La Slovénie offre, quant à elle, la gratuité de la crèche à partir du deuxième enfant. De plus, le prix de la crèche est défini selon les revenus des parents, et celui-ci ne dépasse pas 77% du prix mensuel.

Pour faire face aux dépenses liées à la rentrée scolaire, l'Espagne et la France donnent des aides financières aux familles les plus démunies. En Slovénie, par contre, les élèves empruntent les livres scolaires gratuitement.

Même si l'Espagne et la France se retrouvent avec le même problème de ségrégation scolaire, c'est-à-dire le regroupement d'élèves défavorisés dans les mêmes écoles, l'Espagne a peu fait pour améliorer la situation alors que la France a implanté le bonus mixité sociale, qui offre une aide aux écoles qui accueillent des enfants en situation de pauvreté.

Concernant le logement, les trois pays ont mis en place des mesures pour lutter contre le sans-abrisme et la pauvreté énergétique comme les aides au logement, mais celles-ci ne prennent pas en compte les enfants.

Pour faire face à la pauvreté énergétique, l'Espagne a mis en place une prime sociale électrique qui peut être complémentée par une prime sociale thermique. Les bénéficiaires ont droit à une réduction du prix de la facture selon leur profil. En France, les familles les plus modestes ont droit à un chèque énergie dont le montant, versé une fois par an, varie entre 48€ et 277€. En Slovénie, tous les bénéficiaires de l'allocation sociale en espèces ont automatiquement reçu une allocation énergétique exceptionnelle allant de 200€ à 432€ entre 2022 et 2023, mais cette aide n'est pas annuelle.

Alors qu'en Espagne et en France plusieurs études ont essayé de recenser le nombre d'enfants sans-abri, en Slovénie le sans-abrisme n'est pas comptabilisé et donc, il y a peu de données sur le sujet. En Espagne, on compte, en 2024, 1 500 enfants qui dorment dans la

sur une population de 8,2 millions d'enfants. Cela représente 0,18‰. En France, ce chiffre s'élève à 2 822 et correspond à 0,2‰ des enfants, soit un pourcentage légèrement plus élevé. Il n'est pas possible de comparer ces chiffres avec les données slovènes, qui ne comptent que les adultes sans abri (2 760 personnes en 2017). Les trois pays proposent des solutions d'hébergement urgentes pour ces personnes. La France a également développé un programme dédié uniquement aux enfants qui mendient.

En ce qui concerne la santé, les trois pays ont un accès théoriquement universel au système sanitaire. Cependant, certains groupes de population en restent très éloignés. En effet, les enfants issus de milieux défavorisés présentent souvent un état de santé plus dégradé (par exemple, un taux d'obésité plus élevé et une hygiène buccodentaire plus négligée). Pour réduire cette inégalité, la France a mis en place la Complémentaire Santé Solidaire pour les bénéficiaires du RSA, qui vise à réduire les frais liés à la santé. De son côté, l'Espagne a inclus en 2022 les services buccodentaires dans les services gratuits du système national de santé car elle a détecté le nonaccès des familles vulnérables aux services de santé payants (ophtalmologie, santé mentale, santé buccodentaire...).

Les trois pays ont implanté des tarifs réduits pour les repas scolaires afin de garantir un repas complet à tous les enfants. De cette façon, la France propose des petits-déjeuners gratuits et la cantine à 1€; en Slovénie le prix des repas est défini selon les revenus et en Espagne, chaque communauté autonome a mis en place un système différent. Par exemple, certaines proposent des allocations pour l'ensemble du matériel scolaire et d'autres financent un 50% ou 75% du prix de la cantine selon les revenus familiaux. Par contre, si ces trois pays ont constaté que les enfants de familles économiquement défavorisées ne mangent pas souvent d'aliments frais, l'Espagne a été la seule à agir en créant des bons d'achat pour les supermarchés afin d'acheter des produits frais.

Concernant les activités de loisirs, aucun des trois pays n'y consacre suffisamment de fonds, car peu d'enfants bénéficient des différentes activités proposées. Alors que l'Espagne et la France offrent des aides financières pour que les enfants puissent partir en colonies de vacances, la Slovénie propose seulement des ateliers créatifs dans les centres sociaux. La France met également à disposition des chèques vacances pour que les familles défavorisées partent en vacances.

Quant à la Garantie Européenne pour l'Enfance recommandée par l'Union européenne, les trois pays ont élaboré un plan d'action national. Celui de la France et de la Slovénie se divise en 5 axes qui correspondent aux différents objectifs de la Garantie (éducation, garde d'enfants, santé, alimentation saine et logement), alors que le plan d'action espagnol se divise en 3 axes différents (protection sociale, services et droits). De plus, son financement est également distinct: comme le taux de pauvreté infantile est plus élevé que celui de la moyenne européenne, le pays doit dédier au moins 5% du Fonds européen social.

2. ENTRETIENS AVEC DES PROFESSIONNELS

Pour compléter la vision théorique de l'efficacité des mesures implantées par l'Espagne, la France et la Slovaquie, j'ai voulu m'entretenir avec des personnes directement confrontées à la pauvreté infantile dans leur quotidien.

Mon objectif initial était de contacter les bureaux de Croix-Rouge et de l'Unicef de chaque pays, car elles opèrent dans les trois États cités. Mais suite au manque de réponses, j'ai dû me tourner vers d'autres institutions, comme Save the Children. Afin d'avoir une vision plus globale, j'ai également contacté la Commission européenne, qui m'a mis en relation avec le gouvernement slovène, avec lequel j'ai également pu m'entretenir.

2.1. Sílvia Grados- Croix-Rouge

La première personne que j'ai souhaité rencontrer est Silvia Grados. Actuellement, Silvia est la responsable du bureau de la Croix-Rouge de l'Anoia. Depuis ses 16 ans, elle joue un rôle actif dans les activités de cette association.

Concernant les enfants, cette ONG travaille principalement sur deux axes. Le premier axe veut garantir l'accès des enfants à des droits importants qui ne sont pas essentiels, comme les activités de loisirs et le soutien scolaire. Le deuxième axe vise à aider les familles les plus vulnérables économiquement qui ont été orientées par les services sociaux. Ces familles reçoivent des aides pour acheter des aliments frais (car les banques alimentaires n'ont pas ce type de nourriture), pour payer les fournitures scolaires en septembre, un bon d'achat chez Decathlon pour acheter des vêtements avant la rentrée scolaire et des aides pour acheter des médicaments. Elles sont toutes complétées par des ateliers. Par exemple, les familles qui bénéficient d'aide pour les aliments frais doivent aussi participer à un atelier sur la nutrition. De plus, la Croix-Rouge organise une donation de jouets pour que les enfants reçoivent des cadeaux la nuit des Rois Mages.

En réponse à la question «Comment se vit la pauvreté infantile à Igualada?», Silvia m'a répondu que «les enfants le vivent très mal, qu'un enfant qui souffre de pauvreté à la maison la souffre en silence, car pour eux c'est une honte». Elle a ajouté que ces familles sont souvent des familles ordinaires, mais qui n'arrivent pas à la fin du mois. Alors, pour réduire

leurs dépenses, elles cessent de pratiquer des activités de loisirs et limitent ou interrompent leur consommation d'électricité et de gaz.

Silvia m'a aussi fait savoir que la population qui ne souffre pas de pauvreté «choisit d'être dans l'ignorance», qu'elle préfère ne pas savoir qu'il y a de la pauvreté autour d'elle, car le savoir «ça dérange». Elle a aussi constaté que les médias n'en parlent pas assez parce que la pauvreté infantile n'est pas dans l'agenda politique du pays. «C'est un thème désagréable» et comme les enfants ne peuvent pas se révolter, qu'ils sont invisibles, l'État n'en fait pas une priorité.

En parlant des mesures qui aident les enfants les plus pauvres, Silvia m'a expliqué que les aides financières sont efficaces, mais seulement à court terme. Si ces aides ne sont pas complétées par un accompagnement, la pauvreté devient chronique. Elle m'a cité en exemple: «tu peux aider à payer la facture d'électricité, mais si tu n'apprends pas à cette famille qu'il faut éteindre les appareils électroménagers quand ils partent de chez eux, ça ne sert à rien».

Si elle pouvait changer quelque chose, Silvia donnerait la parole aux enfants et favoriserait leur participation pour que ce soient eux qui décident comment ils souhaitent être aidés. Elle a ajouté qu'il faudrait augmenter le financement public pour que les aides existantes arrivent à tout le monde, car les familles qui sont en situation irrégulière ou qui ne sont pas inscrites dans la ville n'ont pas accès aux différentes aides, même si souvent, elles en ont besoin.

L'entretien s'est terminé avec une histoire de réussite. Silvia m'a raconté que dans leurs bureaux, ils ont une salle pour que les enfants séparés de leurs parents puissent les rencontrer. Dans ce cas particulier, les parents avaient perdu la garde de leurs enfants à cause de troubles de santé mentale et de dépendance à la drogue. Mais, «pour les enfants, les parents restent les parents». La Croix-Rouge a donc collaboré avec les services sociaux de la ville pour que ces enfants puissent retourner avec leurs parents. Cela a motivé les parents à se rétablir et finalement, les enfants ont pu vivre avec leurs parents à nouveau.

2.2. Diego Santamaría - Save The Children

Plus tard, j'ai eu l'opportunité d'interviewer Diego Santamaría, qui travaille pour Save the Children Espagne. Cette organisation réalise des études pour conseiller les administrations

publiques sur l'amélioration des politiques publiques, propose du soutien scolaire, des colonies de vacances et offre des formations pour apprendre aux gens à demander des allocations, à rédiger un CV... Diego explique que «Save the Children essaie d'aider et d'améliorer la situation de ces familles, mais notre but est d'aller beaucoup plus loin; le changement se fait par des politiques publiques qui réussissent vraiment à sortir les gens de la pauvreté».

Diego pense que les gens sont conscients qu'il y a un problème de pauvreté dans le pays, mais qu'ils ne savent pas que les taux sont si élevés. Comme Silvia, il croit que ce n'est pas une priorité politique, sinon les médias et les personnalités politiques en parleraient davantage. Cependant, il considère qu'il y a une volonté politique de résoudre le problème, car l'État a mis en place le Haut Commissariat de Lutte contre la Pauvreté Infantile.

Lorsque je lui ai demandé quelle mesure il considérerait la plus efficace pour réduire la pauvreté infantile, Diego a répondu qu'il n'aime pas en choisir une seule parce que «on dirait que cette mesure pourrait régler le problème». Cependant, il m'explique qu'une prestation universelle pour les familles permettrait de réduire le taux de pauvreté des enfants de 5% à 8%.

Diego m'apprend aussi que 55% des possibles bénéficiaires de l'IMV ne le demandent pas à cause du manque d'informations et des démarches administratives très longues et complexes. Il ajoute «ce sont des obstacles, surtout pour des familles qui à longueur de journée pensent à comment joindre les deux bouts et qui ne veulent pas perdre une journée à chercher leur PIN». Comme solution, Diego propose de simplifier les démarches bureaucratiques en donnant automatiquement des aides aux personnes dont l'État connaît la difficile situation financière.

Pour terminer l'entretien, Diego m'a raconté qu'il a dû une fois chercher de l'information sur certaines écoles avec lesquelles Save the Children collabore. Il s'est rendu compte que parmi ces écoles se trouvait celle où il avait étudié et que dans celle-ci, 90% des élèves participaient au programme de Save the Children. Diego a grandi dans une famille monoparentale: sa mère, caissière chez Lidl, l'ayant élevé, lui et son frère. À ce moment-là, il s'est rendu compte que sa famille était peut-être pauvre à l'époque. «Nous l'associons souvent à des histoires tragiques, mais elle est beaucoup plus proche de nous. (...) Nous devons apprécier ce que nous avons. Il y a certaines personnes pauvres qui ont des profils auxquels on ne s'attendrait pas».

2.3. Julie Lignon - UNICEF

Quelques jours après l'interview avec Diego, j'ai pu m'entretenir avec Julie Lignon, qui travaille chez Unicef France. Elle est chargée du plaidoyer sur les enjeux de la lutte contre la pauvreté. Son rôle consiste à influencer les politiques publiques et les législations pour qu'elles respectent les droits de l'enfant.

Les actions de l'Unicef pour lutter contre la pauvreté infantile se divisent en trois domaines. Le premier consiste à collecter des fonds privés pour les interventions d'urgence. Le deuxième se charge de sensibiliser la population aux droits de l'enfant en promouvant les idées de la Convention Internationale des Droits de l'Enfant. Unicef pense que les adultes doivent respecter les droits des enfants et que les enfants peuvent lutter pour les défendre, mais que pour cela, il faut les connaître. Le troisième domaine est le plaidoyer, qui est chargé d'influencer les politiques publiques. Par exemple, Unicef a fait pression pour que le Pacte des Solidarités intègre un axe sur les enfants.

Pour répondre à la question «comment les enfants vivent la pauvreté au quotidien?», Julie m'a expliqué que si la pauvreté est monétaire, les enfants peuvent la percevoir ou pas. C'est-à-dire, cela dépend de la façon dont les familles gèrent la situation. Par exemple, les parents vont parfois se priver pour que les enfants ne soient pas conscients de la situation. Cependant, quand les familles sont en grande pauvreté, les enfants le ressentent et ça peut souvent avoir des répercussions sur leur santé mentale. D'un autre côté, si la pauvreté est en conditions de vie, les enfants vont avoir des «privations subies et non choisies» comme ne pas manger à sa faim, ne pas avoir d'espace pour soi... Ces privations peuvent avoir des conséquences sur leur santé mentale (sentiment d'injustice, ressenti du stress des parents...) ou sur leur santé physique (mauvaise nutrition, mauvaise qualité de sommeil...). Vivre dans ces conditions peut aussi avoir des conséquences sur les résultats scolaires ou peut créer des tensions entre les membres de la famille. Dans ces cas-là, les enfants en souffrent, car ces privations vont affecter leur quotidien. C'est pour cela que beaucoup d'enfants qui se retrouvent dans cette situation ressentent un sentiment d'injustice qui les motive à agir pour défendre leurs droits. C'est par exemple l'histoire d'une jeune fille qui habitait dans un hôtel et qui maintenant a créé une association pour lutter contre la pauvreté.

Julie pense aussi que, en général, les gens ne connaissent pas le taux de pauvreté. Elle pense que c'est dû au fait que les taux évoluent, que «ce n'est pas concret de se dire que 14,4% de la population vit sous le seuil de pauvreté» et que définir la pauvreté est compliqué.

De plus, les gens peuvent ne pas se sentir concernés par ce problème. Par rapport aux médias, elle dit que certains médias en parlent souvent, même si en général ce n'est pas un sujet très médiatisé. Par contre, elle affirme que «les sujets qui fonctionnent bien sont ceux qui sont choquants». C'est le cas, par exemple, des enfants à la rue.

L'Unicef considère que le gouvernement est impliqué dans la lutte contre la pauvreté infantile, mais pas suffisamment. Par exemple, les cantines à 1€ sont une mesure efficace, mais il faudrait l'implanter dans toutes les communes (actuellement présentes dans 12 000 communes sur 36 000). Finalement, tout dépend de la volonté politique de la ville. Le problème est que les dispositifs d'aide «s'attaquent aux symptômes, mais pas aux causes». Alors, la pauvreté ne peut pas être éliminée. Cependant, les mesures sont à chaque fois plus dans le préventif (agir sur la petite enfance, par exemple). Julie m'a aussi dit qu'il faut écouter les enfants, évaluer les mesures qui ont été mises en place et promouvoir le retour à l'emploi. De plus, les solutions d'hébergement ne sont pas adaptées aux enfants: il n'y a pas d'espace pour jouer, faire les devoirs, inviter ses amis...

Selon Julie, le système de redistribution est très utile pour réduire les inégalités. Cependant, il faut aussi garantir le logement, qui est un «déterminant de santé et base de sécurité»; une bonne alimentation; l'accès aux loisirs, qui est souvent oublié même s'il permet aux enfants de sortir de leur quotidien; et l'accès aux soins. Il est très important aussi d'agir sur la petite enfance. Ces dernières années, le gouvernement a commencé à agir car c'est une époque de la vie de «vulnérabilité et d'opportunités». Pour cette raison, «il faut permettre à chaque enfant un lieu de sociabilisation pour côtoyer d'autres enfants, sortir de l'environnement de pauvreté et permettre aux parents d'avoir un travail».

Le système de protection s'applique partout en France, sauf dans les territoires d'Outre-mer, alors que dans ces zones les taux de pauvreté sont très élevés. De plus, les gens ne connaissent pas leurs droits, donc ils ne les demandent pas, et les démarches bureaucratiques sont trop complexes. Pour faire face à cette situation, il faut faire un travail d'aller vers et de sensibilisation.

Avec Julie nous avons discuté du fait que les taux ne diminuent pas, alors qu'il y a des mesures pour les faire descendre. Sur ce point, Julie m'a dit qu'il y a aussi beaucoup de facteurs externes qui viennent influencer ces taux, comme l'inflation ou le fait qu'il y ait de plus en plus de familles monoparentales. Pour combattre ces facteurs, il faudrait créer des

politiques ambitieuses avec des mesures structurelles qui viennent contrer tout ce qui peut avoir un impact sur la pauvreté des enfants.

À la fin de l'interview, Julie m'a raconté son premier atelier avec des enfants hébergés en hôtel social. Ce jour-là, elle a entendu des témoignages très durs, comme des enfants qui ne mangeaient pas à leur faim ou qui demandaient seulement d'avoir des papiers; mais elle a aussi écouté des enfants qui demandaient des choses simples, comme pouvoir décorer sa chambre à son goût. Avec ces enfants, elle a compris que chacun vit la pauvreté à sa façon. Elle a aimé «voir cette diversité de réactions, que ça restait des enfants avec des envies d'enfants et que ça ne brisait pas leurs rêves».

2.4. Mathis Porchez - Commission européenne

Afin d'avoir une vision plus européenne, j'ai souhaité contacter le groupe de travail de la Garantie Européenne pour l'Enfance. Ainsi, j'ai pu m'entretenir avec Mathis Porchez, qui est analyste de politiques économiques au sein de la Commission européenne. L'objectif de son travail est de suivre la mise en place de la Garantie dans les 27 États membres de l'Union européenne.

La Garantie Européenne est née suite à un appel du Parlement européen souhaitant promouvoir une initiative sur l'égalité des chances dès l'enfance afin que les enfants défavorisés aient les mêmes opportunités que les autres. Cependant, le Parlement ne peut pas rédiger des lois ou recommandations, seule la Commission européenne peut le faire. En 2019, la présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, a proposé la Garantie lors d'un discours dans lequel elle présentait les lignes directrices de son mandat. Alors, après de nombreuses réunions entre la Commission, des citoyens européens et le Parlement, la Commission a proposé un texte qui a été adopté par tous les pays membres.

Il faut savoir qu'au niveau européen il y a deux types de lois: des lois que les pays membres sont obligés d'implanter et celles qui sont recommandées. La Garantie Européenne pour l'Enfance appartient au deuxième type de loi. Tous les pays l'ont adoptée, ce qui montre un certain engagement à lutter contre les inégalités, mais ils ne sont pas obligés de la mettre en place et chacun peut l'implanter à sa façon.

L'objectif principal de la Garantie est de donner à tous les enfants l'accès à des services essentiels tels que l'éducation préscolaire, la garde des enfants, les repas scolaires, la santé et un logement adéquat. Le but est qu'en garantissant ces services à tous les enfants, ceux qui sont le plus défavorisés aient les mêmes opportunités que les autres enfants.

J'ai demandé à Mathis de me parler de la Garantie Européenne pour l'Enfance en Espagne, en France et en Slovénie. D'abord il a remarqué que ces trois pays sont dans des situations de départ très différentes: la Slovénie a un taux de pauvreté infantile bas, alors que celui de l'Espagne est très élevé. La France se trouve entre les deux. Il y a aussi une différence quant à l'accès à des services spécifiques. En France, l'accès à des services de garde des enfants est assez universel, alors qu'en Espagne l'accès est difficile. Malgré ces différences, les trois pays ont élaboré un plan d'action national. Selon lui, celui de l'Espagne est bien fait, car il présente un aperçu général de la situation et des objectifs concrets que le pays veut atteindre, comme le développement des garderies et les repas scolaires. Cependant, il remarque que le plan d'action français n'est pas aussi bon, car il ne propose pas de nouvelles mesures, ce qui était un des objectifs de la Garantie.

Selon Mathis, il est très difficile de dire quels pays ont les plans nationaux les plus efficaces parce que le pays peut avoir élaboré un bon plan, mais ensuite ne pas mettre en place les mesures. Cependant, il souligne que la Roumanie est un pays qui a rédigé un plan d'action national efficace avec des mesures concrètes et implantées. Le Portugal est un autre pays qui est actif, car il essaie de rendre les crèches accessibles aux enfants de moins de 3 ans.

Mathis m'a également expliqué toutes les difficultés que rencontre la Commission européenne pour implanter la Garantie. La Commission essaie de suivre le travail des 27 pays en leur demandant de rédiger leur plan d'action et de faire des rapports sur leur implantation. Elle analyse les bonnes pratiques et organise des réunions entre les différents pays pour qu'ils puissent apprendre les uns des autres. De plus, la Commission européenne donne des fonds pour la mise en place des mesures ou la construction de nouvelles infrastructures qui auront un impact positif sur les enfants.

La Commission européenne explique les taux de pauvreté infantile très bas de la Slovénie, le Danemark, la Suède ou la Finlande par deux facteurs principaux. Le premier est le marché du travail, car souvent les femmes restent à la maison pour garder leurs nouveau-nés si elles n'ont pas d'alternative. Ces pays, notamment le Danemark et la Slovénie, ont des politiques très efficaces sur la garde des enfants pour que les mères qui veulent travailler

puissent y laisser leurs enfants. De plus, si la mère travaille, les revenus du foyer augmentent. Le deuxième facteur sont les aides financières qui viennent aider les familles. Au Danemark et en Suède, ces aides permettent de réduire le taux de pauvreté de plus de 50%.

Ainsi, Mathis propose que ces politiques soient implantées dans les pays qui présentent des taux de pauvreté infantile très élevés. En Espagne, par exemple, il considère qu'il faudrait travailler sur le système d'aides financières, qui n'est pas très efficace. Pendant l'entretien, il a aussi souligné l'importance de garantir un salaire minimum plus élevé pour les travailleurs et des revenus minimums à ceux qui ne peuvent pas travailler.

Un autre objectif important de la Garantie est de briser le cercle de la pauvreté, ce qui peut être fait en garantissant à tous les enfants l'accès à des services de qualité. À son avis, il est essentiel de porter une attention particulière aux enfants susceptibles de devenir pauvres à l'âge adulte et de réduire les effets négatifs de la pauvreté sur leur développement.

Pour terminer l'entretien, j'ai demandé à Mathis s'il croyait qu'éradiquer la pauvreté était possible. Il pense que cela est réalisable si nous nous concentrons sur des mesures spécifiques qui ont beaucoup d'impact sur la vie des enfants. Malgré le COVID-19 et l'inflation, l'Union européenne reste engagée et compte sur des politiques efficaces pour y arriver. Par exemple, dans les prochains mois, elle développera une stratégie de lutte contre la pauvreté basée sur l'accès aux services essentiels.

2.5. Ružica Boškić - Gouvernement slovène

La dernière personne avec qui je me suis entretenue est Ružica Boškić. Elle travaille au gouvernement slovène, comme secrétaire au Ministère du Travail, de la Famille, des Affaires Sociales et de l'Égalité des Chances.

En Slovénie, on compte quarante mille enfants pauvres, ce qui représente 10% des enfants du pays. Ces enfants sont privés de certaines activités, vivent dans des logements qui ne sont pas toujours en bonne condition, ne mangent pas d'aliments frais au quotidien et ont généralement de plus mauvais résultats scolaires. Ružica observe que ces enfants vivent dans «des conditions matérielles que les autres enfants ne partagent pas».

Pour combattre la pauvreté infantile, la Slovénie a implanté un grand nombre de mesures, ce qui en fait le pays de l'Union européenne avec le taux de pauvreté infantile le plus bas. Une des mesures clefs sont les aides financières, car un enfant est considéré pauvre s'il habite dans une famille pauvre. Il faut considérer que les adultes pauvres ne sont pas toujours au chômage, parfois ils travaillent, mais leur salaire est trop bas pour faire face aux dépenses de la famille. Les aides financières aident donc beaucoup ces familles. Être pauvre veut aussi dire être socialement exclu. Pour cette raison, la Slovénie a développé des mesures telles que la gratuité des repas scolaires.

Ružica considère que les aides financières sont celles qui permettent à la Slovénie d'avoir un faible pourcentage d'enfants pauvres. En Slovénie, les familles ont plus de facilités pour avoir accès aux différentes aides, par rapport à d'autres pays: il est nécessaire d'avoir la nationalité slovène, puis de se rendre aux Instituts de Service Social, qui aident les personnes avec toutes les formalités administratives. Ces Instituts ont été créés en 1970, ils sont donc bien connus par la population. Un autre facteur qui permet à la Slovénie d'avoir un taux de pauvreté infantile bas est sa culture. Héritée du socialisme, la société slovène valorise la cohésion sociale, et préfère qu'il n'y ait pas de différences significatives entre les personnes. C'est une valeur très importante dans le pays, qui a probablement un effet positif sur la lutte contre la pauvreté. Ainsi, la pauvreté infantile est un sujet presque quotidien dans les médias slovènes, et les ONG du pays font aussi des campagnes de sensibilisation périodiquement.

Au moment de rédiger le Plan d'Action National pour la mise en œuvre de la Garantie Européenne pour l'Enfance, leur groupe de travail a identifié les groupes d'enfants qui sont les plus vulnérables. Ce sont les enfants gitans, les enfants vivant dans des familles monoparentales, ceux qui souffrent de problèmes de santé mentale et ceux qui ont un handicap. Ainsi, ils ont implanté des mesures qui visent non seulement les enfants, mais également leurs parents. Ružica croit qu'on ne peut pas isoler un enfant de ses parents. Elle fait cette affirmation d'après son expérience personnelle, ayant parlé avec des enfants qui souffraient de voir leurs parents privés de nourriture, alors que les associations leur en donnaient à eux.

Un des objectifs du pays concernant la pauvreté infantile est d'augmenter le taux de participation aux garderies, car si quelqu'un prend soin des enfants, les parents peuvent aller travailler. Pour y arriver, le prix de la crèche est défini selon les revenus familiaux, et les

familles les plus défavorisées ne doivent rien payer. Ce système présente un grand avantage, car les garderies offrent également plusieurs repas équilibrés aux enfants. Malheureusement, cette mesure n'est pas aussi efficace pour les familles gitanes. Les assistants d'origine gitane dans les écoles ne suffisent pas à faire augmenter la participation de ces enfants dans les crèches et les écoles. Alors, le gouvernement est en train de réfléchir à des nouvelles solutions afin d'atteindre son objectif: augmenter le nombre d'enfants gitans qui finissent l'école primaire.

Quant à la santé, une nouvelle mesure est en cours de mise en place. Il s'agit de la création de centres de santé mentale pour les enfants, un sujet qui a beaucoup inquiété pendant la pandémie de la COVID-19. Ružica m'a également parlé d'une nouvelle mesure qui va probablement être adoptée dans les prochaines années: la gratuité de tous les repas scolaires.

Ružica m'a expliqué que même si la population slovène est consciente du problème de la pauvreté infantile à force d'en entendre parler dans les médias, peu de gens connaissent le taux de pauvreté infantile.

Pour terminer l'entretien, Ružica m'a confié qu'elle a grandi dans une famille pauvre. Elle se souvient très bien de sa situation: elle souffrait en voyant les autres enfants jouer avec des Legos ou des poupées, alors que sa famille ne pouvait pas lui en acheter. C'est de son expérience qu'elle tire sa conviction: pour aider un enfant pauvre, il est nécessaire de soutenir sa famille. De plus, quand elle a commencé à travailler pour le gouvernement slovène, son rôle était de faire des recherches sur la pauvreté infantile. Elle se rendait donc à la Croix Rouge ou à Caritas pour parler avec les familles qui venaient y chercher de l'aide. Leurs histoires l'ont marquée. Souvent, ces familles étaient pauvres non pas parce qu'elles étaient paresseuses, mais parce qu'elles ne pouvaient pas travailler à cause d'une maladie. C'est pour cela qu'il est essentiel de faire plus pour aider les enfants pauvres et leurs familles.

Pour compléter ces entretiens, j'aurais souhaité parler avec des enfants qui vivent dans une situation de pauvreté pour connaître de près leur expérience. Pour cela, j'ai contacté deux organisations de la ville d'Igualada, où je réside. Cependant, comme aucune ne travaille directement avec les enfants, sinon avec leurs parents, et qu'elles doivent préserver leur identité, cela n'a pas été possible.

3. MA PROPOSITION DE POLITIQUE PUBLIQUE DE LUTTE CONTRE LA PAUVRETÉ INFANTILE

À partir des connaissances acquises, j'ai élaboré une proposition de politique publique qui vise à lutter contre la pauvreté des enfants. Cette proposition de politique n'a pas été élaborée pour un pays concret, mais ce sont des mesures générales que les pays devraient implanter s'ils veulent lutter efficacement contre la pauvreté infantile.

La politique se base sur l'accompagnement, qui est vital pour sortir les familles de la pauvreté et sur la sensibilisation des parents et des enfants à leurs droits. De plus, avant d'implanter cette politique, il faudrait consulter des enfants qui se retrouvent dans une situation de pauvreté pour connaître leurs avis et leurs besoins. Toutes les mesures implantées devraient être révisées tous les ans pour savoir si elles sont efficaces ou pas, et donc, pouvoir les améliorer si besoin. Il serait également nécessaire de promouvoir la suppression des préjugés que la société porte sur les personnes vulnérables. Cette proposition veut aussi souligner l'importance de dédier des ressources à la lutte contre la pauvreté infantile, car il s'agit des futures générations.

3.1. Aides financières

Le système de revenus minimums est efficace pour lutter contre la pauvreté à court terme. Il faudrait donc instaurer un système qui permette d'aider les familles à couvrir leurs dépenses, sans que le montant de cette aide ne soit trop élevé pour promouvoir le retour à l'emploi. Sa somme serait une quantité fixe pour le demandeur à laquelle pourrait être ajoutée une quantité fixe pour chaque enfant et une majoration de 20% pour les familles monoparentales ou celles qui vivent dans l'extrême pauvreté. Pour réduire l'effet de l'inflation, chaque année les quantités devraient augmenter autant que l'inflation. Pour pouvoir toucher cette aide, il ne faudrait pas dépasser un certain seuil de revenus, défini selon la composition du foyer.

Toutes les personnes qui recevraient cette aide auraient accès à des cours en ligne qui, par des vidéos très courtes et des quiz de 5-10 questions, leur montreraient leurs droits et comment mieux gérer leur budget. Si les bénéficiaires complétaient ces cours, ils auraient droit à un bonus de 50€ chaque mois. L'objectif de ce bonus est d'encourager les gens à

suivre ces cours afin de les aider à sortir de la pauvreté ou, au moins, à ne pas être dépendants des aides publiques.

Ces cours seraient divisés en cinq petites leçons (vidéo plus quiz) et les bénéficiaires pourraient les faire à leur rythme afin que les formations ne prennent pas trop de temps aux familles. À la fin de ces cours, il serait expliqué qu'il existe des programmes gratuits plus complets dans les centres sociaux. Les familles qui n'ont pas d'accès à Internet pourraient demander à recevoir ces cours en format papier.

Il faudrait de plus garantir la présence d'un centre social pour 25 000 personnes et que celui-ci ne soit pas éloigné de plus de 30 km du domicile de chacun.

Une autre aide financière serait la prime à la naissance. Cette prime serait donnée à tout le monde, indépendamment de leurs revenus, et aiderait les familles avec les dépenses liées à la naissance d'un enfant. La prime serait aussi versée en cas d'adoption.

3.2. Éducation

Concernant l'éducation, l'objectif est que tous les enfants du pays soient scolarisés, car l'éducation donne accès à plus d'opportunités et permet de rompre le cercle vicieux de pauvreté. Pour cette raison, l'État doit garantir une place pour chaque enfant dans une école, collège ou lycée public près de sa commune.

Avant chaque rentrée scolaire, tous les enfants recevraient un bon d'achat qui pourrait être utilisé pour acheter les fournitures et les livres. Ce bon d'achat serait de 75€ pour les élèves de 6 à 18 ans. De plus, les enfants dont les parents ont des revenus bas auraient droit à une bourse. Le montant de celle-ci dépendrait des revenus familiaux, mais pourrait être augmenté par la bourse d'excellence, pour les élèves avec une moyenne supérieure à 8 sur 10.

Dans les crèches, le prix à payer par les parents serait proportionnel à leurs revenus. De cette façon, les familles les plus démunies économiquement ne devraient rien payer, alors que les familles les plus aisées devraient payer l'intégralité du prix. Il est important que cela n'ait aucun effet sur l'éducation des enfants, car l'objectif de cette mesure est de garantir

l'accès à l'éducation préscolaire à tout le monde afin de réduire les inégalités entre les élèves à l'avenir.

Dans les collèges et lycées, les élèves qui n'ont pas d'ordinateur portable pourraient en demander un à leur établissement. Les centres scolaires donneraient aussi aux élèves l'accès à des salles avec une connexion internet en dehors des heures de cours pour faire les devoirs.

Tous les établissements scolaires devraient proposer des programmes de soutien scolaire gratuits pour tous les enfants âgés entre 6 et 18 ans afin d'aider les élèves qui ont des difficultés et éviter ainsi le décrochage scolaire. En cas d'abandon scolaire, l'établissement devrait trouver avec l'enfant et sa famille une formation alternative. De plus, tous les adolescents jusqu'à 18 ans seraient obligatoirement scolarisés ou en formation.

Depuis les établissements scolaires, il faudrait également lutter contre les préjugés sur les personnes pauvres. Pour cela, des interventions de professionnels auraient lieu régulièrement pour briser ces stéréotypes et expliquer aux enfants qu'il faut oser demander de l'aide et ne pas avoir honte en cas de besoin. Ces interventions sensibiliseraient aussi les enfants à l'importance de l'éducation pour trouver un emploi et à la bonne gestion de leur budget afin de prévenir la pauvreté.

3.3. Santé

L'accès au système de santé serait universel. Tous les enfants, même ceux qui sont en situation irrégulière, pourraient y accéder.

Les services de santé qui sont souvent payants (ophtalmologie, santé mentale, santé buccodentaire...) seraient inclus dans le système national de santé. L'objectif de cette mesure est que l'accès à la santé ne soit pas limité à cause de revenus et que les personnes défavorisées aient accès à des services de qualité. Elle permet également que les enfants vulnérables puissent bénéficier de soins dont leurs familles ne pourraient pas se permettre.

Pour la prévention des maladies, les visites annuelles pendant l'enfance seraient obligatoires et tous les enfants y auraient accès. Tous les trois ans, ces visites se feraient dans les établissements scolaires pour garantir aux enfants le suivi régulier par un médecin.

Afin de garantir un repas équilibré par jour à tous les enfants scolarisés, tous les établissements scolaires devraient proposer un tarif réduit de cantine et de petit-déjeuner pour les familles qui ont moins de ressources. De cette façon, les enfants qui chez eux n'ont pas une alimentation saine pourraient manger des produits frais, équilibrés et locaux. Les écoles devraient également intégrer la santé dans leurs programmes d'éducation, car l'obésité est une maladie qui affecte de plus en plus d'enfants, surtout ceux issus de milieux défavorisés. Elles devraient promouvoir l'activité physique, l'alimentation saine et de bonnes habitudes de vie. De leur côté, les centres médicaux proposeraient des programmes pour les enfants obèses afin qu'ils fassent du sport, apprennent à mieux manger et aient une image positive de soi.

3.4. Logement

Avoir un chez-soi est très important pour les enfants, car c'est un endroit sûr dans lequel ils se sentent bien. Malheureusement, certains en sont privés.

Pour qu'il n'y ait plus d'enfants sans-abri, les familles avec des enfants seraient prioritaires pour accéder à un logement social. Pour garantir à toutes les familles une solution, il serait nécessaire d'augmenter l'offre de logements. Si ces enfants ne sont pas scolarisés, le centre social le plus proche proposerait un soutien scolaire pour qu'ils rattrapent le niveau et puissent intégrer le système scolaire l'année suivante. Pour les parents hébergés en logements ou en hôtels sociaux, les centres sociaux devraient proposer, par exemple, des formations de parentalité positive ou de retour à l'emploi.

Les hébergements sociaux où des enfants sont logés devraient être adaptés à leurs besoins. C'est-à-dire, proposer un espace de jeu pour les plus jeunes et un espace de travail où pouvoir s'isoler pour les plus grands. Le but de cette mesure est d'offrir un endroit agréable pour ces enfants malgré la situation dans laquelle ils se trouvent.

Pour lutter contre la pauvreté énergétique, l'État donnerait des aides aux familles qui ne peuvent pas faire face aux prix des factures. Ces aides seraient uniquement données si les bénéficiaires suivent une courte formation sur comment réduire le prix de la facture. L'objectif de cette formation est de permettre aux familles de ne plus dépendre des aides et d'économiser suffisamment pour sortir durablement de la pauvreté.

La situation des enfants sans-abri est sûrement l'une des plus préoccupantes. Pour cette raison, il faudrait créer une politique publique exclusivement dédiée aux enfants qui dorment dans la rue. Cette politique proposerait la création de maraudes⁸ par des bénévoles qui identifieraient les enfants dormant dans la rue et prépareraient un plan personnalisé pour leur trouver un logement, les aider à mieux s'intégrer dans la société et les accompagner vers le système scolaire, s'ils ne sont pas scolarisés. Ces bénévoles seraient principalement présents dans les grandes villes, où sont la plupart de ces enfants, et seraient en contact avec les services sociaux et l'école locale.

3.5. Loisirs

Les activités de loisirs sont souvent oubliées dans les politiques publiques. Cependant, elles permettent aux enfants de sortir de leur quotidien et d'oublier pour un temps leur situation. Pour cette raison, il faudrait que le gouvernement donne à tous les enfants de plus de 10 ans dont les parents reçoivent le revenu minimum un bon d'achat de 20€ par mois à dépenser dans des activités de loisirs (cinéma, livres, musées...).

De plus, les familles qui ne dépassent pas un certain plafond de revenus auraient droit à une réduction de jusqu'à 80% pour les colonies de vacances. Cette aide pourrait être utilisée pour toutes les colonies, publiques ou privées, pour ainsi favoriser l'inclusion sociale des enfants défavorisés économiquement.

Afin de garantir que tous les enfants aient un cadeau pour Noël, les écoles donneraient des petits cadeaux à tous les enfants avant les vacances.

⁸ Maraude: parcours effectué par les humanitaires dans les rues ou les campements des grandes villes pour porter assistance aux personnes qui y vivent. Source: Larousse.

CONCLUSION

Suite à cette étude, il est possible d'affirmer que les trois pays analysés, l'Espagne, la France et la Slovaquie, ont tous implanté des mesures pour lutter contre la pauvreté infantile. Chaque pays, selon sa situation, met en place des actions diverses pour essayer de faire face à ce problème qui semble ne pas avoir de solution simple.

Je considère avoir atteint mon premier objectif, qui était de connaître les mesures implantées par chaque pays. Après avoir recensé les initiatives de chacun, je suis arrivée à la conclusion que malgré quelques différences, les lignes directrices sont similaires. Les trois pays proposent une aide financière pour garantir des revenus minimums et l'éducation et la santé sont publiques. Tous trois rencontrent des difficultés dans la question du logement et ni l'Espagne ni la Slovaquie n'accorde une grande attention au temps de loisirs, qui est relégué à un second plan. Tous les pays ont rédigé leur Plan d'Action National pour la mise en place de la Garantie Européenne pour l'Enfance, avec plus ou moins de succès. Cependant, les résultats varient considérablement entre les trois pays. Alors que la Slovaquie présente de très bons résultats, ce n'est pas le cas de l'Espagne et de la France. Cela nous mène à conclure que les progrès dépendent complètement de la volonté du pays à résoudre le problème. Même si les trois pays implantent des mesures, ceci ne veut pas dire qu'ils en font une priorité dans leurs politiques, d'où des bilans différents. De plus, la façon de penser de la société est également un facteur important. En Slovaquie, l'égalité des chances est une valeur essentielle de la société, ce qui fait que la pauvreté est un sujet de discussion, mais également d'action, plus répandu au sein de la société. Alors que c'est un sujet presque tabou en Espagne et en France.

Mon deuxième objectif était de découvrir quelles sont les mesures qui aident le plus les enfants à sortir de la pauvreté. Je pense avoir également atteint cet objectif, car grâce à l'expérience des professionnels interrogés, j'ai pu conclure que les mesures les plus efficaces sont, à court terme, les aides financières qui garantissent un revenu minimum aux familles afin qu'elles puissent faire face à leurs dépenses, et également les aides matérielles, qui leur donnent ce dont ils manquent. À long terme, ce sont les programmes d'accompagnement qui sont les plus efficaces, lesquels permettent aux familles de sortir de la pauvreté en leur apprenant les bonnes habitudes.

Sur la base de ces observations, j'ai rédigé ma proposition de politique publique. Celle-ci propose un système de revenus minimums, car son efficacité a été prouvée, qui peut être

complémenté par un bonus si les allocataires achèvent de courtes formations. À long terme, il est démontré que cela permet de rompre le cercle vicieux de la pauvreté. Quant à l'éducation, la priorité est de réduire les inégalités entre les enfants aisés et les enfants défavorisés, le but étant de permettre à chacun de compléter ses études avec succès. L'accès à la santé devrait être garanti, tout comme le logement. Les enfants ont besoin de se sentir chez eux et en sécurité. Finalement, il serait primordial de promouvoir des initiatives concernant les loisirs, qui sont souvent oubliés mais qui ont un grand impact sur la vie d'un enfant. Des campagnes de sensibilisation devraient également être menées afin de changer la mentalité des citoyens et supprimer tous les préjugés que la société porte sur les personnes pauvres. De plus, s'inspirer des pays dont les systèmes d'aides fonctionnent bien peut être une bonne approche pour trouver des solutions spécifiques pour chaque pays. Pour mettre en place toutes ces mesures, chaque pays doit y consacrer un budget considérable, car c'est seulement en investissant vraiment qu'on pourra aider les enfants qui vivent dans la pauvreté.

Vu l'importance de la participation infantile, je considère qu'il est primordial d'inclure les enfants au moment de rédiger une politique publique sur ce sujet qui les concerne. Les écouter permettrait de mieux les aider, car ils savent ce dont ils ont besoin. Malheureusement, je n'ai pas pu obtenir ces témoignages et j'ai donc fait ce que font la plupart des politiques actuelles: ne pas demander l'avis des plus affectés.

Pour conclure, je suis convaincue qu'il est primordial d'agir contre la pauvreté des enfants, non seulement pour les conséquences qu'elle peut avoir sur l'État car il s'agit du développement des futures générations, mais surtout pour garantir à chaque enfant une enfance heureuse.

WEBOGRAPHIE

Algava, Élisabeth et al (2021). *Les familles en 2020: 25% de familles monoparentales, 21% de familles nombreuses*. Institut national de la statistique et des études économiques
<https://www.insee.fr/fr/statistiques/5422681#titre-bloc-13> [consulté le 4 septembre 2024]

APS Prévoyance (s.d.). *La Complémentaire santé solidaire (CSS, C2S): c'est quoi?*
<https://www.complementaire-sante-solidaire.fr/presentation-complementaire-sante-solidaire-c2s> [consulté le 23 octobre 2024]

Ayala Cañón, Luis y Cantó Sánchez, Olga (2014). *Políticas públicas para reducir la pobreza infantil en España: análisis de impacto*. UNICEF Comité Español.
https://www.unicef.es/sites/unicef.es/files/unicef_politicas_para_reducir_pobreza_infantil_esp_ana_baja.pdf

Cantó Sánchez, Olga (2014). *El papel de las políticas públicas en la lucha contra la pobreza infantil*. Panorama Social, Funcas.
https://www.funcas.es/wp-content/uploads/Migracion/Articulos/FUNCAS_PS/020art07.pdf

Comisionado contra la Pobreza Infantil (2021). *#LosQueRompenElCírculo: el programa VECA y la lucha contra el 'olvido veraniego'*. Gobierno de España.
<https://www.comisionadopobrezainfantil.gob.es/es/losquerompenelcirculo-el-programa-veca-y-la-lucha-contra-el-olvido-veraniego> [consulté le 23 octobre 2024]

Damon, Julien (2018). *France: combattre la pauvreté des enfants*.
https://www.fondapol.org/app/uploads/2020/05/126-DAMON-ENFANTS_2018-05-15_web-1.pdf

Damon, Julien (2012). *Les chiffres de la pauvreté: le sens de la mesure*
<https://www.fondapol.org/app/uploads/2020/05/Note-Julien-Damon-1.pdf>

Del Moral, Carmela (2019). *La infancia marca. Análisis de los derechos de los niños y las niñas durante los últimos 100 años de historia de España*. Save the Children.
https://www.savethechildren.es/sites/default/files/imce/docs/la_infancia_marca.pdf

Délégation interministérielle à l'hébergement et à l'accès au logement (2023). *Deuxième plan quinquennal pour le Logement d'abord (2023-2027)*. Gouvernement français.

https://www.ecologie.gouv.fr/sites/default/files/documents/20.06.2023_DP_Logement_dabord_2.pdf

Délégation interministérielle à l'hébergement et à l'accès au logement (2021). *La mendicité infantile en France*

https://www.info.gouv.fr/upload/media/organization/0001/01/sites_default_files_contenu_piece-jointe_2022_07_2021-04-fiche_repere_dihal_-_mendicite.pdf

Délégation interministérielle à la prévention et à la lutte contre la pauvreté (2018). *Stratégie nationale de prévention et de lutte contre la pauvreté*. Ministère des Solidarités et de la Santé.

https://sante.gouv.fr/IMG/pdf/strategie_pauvrete_vfhd.pdf

Délégation interministérielle à la prévention et à la lutte contre la pauvreté (2021). *Stratégie nationale de prévention et de lutte contre la pauvreté: le point sur la mise en oeuvre 2018-2021. Rapport d'étape national*. Gouvernement français.

https://sante.gouv.fr/IMG/pdf/bilan_national_-_3_ans_pauvrete-_oct21-v5_1110.pdf

Diario AS (2022). *Cheque escolar de 100 euros en Andalucía: requisitos, dónde se puede pedir y cómo solicitar*.

<https://as.com/actualidad/cheque-escolar-de-100-euros-en-andalucia-requisitos-donde-se-puede-pedir-y-como-solicitar-n/> [consulté le 23 octobre 2024]

Direktorat za družino; Ministrstvo za delo, družino, socialne zadeve in enake možnosti (2024). *Pravice in prejemi družine*. Republika Slovenija

<https://www.gov.si/podrocja/druzina-otroci-in-zakonska-zveza/pravice-in-prejemki-druzine/>

[consulté le 23 octobre 2024]

Direktorat za socialne zadeve; Ministrstvo za delo, družino, socialne zadeve in enake možnosti (2024). *Pravice iz javnih sredstev in socialnovarstveni programi*. Republika Slovenija

<https://www.gov.si/podrocja/socialna-varnost/pravice-iz-javnih-sredstev-in-socialnovarstveni-programi/> [consulté le 23 octobre 2024]

Elliott Armstrong, Rory (2023). *Slovenia is showing Europe how to tackle child poverty*. Euronews.

<https://www.euronews.com/2023/12/14/slovenia-is-showing-europe-how-to-tackle-child-poverty> [consulté le 23 octobre 2024]

Emploi, affaires sociales et inclusion (s.d.). *Garantie européenne pour l'enfance*. Commission européenne <https://ec.europa.eu/social/main.jsp?catId=1428&langId=fr> [consulté le 23 octobre 2024]

Employment, Social Affairs & Inclusion (s.d.). *Addressing Child Poverty - Breaking the cycle of disadvantage*. European Commission <https://ec.europa.eu/social/main.jsp?catId=1591&langId=en> [consulté le 23 octobre 2024]

Employment, Social Affairs & Inclusion (s.d.). *Fund for European Aid to the Most Deprived (FEAD)*. European Commission <https://ec.europa.eu/social/main.jsp?catId=1089&langId=en> [consulté le 23 octobre 2024]

European Commission (2023). *2023 Country Report: Spain*. European Union. https://economy-finance.ec.europa.eu/system/files/2023-06/ip233_en.pdf

European Commission (2024). *Children at risk of poverty or social exclusion*. Eurostat Statistics Explained. https://ec.europa.eu/eurostat/statistics-explained/index.php?title=Children_at_risk_of_poverty_or_social_exclusion#Children_at_risk_of_poverty_or_social_exclusion [consulté le 23 octobre 2024]

European Commission (2018). *Recommendation for a Council Recommendation on the 2018 National Reform Programme of Spain and delivering a Council opinion on the 2018 Stability Programme of Spain* <https://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/TXT/?uri=CELEX%3A52018DC0408>

Eurydice (2024). *Funding in education: early childhood and school education funding*. European Commission. <https://eurydice.eacea.ec.europa.eu/national-education-systems/slovenia/early-childhood-and-school-education-funding> [consulté le 23 octobre 2024]

Fernández Maíllo, Guillermo et al. (2019). *VIII Informe sobre exclusión y desarrollo social en España*. Fundación Foessa.

https://www.foessa.es/main-files/uploads/sites/16/2019/06/Informe-FOESSA-2019_web-completo.pdf

Freepik. *Hands holding each other for support*. (image de la couverture)

https://www.freepik.com/free-photo/hands-holding-each-other-support_43686149.htm#fromView=search&page=1&position=10&uuid=345c9017-4cc1-45e7-8279-7a83d61d72c7

Gobierno de Cantabria (s.d.) *Becas comedor centros públicos Gobierno de Cantabria: solicitud y plazas*.

<https://www.becas.com/gobierno-de-cantabria/becas-ayudas-servicio-de-comedor-en-centros-publicos> [consulté le 23 octobre 2024]

González Ferrer, Amparo et al. (2020). *Políticas de Estado frente a la pobreza infantil. El papel del Alto Comisionado para la lucha contra la pobreza infantil*. Secretaría de Estado de Presupuestos y Gastos, Instituto de Estudios Fiscales.

<https://digital.csic.es/bitstream/10261/237401/1/Políticas%20de%20Estado%20frente%20a%20la%20pobreza%20infantil.pdf>

Gouvernement français (s.d.). *Délégation interministérielle à l'hébergement et à l'accès au logement*

<https://www.info.gouv.fr/organisation/delegation-interministerielle-a-l-hebergement-et-a-l-access-au-logement> [consulté le 23 octobre 2024]

Gouvernement français (2019). *Les petits-déjeuners gratuits à l'école, c'est parti*

<https://www.info.gouv.fr/actualite/les-petits-dejeuners-gratuits-a-l-ecole-c-est-parti> [consulté le 23 octobre 2024]

Gouvernement français (2023). *Pacte des solidarités: présentation aux acteurs*.

https://solidarites.gouv.fr/sites/solidarite/files/2023-09/Pr%C3%A9sentation_Pacte%20des%20solidarit%C3%A9s_Lutte%20contre%20la%20pauvrete%C3%A9_2023.09.18.pdf

Government Communication Office (2023). *Slovenia tops UNICEF ranking in progress over child poverty*. Republic of Slovenia

<https://www.gov.si/en/news/2023-12-08-slovenia-tops-unicef-ranking-in-progress-over-child-poverty/> [consulté le 23 octobre 2024]

Gracia, Eva y López Oller, Joffre (2022). *Análisis de la encuesta de condiciones de vida con enfoque de infancia 2022*. Plataforma de infancia

https://www.plataformadeinfancia.org/wp-content/uploads/2022/12/INFORME-PLATAFORMA-INFANCIA-ECV-2022-DIGITAL_ed5.pdf

Haut Conseil de la famille, de l'enfance et de l'âge (2018). *Lutter contre la pauvreté des familles et des enfants: constats et propositions du HCFEA*.

https://www.hcfea.fr/IMG/pdf/NOTE_-_Synthese_-_pauvrete_et_familles_-5_juin.pdf

Humer, Živa et Nikolić, Jean (2021). *Poverty Watch Report Slovenia: ending poverty is a political choice!* EAPN Slovenia.

https://www.eapn.eu/wp-content/uploads/2021/12/eapn-Poverty-Watch-Slovenia_ENG-5334.pdf

Institut national de la statistique et des études économiques (2021). *Revenus et patrimoine des ménages* <https://www.insee.fr/fr/statistiques/5371239?sommaire=5371304> [consulté le 23 octobre 2024]

Janin, Corinne (2023). *Le nombre d'enfants sans-abri en France a augmenté de 42 % en un mois*. Ouest France.

<https://www.ouest-france.fr/societe/logement/enfants-sans-abri-en-france-leur-nombre-a-augmente-de-42-pourcent-en-un-mois-a1dc01fa-6ce7-11ee-b9a5-ad1ff4e9f9fb> [consulté le 23 octobre 2024]

La Moncloa (2024). *El Gobierno pone las tarjetas monedero a disposición de las Comunidades Autónomas para familias vulnerables con niños*. Gobierno de España.

<https://www.lamoncloa.gob.es/serviciosdeprensa/notasprensa/derechos-sociales-consumo-agenda-2030/Paginas/2024/180424-tarjetas-monedero-familias-vulnerables.aspx> [consulté le 23 octobre 2024]

Les Rencontres Économiques (2023). *Quelle politique de lutte contre la pauvreté?* Le cercle des économistes.

<https://lecerclledeseconomistes.fr/formats/actes/quelle-politique-de-lutte-contre-la-pauvrete/> [consulté le 23 octobre 2024]

Magaña-González, Claudia y Moragues-Faus, Ana (2022). *Alimentando un futuro sostenible. Estudio sobre la inseguridad alimentaria en hogares españoles antes y durante la Covid-19*. Universidad de Barcelona y Fundación Daniel y Nina Carasso.

https://www.ub.edu/alimentandounfuturosostenible/documents/informe-alimentacion_una-pag.pdf

Ministère de l'Éducation Nationale et de la Jeunesse (2024). *Devoirs faits: un temps d'étude accompagnée pour réaliser les devoirs*.

<https://www.education.gouv.fr/devoirs-faits-un-temps-d-etude-accompagnee-pour-realiser-les-devoirs-7337> [consulté le 23 octobre 2024]

Ministère de l'Éducation Nationale et de la Jeunesse (s.d.). *Le Pass colo, c'est quoi exactement?* <https://www.jeunes.gouv.fr/le-pass-colo-c-est-quoi-exactement-2103> [consulté le 23 octobre 2024]

Ministère de l'Éducation Nationale et de la Jeunesse (s.d.). *Les Colos apprenantes pour les familles* <https://www.jeunes.gouv.fr/les-colos-apprenantes-pour-les-familles-1815> [consulté le 23 octobre 2024]

Ministère du Travail, de la Santé et des Solidarités (2022). *Accompagner les familles monoparentales* <https://solidarites.gouv.fr/accompagner-les-familles-monoparentales> [consulté le 23 octobre 2024]

Ministère du Travail, de la Santé et des Solidarités (2022). *Le service public de la petite enfance: garantir un accueil de qualité à tous les enfants et leurs familles*

<https://solidarites.gouv.fr/le-service-public-de-la-petite-enfance-garantir-un-accueil-de-qualite-tous-les-enfants-et-leurs-familles> [consulté le 23 octobre 2024]

Ministère du Travail, de la Santé et des Solidarités(2023). *Stratégie nationale de santé 2023-2033* https://sante.gouv.fr/IMG/pdf/projet_sns.pdf

Ministerio de Derechos Sociales y Agenda 2030 (2022). *Infancia con derechos. Plan de Acción Estatal para la Implementación de la Garantía Infantil Europea (2022-2030)*.

https://www.comisionadopobrezainfantil.gob.es/sites/default/files/2023-01/PlanAccion_MAS_220706_104155.pdf

Ministerio de Derechos Sociales y Agenda 2030 (2022). *Memoria de evaluación 2022: Programa de protección a la familia y atención a la pobreza infantil y para garantizar el derecho básico de alimentación, ocio y cultura de los menores durante las vacaciones escolares y la conciliación de la vida familiar y laboral desarrollado en las comunidades y ciudades autónomas.*

https://www.mdsocialesa2030.gob.es/derechos-sociales/familias/programasAFI/docs/Memoria_AFI_2022.pdf

Ministerio de Derechos Sociales y Agenda 2030 (2023). *Plan Operativo 2023 de Desarrollo de la Estrategia Nacional de Prevención y Lucha contra la Pobreza y la Exclusión Social.*

https://www.mdsocialesa2030.gob.es/derechos-sociales/inclusion/contenido-actual-web/190923_PO_2023_vfinal.pdf

Ministerio de Educación, Formación Profesional y Deportes y Ministerio de Ciencia, Innovación y Universidades (s.d.). *Becas y ayudas.*

<https://www.becaseducacion.gob.es/becas-y-ayudas.html> [consulté le 23 octobre 2024]

Ministerio de Educación, Formación Profesional y Deportes (s.d.). *PROA+ 2021-2024.*

<https://www.educacionfpydeportes.gob.es/mc/sgctie/cooperacion-territorial/programas-cooperacion/proa/proa-21-23.html> [consulté le 23 octobre 2024]

Ministerio de Hacienda y Función Pública, Secretaría de Estado de Presupuestos y gastos y Ministerio de Derechos Sociales y Agenda 2030. *Informe de impacto en la Infancia, la Adolescencia y la Familia del Proyecto de Ley de Presupuestos Generales del Estado para 2022.*

https://www.sepg.pap.hacienda.gob.es/sitios/sepg/es-ES/Presupuestos/InformesImpacto/Documentos/Informe_infancia_2022_accesible.pdf

Ministerio de Inclusión, Seguridad Social y Migraciones (s.d.). *Ingreso mínimo vital*

<https://www.seg-social.es/wps/portal/wss/internet/Trabajadores/PrestacionesPensionesTrabajadores/65850d68-8d06-4645-bde7-05374ee42ac7> [consulté le 23 octobre 2024]

Ministerio de Sanidad (2015). *Plan Integral de Apoyo a la Familia 2015-2017.*

<https://www.sanidad.gob.es/novedades/docs/PIAF-2015-2017.pdf>

Ministerio de Sanidad, Consumo y Bienestar Social (2019). *Estrategia Nacional de Prevención y Lucha contra la Pobreza y la Exclusión Social 2019-2023*. .

https://www.eapn.es/ARCHIVO/documentos/noticias/1553262965_estrategia_prev_y_lucha_pobreza_2019-23.pdf

Ministerio de Vivienda y Agenda Urbana (s.d.). *Programas de ayuda del Plan Estatal de Vivienda 2022-2025*.

<https://www.mivau.gob.es/vivienda/plan-estatal-de-vivienda/plan-2022-2025/programas-de-ayuda#pagina-menu-interior> [consulté le 23 octobre 2024]

Ministerio para la Transición Ecológica y el Reto Demográfico (s.d.). *Bono Social de electricidad*. <https://www.miteco.gob.es/es/energia/energia-electrica/bono-social.html>

[consulté le 23 octobre 2024]

Ministrstvo za delo, družino, socialne zadeve in enake možnosti (2023). *Ukrepi za omilitev draginje za ranljive skupine in družine*. Republika Slovenija

<https://www.gov.si/zbirke/projekti-in-programi/ukrepi-za-omilitev-draginje/ukrepi-za-omilitev-draginje-za-ranljive-skupine-in-druzine/> [consulté le 23 octobre 2024]

Ministry of Labour, Family, Social Affairs and Equal Opportunities (2024). *Family support programmes*. Republic of Slovenia.

<https://www.gov.si/en/policies/family-children-and-marriage/family-support-programmes/> [consulté le 23 octobre 2024]

Ministry of Labour, Family, Social Affairs and Equal Opportunities (2024). *Social assistance, subsidies and reduced payments*. Republic of Slovenia.

<https://www.gov.si/en/policies/social-security/social-assistance-subsidies-and-reduced-payments/> [consulté le 23 octobre 2024]

Moreno Fuentes, Francisco Javier et al. (2021). *Medidas para reducir la pobreza y la exclusión social de los niños y niñas y recomendaciones para la aplicación de la Garantía Infantil Europea en España*. UNICEF.

<https://www.unicef.org/eca/media/18866/file/Spanish%20Deep%20Dive%20Main%20report%20ES.pdf>

Republic of Slovenia (2022). *Child Guarantee National Action Plan of the Republic of Slovenia 2022-2030*. <https://ec.europa.eu/social/BlobServlet?docId=26868&langId=en>

Secrétariat d'État chargé de l'Enfance et des Familles (2020). *La Stratégie nationale de prévention et de protection de l'enfance: un an après.*

https://sante.gouv.fr/IMG/pdf/dossier_de_presse-la_strategie_nationale_de_prevention_et_de_protection_de_l_enfance_un_an_apres_.pdf

Secrétariat général des affaires européennes (2022). *Plan d'action 2022-2030 pour la mise en œuvre de la Recommandation (UE) 2021/1004 du Conseil du 14 juin 2021 établissant une Garantie européenne pour l'enfance*

https://www.cnape.fr/documents/secretariat-general-des-affaires-europeennes_-plan-daction-2022-2030-pour-la-mise-en-oeuvre-de-la-recommandation-ue-2021-1004-du-conseil-du-14-juin-2021-etablissant-une-garantie-europeenne/

Sektor za osnovno šolstvo; Ministrstvo za vzgojo in izobraževanje; Direktorat za predšolsko vzgojo in osnovno šolstvo (2024). *Šolska prehrana*. Republika Slovenija

<https://www.gov.si/teme/solska-prehrana/> [consulté le 23 octobre 2024]

Sektor za vseživljenjsko učenje; Ministrstvo za delo, družino, socialne zadeve in enake možnosti; Direktorat za trg dela in zaposlovanje (2024). *Državna štipendija*. Republika Slovenija <https://www.gov.si/teme/drzavna-stipendija/> [consulté le 23 octobre 2024]

Service public (s.d.). *Service public, le site officiel de l'administration française.*

<https://www.service-public.fr/> [consulté le 23 octobre 2024]

Trbanc et al. (2021). *Social Situation in Slovenia 2019-2020.*

Unicef France. *Dans 40 des pays les plus riches du monde, plus d'un enfant sur cinq vit dans la pauvreté.*

<https://www.unicef.fr/article/dans-40-des-pays-les-plus-riches-du-monde-plus-dun-enfant-sur-cinq-vit-dans-la-pauvrete/> [consulté le 23 octobre 2024]

Unicef France (s.d.). *Enfants en bidonvilles.*

<https://www.unicef.fr/actions-humanitaires/europe-asie-centrale/france/enfants-en-bidonvilles/> [consulté le 23 octobre 2024]

LÉGISLATION

España. Ley 40/2003, de 18 de noviembre, de Protección a las Familias Numerosas. *Boletín Oficial del Estado*, 19 noviembre 2003.

<https://www.boe.es/buscar/act.php?id=BOE-A-2003-21052>

España. Ley Orgánica 3/2020, de 29 de diciembre, por la que se modifica la Ley Orgánica 2/2006, de 3 de mayo, de Educación. *Boletín Oficial del Estado*, 30 diciembre 2020.

<https://www.boe.es/buscar/act.php?id=BOE-A-2020-17264>

España. Resolución de 5 de julio de 2023, de la Secretaría de Estado de Educación, por la que se publica el Acuerdo de la Conferencia Sectorial de Educación de 7 de junio de 2023, por el que se aprueba la propuesta de distribución territorial de los créditos destinados al Programa de cooperación territorial de financiación de libros de texto y materiales didácticos, los criterios objetivos que sirven de base para la distribución territorial del crédito, así como la distribución resultante a las comunidades autónomas, en el año 2023. *Boletín Oficial del Estado*. 18 de julio 2023 <https://www.boe.es/buscar/doc.php?id=BOE-A-2023-16621>

Slovenija. Resolucija o nacionalnem programu socialnega varstva za obdobje 2022-2030 (ReNPSV22-30). *Uradni list RS*, 8 april 2022. <https://pisrs.si/pregledPredpisa?id=RESO137>

Slovenija. Resolucija o nacionalnem stanovanjskem programu 2015-2025 (ReNSP15-25). *Uradni list RS*, 12 april 2015. <https://pisrs.si/pregledPredpisa?id=RESO114>

Slovenija. Zakon o socialnem varstvu (ZSV). *Uradni list RS*, 13 novembre 1992.

<https://pisrs.si/pregledPredpisa?id=ZAKO869>

Slovenija. Zakon o starševskem varstvu in družinskih prejemkih (ZSDP-1). *Uradni list RS*, 14 april 2014. <https://pisrs.si/pregledPredpisa?id=ZAKO6688>

ANNEXES

ANNEXE 1: TRANSCRIPTION DES ENTRETIENS

ENTRETIEN AVEC SILVIA GRADOS

Quina és la teva feina a Creu Roja? Jo soc la responsable de l'oficina de Creu Roja de l'Anoia. Tot i que tenim l'oficina a Igualada, som comarcals. Donem servei a tots els municipis de la comarca. Això que vol dir? Que atenem famílies de tots els municipis: Igualada, Vilanova, Montbui, Piera...

Quant temps fa que hi treballes? Jo vaig entrar com a voluntària amb setze anys, quan aquí a Creu Roja es feien bàsicament dos tipus d'activitats. Un era tot el tema de suport i emergències i les ambulàncies, que suposo que és el que més es coneix de Creu Roja, i el transport sanitari. I després hi havia una altra part molt important que era d'infància, precisament, que tenim un projecte de reforç escolar per a nens amb necessitats educatives especials i després tenim un esplai de cap de setmana. Llavors jo feia de monitora.

Quan vaig acabar els estudis, als 22 anys, vaig entrar d'educadora en un casal de Fàtima, que ara ja no existeix. Era per a nens en risc social i a partir de l'any 2000 vaig començar a treballar en projectes d'ocupació per a persones adultes i, actualment, estic com a responsable de l'oficina.

Què fa Creu Roja per la pobresa infantil? La Creu Roja representa que és una ONG que té com a missió atendre les persones més vulnerables. Llavors, en el cas de projectes de pobresa infantil, nosaltres el que fem és treballar en dues línies: xarxa comunitària i pobresa. Amb la xarxa comunitària el que intentem és que els infants tinguin accés a drets bàsics que no són drets principals, sinó que són drets secundaris, com podrien ser l'accés a activitats lleure, d'oci, suport en els estudis. Per això tenim una sèrie de projectes, com per exemple un projecte que es diu "de lleure inclusiu" pels infants que no poden accedir a activitats extraescolars per un tema econòmic o, a vegades, cultural perquè desconeixen, llavors nosaltres, juntament amb l'Ajuntament d'Igualada, atenem les famílies i els hi expliquem què són els extraescolars, el que és el lleure i els hi fem una beca. Ara ja fa quatre anys que treballem en aquest projecte.

Després tenim un projecte que es diu èxit escolar que és per a infants de primària on ajudem a infants amb necessitats educatives especials que venen derivats directament des de les escoles i el que fem és un suport a deures. Són nens que no és que tinguin problemes econòmics, a vegades són famílies nouvingudes que tenen problemes amb el tema de l'idioma o perquè al país d'origen el tipus d'ensenyament que tenien no encaixa amb el nostre pla d'estudis, i el que fem és un suport. Després els ajudem en l'àmbit d'accés telemàtic. Per exemple, a connectar-se als Classrooms o a plataformes digitals. A vegades, no tenen Internet o no coneixen el sistema, llavors els ajudem amb aquestes plataformes.

Després hi ha tota la línia de pobresa en què nosaltres ajudem a les famílies que venen totes derivades dels serveis socials bàsics. Llavors, podem tenir famílies que no tenen menors a càrrec o que en tenen. Llavors es fa una valoració social i, a partir d'aquí, s'identifiquen quines són les mancances o les necessitats que tenen. Relacionats directament amb el tema d'infants tenim un projecte que és de suport a l'alimentació. El que fem són unes targetes del Bon Àrea per famílies amb infants a càrrec. Llavors, ells poden anar a comprar aliments frescos. Per què frescos? Perquè normalment aquestes famílies amb els bancs d'aliments dels ajuntaments ja reben menjar sec (pasta, arròs...). El que tenen més dificultat per comprar són sobretot la fruita, la verdura, el peix i la carn, perquè són productes dels quals ha pujat molt el cost i les famílies no els poden pagar. Nosaltres creiem que una bona alimentació i una aportació nutricional fa que el nen rendeixi més als estudis, que pugui descansar i que tingui hàbits saludables. També tenim un projecte de suport pel tema de material escolar perquè moltes famílies no poden fer front a les despeses de material escolar de cara al nou curs. Llavors fem unes beques. Després tenim un projecte que està en col·laboració amb Decathlon, en què fem unes targetes: uns vales de roba de cara al setembre per poder comprar roba esportiva i tot el que necessitin per anar a l'escola. Després, també per Nadal fem la campanya de recollida de joguines, que el que fem és que tots els infants d'entre 0 i 12 anys puguin rebre joguines noves a través les cavalcades de reis.

Per a nens que tenen altres necessitats especials, com poden ser temes de medicacions, també podem subvencionar medicacions per a nens que tinguin algun tipus de malaltia crònica o segueixi un tractament que no pugui pagar la família. Podem fer pagaments de temes d'odontologia o d'òptica, amb qui tenim convenis per subvencionar les ulleres.

No és només donar l'ajuda, sinó que nosaltres, a través de la família, fem un pla de treball. Nosaltres els ajudem amb aquest tema i llavors ells han de participar en una sèrie

d'activitats. Per exemple, quan els hi donem la targeta del Bon Àrea, han de participar en un taller de dietètica i nutrició. Aquests tallers són un assessorament en temes de què comprar, com comprar, com reduir els sucres, la importància de consumir aliments frescos, reduir els precuinats... Els hi donem ajudes i a canvi han de participar en unes activitats que van relacionades amb l'ajuda.

Com es financen els vostres programes? La Creu Roja té una part de finançament propi a través dels socis que paguen una quota anual. A través de Creu Roja Catalunya, la Generalitat de Catalunya treu una convocatòria, que és el famós IRPF, on hi ha una part que és per temes de pobresa en què les entitats poden presentar projectes concrets i llavors et donen finançament. I després, els ajuntaments, a nivell local, també treuen convocatòries. Llavors també ens presentem amb projectes i ens paguen una part. Normalment, és cofinançament (50% públic i 50% privat).

Quin pressupost teniu dedicat a la infància? Quina part suposa respecte al total? S'ha de tenir en compte que els infants reben ajudes des de dues parts. Indirectament, quan es dona ajuda a la família, ja que ells també se'n beneficien, i per les ajudes directes. Es dedica un 30% del pressupost en aquests projectes directes dels quals t'he parlat abans (el suport escolar, per exemple).

Com es viu la pobresa infantil en el dia a dia a Igualada? Els nens ho viuen molt malament. El què passa és que és un estigma. Un nen que pateix pobresa a casa, per exemple perquè ara a l'estiu passarà calor o no pot anar a una piscina perquè la seva família no ho pot pagar (tot i que ara molts ajuntaments estan traient beques per activitats extraescolars, carnets d'abonament...), sovint ho pateix molt en silenci. Perquè per ells és com una vergonya. I a vegades són famílies molt normalitzades, famílies que podem ser nosaltres, que hem arribat en un punt en què no podem amb tota la despesa mensual i llavors, clar, el primer que treus de la llista és l'oci o coses com els subministraments. O sigui, tenir un aïllant en condicions climatològiques òptimes, és a dir que a l'hivern no es passi fred i a l'estiu no passis calor, a vegades és complicat perquè això vol dir tenir una despesa important en el tema de ventiladors, aires acondicionats, calefacció... De fet, aquest hivern ha sigut terrible l'augment de la factura del gas.

Creus que la gent, en general, coneix o és conscient de les dades? Jo crec que no, primer perquè quan en un dinar familiar expliques que aquí hi ha persones que es troben en situacions molt tremendes i delicades, perquè a mi m'ha passat, molesta. Que tinguis

pobresa al costat fa mal. Ara hi ha una tendència en què la gent té odi a la pobresa. O sigui, no volen saber que al seu voltant hi ha persones que ho estan passant malament. Llavors, hi ha com una indiferència. I tot ho relacionen amb el tema de la immigració, però hi ha moltes persones que són d'aquí que també estan patint-ho i és pobresa, pobresa extrema. La gent evita el tema, no vol saber. Prefereixen estar en la ignorància i creure que tot va bé. Veuen coses però les eviten.

La pobresa infantil és un tema que té suficient visibilitat mediàtica? Se n'hauria de parlar més? Se n'hauria de parlar més. Només hi ha campanyes puntuals, com ara una de l'estiu perquè les beques menjador són un recurs molt important per garantir un àpat diari per a infants i quan s'acaben les escoles, tots aquests menors durant l'estiu no tenen aquest servei. Llavors, ara estan fent una campanya per poder pagar doncs àpats a domicili o donar targetes de suport. Però són campanyes molt puntuals: ara aquesta perquè ve l'estiu, al setembre una pel suport amb el material escolar, que són unes despeses molt importants, i per Nadal campanyes de joguines o d'accés a l'oci. Com que no és un tema que està a l'agenda política, no està a l'agenda mediàtica.

A les notícies s'evita parlar-ne perquè la gent es pensa que estem en l'estat del benestar i que ho tenim tot cobert, però la veritat és que no. Per exemple, el tema de fracàs escolar, que és vital. Un país que vol avançar necessita que els seus alumnes puguin acabar els estudis i estiguin en igualtat de condicions, i això no és possible. És evident que fins a l'ESO tothom té garantida l'educació, però quan no pots accedir a un grau o a un batxillerat, hi ha moltes persones que queden limitades per un tema econòmic.

Creus que el país està implicat en el tema? Jo crec que no, però perquè no és un tema agradable. És com el tema de la migració. La migració ara es fa servir com a tema en les campanyes electorals per estigmatitzar el col·lectiu en moments molt puntuals, però després no hi ha polítiques bones de migració. Doncs amb el tema de la infància és igual, perquè com els nens no es queixen ni voten... Els pares sí, però si a ells els garanteixen uns mínims per sobreviure aniran tirant. Perquè els nens són una part de la població invisibilitzada perquè no té portaveus i no són els nens que surten al carrer i reivindiquen. Sí que hi ha hagut iniciatives de participació infantil, però estan molt vinculades a temes d'oci (per exemple, una consulta per què posar en un nou parc infantil).

Tot depèn dels ajuntaments i del pressupost que tenen. Els ajuntaments amb vocació de servei i que creuen que la infància és clau dediquen més pressupost que els altres. A

Igualada, tenen una línia directa d'Infància i Joventut, que altres ajuntaments no tenen. Això vol dir que hi ha una aposta per millorar les condicions dels joves del municipi. Tenen una plataforma de participació infantil i juvenil, però va molt vinculada a temes de lleure i no tant de pobresa. A Terrassa, per exemple, tenen una plataforma de participació infantil molt potent. Tenen districtes amb molta conflictivitat de carrer. Quan es va crear l'horari reduït a l'ESO, van ser pioners per crear beques menjador de secundària per dinar i després proposar activitats extraescolars perquè els adolescents no es passessin molt de temps sols a casa. També tenen molts educadors de carrer, que fan molta prevenció i fan educació informal.

Què canviaries de la política espanyola? S'hauria de promoure la participació infantil. Donar la veu als nens perquè ells decideixin com els podem ajudar. També crec que s'haurien de fer més mesures d'acompanyament.

Quines creus que són les mesures que més ajuden a les famílies? Jo crec que les beques alimentació, que tot i que no arriben a totes les famílies, són molt importants. També ho són el suport de material escolar al setembre per comprar els llibres i el suport amb els subministraments de gas, aigua... Són ajudes per les despeses més importants que tenen les famílies en el seu dia a dia.

Les beques menjador no arriben ni a un 30% de la població. Van vinculades a un tema d'ingressos i les famílies en situació irregular no hi poden accedir perquè no tenen la documentació. Si no estan empadronades, no tenen accés als serveis socials bàsics com són la targeta sanitària, l'escolarització... Aquesta família queda fora.

Els estudis mostren que les ajudes no arriben a tothom qui les necessita. Què creus que es podria fer per intentar que arribessin a més persones? El que s'hauria de fer és posar més finançament en aquest tema. Els diners hi són, però no ben col·locats.

Per què creus que si existeixen mesures per reduir la pobresa infantil segueixen havent-hi taxes tan altes? Fins abans de la Covid, les famílies estaven en situacions molt cronificades. Ara més, perquè els adults treballen, però no arriben a final de mes. Els sous són justos, però a més a més el preu de la cistella de la compra ha pujat molt.

Per acabar amb una pregunta més personal, em podries explicar algun exemple de família que t'hagi marcat? Tenim un punt de trobada per menors perquè puguin veure els

seus pares si no poden viure amb ells perquè hi ha hagut indicis de violència, consum o addicció. Hi havia una família a qui als pares els van retirar la guàrdia dels nens per un problema de salut mental i de consum i addicció. Però pels nens, els pares són els pares. Vam fer un pla de treball amb Serveis Socials pel retorn al domicili. I va funcionar, es va demostrar que els nens, per molt imperfectes que siguin els pares, volen estar amb ells. Això va motivar als pares a deixar el consum perquè els fills tornessin. És una història d'èxit.

ENTRETIEN AVEC DIEGO SANTAMARÍA

¿Qué hace Save the Children? Por una parte hacemos informes y con estos informes vamos a las diferentes administraciones para decirles cómo mejorar o cómo hacer mejores las políticas públicas de pobreza infantil. Además de ser una organización centenaria, en España lleva más de 30 años con distintos programas que se encargan desde refuerzo educativo, centros de recursos para la infancia y adolescencia en cinco comunidades autónomas (Madrid, Cataluña, Comunidad Valenciana, Andalucía y Euskadi) en los que se hace refuerzo educativo, ludoteca, colonias de verano. Estos centros son una intervención directa en el día a día de estas personas, que suelen ser derivadas por los servicios sociales. También hay lo que llamamos acción social, que es acompañamiento y formaciones para que la gente sepa qué prestaciones puede pedir, cómo hacer tu currículum... Save también trabaja en el tema de la migración, aunque también está ligado. Trabajamos con entre 5000 y 10000 familias. Save the Children intenta ayudar y mejorar la situación de estas familias, pero nuestro propósito es llegar mucho más allá. El cambio se hace con políticas públicas que de verdad consigan sacar a la gente de la pobreza.

Aunque dentro de Europa España tenga un nivel de renta per cápita medio, es el país que tiene más pobreza infantil. Tiene más pobreza infantil que la que debería tener, es desproporcionado. Esto se debe a muchas cosas. Entre otras, el mercado de trabajo o aun teniendo trabajo tienen un sueldo muy bajo. Vemos a la gente pobre como gente que no tiene recursos, pero el 62% de memoria de la gente pobre tiene un empleo. Y en las familias con niños, es del 75%. Algunas cosas, como el salario mínimo han permitido mejorar la vida de la gente que los cobra, pero no llegan a fin de mes. Además, en los hogares con niños hay unos gastos que el resto de personas no tienen: gastos relacionados con la alimentación, educación. En Cataluña, por ejemplo, el coste es de 800€ al mes.

¿Cómo se financian los proyectos que se llevan a cabo desde Save the Children? El 48% de los que hacemos se financia con socios propios, ya que tenemos más de 50.000 socios y socias en España. El resto viene de distintas fuentes como programas que lanzan las administraciones, públicas o privadas (como Fundación La Caixa).

¿La gente es consciente de las altas tasas de pobreza infantil? La gente no es consciente de tanto. Digamos que son conscientes que hay un problema de pobreza, pero no son conscientes de valores tan altos. No es una prioridad política de primer nivel: aunque sea un tema de mucho consenso, no hay compromiso. Esto viene a que la gente no lo percibe como tal, porque si no saldría más en los medios y los políticos harían más cosas. Saben que sí que hay un problema, pero la gente no es consciente de toda la inmensidad del problema.

¿El país está suficientemente implicado? Sí que hay voluntad política (Alto Comisionado por la Pobreza infantil), pero las cifras siguen siendo malas. Se tiene que hacer más de lo que hacen.

¿Cuál es la medida que más ayuda a reducir la pobreza infantil? No me gusta decir solo una porque parece que si la desarrolláramos se arreglaría el problema. Es verdad que en España existe una gran brecha de pobreza entre las familias con niños y sin niños, y es verdad que las familias con niños reciben mucha menos ayuda que en el resto de Europa. Prestación universal, se estima que la reduciría entre 5 y 8%, así que bajaría al 20. Esto nos llevaría al sitio donde nos tocaría estar respecto a nuestra renta per cápita. Pero tampoco acabaría con la pobreza infantil.

¿Qué se podría hacer para que las ayudas llegasen a más gente? El 55% de los posibles perceptores del IMV no lo perciben, ni siquiera lo piden. Esto se debe a la falta de información, procesos burocráticos muy largos y difíciles, tener que demostrar distintas cuestiones (permiso de residencia, pe). Son obstáculos, teniendo en cuenta que hay mucha gente que se pasa el día pensando en como llegar a fin de mes y no quieren pasar una mañana entera buscando el PIN.

Para mejorar, si el Estado sabe qué gente más o menos tiene problemas económicos, darles algo automáticamente. Reducir la burocracia, más simple. Poner menos trabas para asegurarnos que realmente están en esta situación. Cierta criterio de mérito. Lo va a utilizar bien?

¿Por qué si hay medidas para luchar contra la pobreza infantil, las tasas no disminuyen? La tasa es estable. No quiere decir que las medidas no sean eficaces. De hecho, el IMV supone un cambio muy grande y funciona bien. A lo mejor una medida que funciona no reduce la pobreza infantil, ¿pero qué hubiera pasado si no hubiera estado allí? Además, la pandemia y la inflación no ayudan. No es que no tengan efecto, pero ayudan.

Para acabar con un toque más personal, ¿me podrías explicar alguna historia que te haya marcado? Para un informe tenía que buscar información sobre algunos colegios con los que Save the Children colabora, y tenía acceso a algunos datos sobre estos. Y me di cuenta de que el colegio en el que estudié estaba allí, y en él había 90 niños que participaban en el programa de Save. Mi madre siempre ha sido una cajera del Lidl, y nos educó a mi hermano y a mí (familia monoparental) y me di cuenta de lo cerca que estamos de la pobreza infantil. Siempre lo relacionamos con historias trágicas, pero que está mucho más cerca. Necesitamos apoyo mutuo, de la comunidad, del Estado y de la familia porque estamos expuestos a muchas circunstancias. Tenemos que valorar lo que se tiene. Hay casos de personas pobres que son perfiles que no esperamos.

ENTRETIEN AVEC JULIE LIGNON

Quel est votre rôle au sein de l'Unicef? Au sein de l'Unicef, je suis chargée de plaider sur les enjeux de lutte contre la pauvreté. Communication et plaidoyer sont divisés en deux. En tant que chargée de plaider au niveau national, ce rôle consiste à influencer les politiques publiques et les législations françaises pour qu'elles soient respectueuses des droits de l'enfant et pour qu'elles fassent une promotion des droits de l'enfant. On a plusieurs thématiques dans un plaidoyer: éducation, santé mentale, protection de l'enfance, des enjeux du climat (international), migration, pauvreté et participation. Et en englobant tout ça, on porte une attention spéciale aux enfants qui vivent dans les territoires d'Outre-mer.

Ça fait combien de temps que vous travaillez pour Unicef? Ça fait trois ans et demi, je suis arrivée en mars 2021 et je suis depuis trois ans dans le même poste.

Pourquoi avez-vous voulu travailler à Unicef? J'ai toujours voulu travailler sur la défense des droits humains et surtout des droits de l'enfant. Je pense que c'est quelque chose qui est ancrée dans ma vision professionnelle, car une bonne partie de ma famille travaille aussi dans ce domaine et que j'ai été très vite sensibilisée à ces questions de défense des droits

de l'enfant. L'Unicef c'était pour moi l'organisation cible pour ma carrière professionnelle. Avant je travaillais au conseil départemental à Montpellier et j'étais responsable de la mission Action Sociale, donc j'ai beaucoup travaillé dans les enjeux de lutte contre la pauvreté et le poste que j'occupe actuellement était vraiment au croisement entre la défense des droits de l'enfants et la lutte contre la pauvreté.

Que fait l'Unicef pour lutter contre la pauvreté infantile? Au niveau national, Unicef est reconnu comme une organisation. Toutes les actions sont incluses dans un de ces trois mandats. Le premier, celui de collecte, consiste à collecter des fonds privés (à l'international) pour les interventions de développement ou d'urgence.

Le deuxième est celui de la sensibilisation, qui est l'éducation en droits et faire connaître les principes de la Convention Internationale des Droits de l'Enfant (qui est notre socle de référence) afin d'aider enfants et adultes à mettre en œuvre les droits de l'enfant. On considère que les adultes ont des devoirs pour respecter les droits de l'enfant et les enfants ont le pouvoir d'être acteurs dans la défense de leurs droits et pour cela, il faut qu'ils les connaissent. Mettre à disposition des ressources pédagogiques et un réseau de bénévoles qui vont dans les écoles sensibiliser les enfants sur leurs droits. Pour cela, on a deux outils: le prix Unicef littérature jeunesse (sensibiliser grâce à la lecture, les enfants sont le jury, cette année le thème était la lutte contre la pauvreté), et nous avons adapté un rapport de recherche sur les effets sur la santé mentale des enfants sans domicile avec un langage plus simple et illustré. Donner la clé aux enfants de la profonde injustice.

Finalement, le mandat de plaidoyer consiste, à travers une méthodologie de projets, à contribuer et à influencer les politiques publiques qui concernent entre autres la lutte contre la pauvreté. Par exemple, nous avons influencé le Pacte des Solidarités afin qu'il y ait un axe sur les enfants. On a fait des recommandations et maintenant, on s'assure qu'elles soient bien mises en œuvre.

Unicef France ne peut pas faire des programmes, c'est seulement l'organisme international qui peut le faire. Unicef comprend aussi un bureau de recherche, l'Unicef Innocenti.

Comment se financent vos activités? Ce qui permet de financer la structure et les programmes dans les pays à bas revenus sont les donateurs (particuliers ou entreprises). Certains programmes plus spécifiques soutenus par l'Unicef sont financés publiquement.

Quelle est la partie du budget dédiée à la pauvreté infantile? Au niveau national, comme il n'y a pas de programmes spécifiques, le budget n'est pas immense. Pour la création d'outils de sensibilisation comme le financement d'un colloque, le graphisme d'un rapport, les salaires... Ce sont environ 10 000€.

Comment se vit la pauvreté infantile en France au quotidien? Nous parlons de pauvreté multidimensionnelle. Il y a la pauvreté monétaire, qui est le manque de ressources financières. Ce sont les gens qui se retrouvent sous le seuil de pauvreté. Dans ces cas-là, les enfants peuvent la percevoir ou pas. Ça dépend de comment c'est géré par les familles. Dans certaines familles, les parents vont se priver pour que les enfants ne ressentent pas cette pauvreté. Au contraire, surtout quand c'est la grande pauvreté, ça peut avoir des répercussions. Faire toujours attention au budget, ça va créer du stress qui va être ressenti par les enfants. Ça peut créer un mal-être entre les enfants qui peut finir dans des problèmes de santé mentale.

Et il y a la pauvreté en conditions de vie. C'est quand il y a des privations matérielles et sociales: ne pas manger à sa faim, ne pas manger de protéines... Ce sont des privations subies et non choisies. Dans le logement, par exemple, ça serait le manque d'espace. Les enfants le perçoivent davantage, car ils sont privés de conditions essentielles: les vacances, les activités sportives ou les loisirs, ne pas avoir les mêmes nouveaux jeux que les amis, partager la chambre, pas d'espace pour faire les devoirs... Ces conditions peuvent avoir des effets sur leur santé physique (qualité du sommeil, alimentation) et leur santé mentale (sentiment d'injustice). Cela peut également avoir des effets sur les résultats scolaires. Quand on n'a pas de maison, aller à l'école est un challenge tous les jours, ou faire les devoirs quand on n'a pas d'espace. S'ils n'ont pas de logement, ils ne veulent pas être invités parce qu'ils ne peuvent pas les inviter en retour.

Cette situation peut peser sur les relations familiales. Cela peut créer des tensions entre frères ou avec les parents. Cela a un impact sur leurs droits. Ces conditions de vie peuvent réveiller un sentiment d'injustice qui peut leur donner le pouvoir d'agir. Ils se mobilisent. C'est le cas de beaucoup d'enfants qui dénoncent leurs conditions de vie. Par exemple, une jeune fille qui a vécu dans un hôtel pendant plusieurs années a monté aujourd'hui une association pour lutter contre la pauvreté.

Il y a aussi une stigmatisation, surtout par rapport à la grande pauvreté. Les gens pensent qu'ils sont feignants, alors qu'ils ne peuvent pas travailler. Ils disent que c'est leur faute. Ceci a un impact sur la santé mentale des enfants.

Les gens sont conscients des taux de pauvreté infantile? Je ne pense pas. Si on demande à une personne qui ne travaille pas dans le domaine, il y a peu de chances qu'elle connaisse le taux de pauvreté. C'est normal: les taux évoluent et ce n'est pas concret de se dire que 14,4% de la population vit sous le seuil de pauvreté. C'est plus palpable de dire 3 millions de personnes. Et déjà, qu'est-ce que la pauvreté? Le taux se calcule en base à la pauvreté relative. Ce n'est pas simple, c'est complexe à expliquer. Si elles le connaissent, elles peuvent ne pas se sentir concernées. C'est important de le connaître pour éliminer les préjugés, créer une mobilisation citoyenne, faire pression sur les pouvoirs publics comme sur les électeurs...

Est-ce que la pauvreté infantile est un sujet médiatisé en France? Tout dépend des médias, il y en a certains qui en parlent beaucoup. Mais globalement ce n'est pas suffisamment médiatisé. Encore une fois, c'est trop complexe. Les médias s'adaptent à leurs lecteurs. En revanche, on en parle de plus en plus. Certains sujets sont plus médiatisés: les enfants à la rue. Ça a mobilisé les médias il y a un an. Unicef fait chaque année un baromètre des enfants à la rue (1 990 enfants l'année dernière). Il y a eu une forte mobilisation pendant le mois de septembre pour faire connaître ce chiffre. Entre 500 et 700 retombées de presse sur le sujet, car les sujets qui fonctionnent bien sont ceux qui sont choquants.

Est-ce que vous considérez que le gouvernement est suffisamment impliqué? À l'Unicef, on considère que oui, mais pas assez. Le système de redistribution fonctionne assez bien (prestations sociales et minima sociaux) car il permet de réduire le taux de pauvreté monétaire. Pour les moins de 20 ans, il y a une réduction d'un 12,7% du taux de pauvreté. Mais tout le monde n'y a pas accès.

Par contre, l'État ne fait pas assez pour la pauvreté en conditions de vie. Il y a quelques points positifs, comme la cantine pour moins d'un 1€ pour lutter contre la précarité alimentaire, mais cette mesure est mise en place dans 12 000 communes, alors qu'il y en a 36 000. Il faudrait créer une loi qui obligerait à appliquer cette mesure.

La stratégie nationale donne des grandes directions, mais tout dépend de la volonté politique locale. Certaines villes sont mobilisées, mais d'autres ne le sont pas du tout et sont même discriminatoires.

Actuellement, les dispositifs s'attaquent aux symptômes, mais pas aux causes. Alors, ça ne permet pas d'éliminer la pauvreté. Jusqu'à présent, beaucoup de mesures étaient dans le curatif. Maintenant on est plutôt sur le préventif. Agir sur la petite enfance a beaucoup d'impact. Il faudrait également écouter les enfants sur ce que la pauvreté est pour eux, quels sont leurs besoins... Mettre tous les acteurs autour de la table. Il ne faut pas mettre en place des mesures qui durent deux ans et qui ne sont pas évaluées après. Il est nécessaire de porter une attention à l'accès à l'emploi. Il faut faire attention aux enfants. $\frac{3}{4}$ des personnes sans-abri hébergées étaient des familles avec des enfants, mais les solutions d'hébergement ne sont pas adaptées à eux. Il y a 9m² en hôtel: il n'y a pas d'espace pour jouer, faire les devoirs, inviter les amis ou cuisiner (donc ils mangent des plats préparés). Les familles qui sont en hôtel ne sont pas accompagnées (à la parentalité, par exemple). Les luttes se concentrent sur les adultes, mais les enfants sont de plus en plus présents dans les solutions d'hébergement.

Quelles sont selon vous les mesures les plus efficaces pour lutter contre la pauvreté infantile? Le système de redistribution est très utile. D'un autre côté, le logement est une base de sécurité, c'est un déterminant de santé. On ne peut pas lutter contre la pauvreté des enfants sans s'attaquer au logement. Il faudrait offrir à chaque enfant un logement décent. Il faut aussi agir sur l'alimentation. Il faut absolument y porter attention avec des aides alimentaires, les cantines ou par la question financière (redistribution).

Les pouvoirs publics ont conscience de l'impact de lutter contre la pauvreté infantile dès l'enfance. Ils ont commencé à agir, car beaucoup de choses se jouent à cette époque. C'est une époque de vulnérabilité et d'opportunités. S'ils vivent dans de bonnes conditions, cela permet de réduire les inégalités (de langage, par exemple). Agir sur la petite enfance a un impact sur l'âge adulte. Il faut permettre à chaque enfant un lieu de sociabilisation pour côtoyer d'autres enfants afin de sortir de l'environnement de pauvreté et de permettre aux parents d'avoir un travail. Il est prouvé que c'est utile pour lutter contre la pauvreté. Ils ont commencé à agir, mais c'est encore perfectible.

L'accès aux loisirs est souvent oublié. Aller au cinéma, faire une activité sportive... ça permet de sortir du quotidien et de faire des liens avec les autres enfants. L'accès aux soins est aussi important.

Qu'est-ce qui pourrait être fait pour que les aides arrivent à plus de monde? Le système de protection s'applique partout pareil mais pas en Outre-mer. Surtout à Mayotte, où 8 enfants sur 10 sont en situation de pauvreté. Étendre et uniformiser les règles pour accéder aux droits sociaux partout en France est essentiel.

Les gens ne connaissent pas leurs droits. Ils pourraient y avoir droit, mais ils ne les connaissent pas. De plus, le système est trop complexe donc ils renoncent. Les gens peuvent se sentir stigmatisés.

Il faut faire un travail d'aller-vers (permanences, accès aux droits...). Sensibiliser les personnes à leurs droits: faire connaître les droits et accompagner dans les démarches, qui sont très compliquées. Éliminer la fracture numérique, c'est-à-dire, quand on n'a pas accès à Internet ou un ordinateur chez soi. Il faudrait rencontrer les travailleurs sociaux ou multiplier les façons d'obtenir les aides.

Il est important de donner la bonne information et s'assurer que cette information est lisible et accessible, notamment en la traduisant. Il faut accompagner les gens dans ces démarches, les déstigmatiser, créer une uniformité, automatiser et simplifier le versement de ces aides.

Pourquoi croyez-vous que s'il y a des aides pour lutter contre la pauvreté infantile, les taux ne diminuent pas? Cela montre l'efficacité des politiques publiques, quoique on vient de le dire il y a quand même des limites, car certaines politiques sont clairement insuffisantes. Il y a des facteurs externes comme l'évolution de la composition familiale (familles monoparentales, il y en a plus et sont plus vulnérables) ou l'inflation et les crises (le COVID-19 a été un révélateur d'inégalités existantes, pas une augmentation). L'arrêt des aides versées pendant la pandémie a plongé ces familles dans la pauvreté, il fallait les accompagner après. Plus de familles vont aux services d'aides alimentaires.

Tout ce qui va perturber socialement et économiquement va impacter la pauvreté. Par exemple, l'enjeu de la crise climatique qui provoque le déplacement de la population. Alors les gens qui arrivent en France n'ont pas les mêmes droits, car les personnes en situation irrégulière ne sont pas prioritaires pour les logements sociaux, par exemple. Les politiques

publiques doivent venir contrer ces facteurs externes. Pour cela, il faut avoir une vision très large et exhaustive. Ce que c'est la pauvreté. Ce qui peut avoir un impact sur elle. Mettre en place des mesures à grande échelle et structurelles.

Pour terminer l'entretien sur une touche plus personnelle, est-ce que vous pourriez m'expliquer une histoire qui vous a marqué? J'ai fait un atelier avec des enfants qui étaient hébergés en hôtel social. On devait interroger les enfants sur leurs conditions de vie. C'était mon premier atelier avec des enfants qui vivaient dans ces conditions-là, donc je ne savais pas à quoi m'attendre. Il y avait des témoignages ultra durs: moi, je ne mange pas à ma faim, je n'invite pas mes amis... J'ai été frappé par des enfants qui demandaient des choses toutes simples: une fille qui veut avoir une chambre pour la décorer à son goût, par exemple. Et des choses fortes: un enfant qui m'a dit, moi, je veux des papiers. J'ai compris que la pauvreté se vit de façon différente pour tout le monde. Les enfants sont généralement conscients de leur problème, mais à des niveaux différents. Parfois de petites choses, mais pas tout. J'ai aimé voir la résilience de ces enfants, et que même s'ils sont dans la pauvreté, ça reste des enfants: ils aiment écouter de la musique, jouer avec leurs amis... J'ai pu voir cette diversité de réactions, que ça restait des enfants avec des envies d'enfants et que ça ne brisait pas leurs rêves. Ça rassure et ça montre la capacité des parents à les préserver de cet environnement défavorable.

ENTRETIEN AVEC MATHIS PORCHEZ

What is your job in the European Commission? My name is Mathis Porchez and I have been working for the Commission for basically more than one year, I'm quite new still. My title is economic policy analyst, so basically I'm helping some colleagues to follow the implementation of the European Child Guarantee, and I'm working on what we call the DG Employment, which is some kind of department of the European Commission. The department in charge of employment and social affairs.

Where did the idea of creating the ECG originate, and what prompted its development? The origin of the ECG was a call from the European Parliament, which is one of the three institutions of the European Union, for having an initiative on children and the equality of opportunities, trying to help disadvantaged children to have the same opportunities as the others. So, the Parliament asked to have something about this, but in the European Union it is the European Commission that can actually draft pieces of legislation and

initiatives. It is the only institution that can propose initiatives. After the Parliament call, the Commission took it on board. The President of the European Commission, in 2019, delivered a speech presenting guidelines for her mandate, what she will be doing during her mandate, and she mentioned the child guarantee. So that's how it originated. Then there were a lot of discussions between the Commission and civil society, partners, the European Parliament. Then, the Commission proposed the text and it was adopted by the member states.

What are the main objectives of the European Child Guarantee? There are different kinds of initiatives at the level of the European Union: there are strong laws, which are mandatory for the Member States to apply, but you also have soft laws, that are not mandatory to implement, but it's something that member states are encouraged to implement. The European Child Guarantee is in the second law. The member states are not obliged to implement this, but actually they all adopted the text and the recommendation, which means they were committed to implement the recommendation. The text recommends member states to ensure that the children who are disadvantaged, in poverty or other specific disadvantages, have access to a set of key services ranging from early education and care to education, school meals, which are free, healthcare, adequate housing. This recommends that all the children have access to these services. The services are available, affordable and free for some of them. The main goal of the recommendation is that children have access to these services, and then they have access to additional opportunities in life to have equal opportunities as non-disadvantaged children.

Could you tell me a bit about the European Child Guarantee in Spain, France and Slovenia? These countries have very different situations in terms of child poverty. The number of children that are disadvantaged is quite low in Slovenia. On the contrary, in Spain it is quite high, one of the highest. And France is between these two. So they have different starting points, and also in terms of access to services. In France, you have access to specific services freely, like early childhood education and care, quite easily. While in Spain, there are some issues regarding availability and affordability of these services. So, those are quite different starting points, but they all submitted what we call an action plan. In their action plan, they present the situation of what is going on and the plans to do. The action plans are quite different, as well. For instance, the Spanish one is well drafted, well written and well-organised. The Spanish plan is quite nice because it presents a broad overview of the general context (the issue with child poverty which is quite high), but also some very concrete targets or like reforms they want to implement. For instance, in Spain they try to develop childcare and to develop access to school meals. An example which is not as good

as Spain is France, who didn't develop new measures in the action plan, while one of the purposes of the European Child Guarantee was to act as a trigger for member states to have new measures to tackle this issue. But in the French action plan they just drew a list of all the measures that were already implemented and no new measures.

In your opinion, what country has a very effective plan? It's quite difficult to reply to the question because you might have a good plan on one hand, but then you might not do the work. You can say I'm going to do this, this and this, but then a new government arrives in power and everything is changed.

A good example of a nice action plan and a country that does a lot is Romania. She has big issues with child poverty. She has drafted a nice action plan with concrete measures, and they actually try to implement them on the ground. They try to implement school meals schemes to make sure children in poverty have access to meals at school and are not hungry in the afternoon and can be focused as much as possible. Another active country is Portugal, where they try to do a lot with early childhood education and care. They try to make access to childcare for children below three and free for all the children. It's an ongoing reform that they try to implement. So they're quite active and it is much in line with the European Child Guarantee, as well.

What are the challenges that from the European Commission you have encountered in implementing the Guarantee? There are many challenges. One of the main challenges is that we are not really in charge of implementing it, as it is a soft law. The member states are the ones in charge of implementing it, they are the ones with the competences and abilities to take the reforms, save a specific kind of funding...

From the European Commission, it's a bit tricky, we try to keep track of what all the member states do and there are 27 member states, so we need to have a broad overview. A big part of our job is gathering information, that's why we ask the member states for their action plan and also some reports about what they are doing. So we try to analyse that and identify good practices and organise meetings so we can say, for instance, look Portugal is doing great in that area, so maybe the other countries could learn from Portugal. So we try to organise some kind of exchanges between the countries. We also try to provide some funding to member states so they can implement reforms or build new facilities. But our main challenge is to keep track of what is going on and try to spot the good practices that could help the other countries.

Why do you think that there are some countries that have very low child poverty rates? Slovenia, Denmark, Finland and Sweden are good examples of countries with low poverty rates. In the Commission, we tend to say that this is due to two parameters. The labour market employment, so the parents employment. For instance, when women become mothers they are less employed than men because the context makes them stay at home. So there is a big focus on childcare policies, trying to promote child care facilities so women that want to go back to the labour market can leave their children in those facilities. The fact that the mother works increases the household incomes. This is very important in Denmark and Slovenia, who have high quality child care policies. On the other hand, there are post-market factors like social transfers. It's what comes after the labour market incomes: child benefits, in-cash benefits, taxation... Things that are helpful for families. In Denmark and Sweden, social transfers allow reducing the poverty rates by more than 50%.

So, countries with very low poverty rates have a combination of good labour market integration of parents with good salaries and are social welfare states with helpful social transfers. Those are both key parameters

On the contrary, there are countries with child poverty rates above 30%. What can be done in these situations? In those cases, we would like to promote the same type of solutions, like good labour market integration of the parents but also about wages. They must have good wages, their work must be rewarded with an adequate amount. We also have something we call a directive on minimum wage that is a strong law. These directives want to push the member states to make sure workers have adequate wages, which is a key to fight child poverty.

Also, the promotion of a good welfare state that reduces poverty is a key. If social transfers allow reducing child poverty by 50% in some countries, in Spain this percentage is much lower. There are gaps in the social system that don't allow reducing child poverty as much as in Denmark or Slovenia. It's something that could be worked on.

From your point of view, which measures are the most effective to reduce child poverty? Minimum wage directive, the promotion of childcare policies, the promotion of participation in child care. We also have the Barcelona target, which is a target the member states put to themselves. For example, they say I am going to increase my child care participation by 45 persons. Moreover, the people who cannot work because of a disability,

for example, should also receive good social assistance so they receive a minimum income. There is also a recommendation about it.

On top of that, it is really important to reduce the impact of child poverty. One goal is to reduce economic child poverty by social transfers, higher wages... But then, it might be tricky to reduce all poverty, so some children might remain in poverty. One focus of the Guarantee are the children who could remain in poverty and the key goal here is to try to address the negative impact of child poverty, of living in poverty (inadequate housing, not having enough money to feed themselves...). The purpose is to provide them with adequate access to services so they can benefit as the other children.

Do you believe that by implementing good measures, child poverty can be eradicated?

I wish we could eradicate poverty, but I think it is something doable if we focus on specific matters like providing each child enough food. If we focus on a specific target, it can be achieved. But this requires a lot of effort. In 2019, all the member states committed to reduce poverty by 15 millions people and within this 15 millions, 5 millions must be children. This commitment was made in 2020, but since then it has been quite difficult to actually meet the commitment because of the Covid, the rise of the cost of living, and the crisis... So it's quite difficult, but we have some policy tools for this (minimum wage, child care, Barcelona target) and we are committed to this. Now there is a new commitment to step up the fight against poverty by having what we call an anti-poverty strategy that will be developed in the months to come. It is not clear what will be included in this strategy, but it will be articulated by the key accesses already mentioned (labour market, child care, key services...).

I think we would all consider that not having any child in poverty would be great. Something we aim for.

ENTRETIEN AVEC RUŽICA BOŠKIĆ

What is your role in the government of Slovenia? I currently work as the secretary at the Family Affairs Directorate at the Ministry of Labour, Family, Social Affairs and Equal Opportunities.

How do children experience poverty in Slovenia? We have approximately 40 thousand children who live in poverty, and that is 10% of our children. I think that mostly that means

that they cannot visit some activities as other children can, maybe, or their housing conditions are not so good. That's mostly the experience. But there are also some of them who say, or their parents say in the surveys we have, that they cannot afford to eat fruits every day, for instance, or vegetables, or any sort of healthy food. This is also an issue. They often have lower school success or lower grades, maybe. And so on. They cannot buy books, maybe, they cannot go to the cinema... different material conditions which are not the same as the other children have.

What key measures has Slovenia implemented to address child poverty? We have a lot of measures in Slovenia, and that is why we have the lowest poverty rate in Europe. One of them is money transfers because a child is poor if he or she lives in a family where parents are poor. That can mean they do not have work, or that the parents work but their salary is so low they can still not afford anything that other people can. We have really good social transfers that help them financially to fight poverty. It is one of the biggest measures we have and it is very successful. It was developed many years ago, but of course this is not enough because poverty means they are also socially excluded. What I said before: they cannot afford to visit places, for example. So we also have other measures. For instance, they do not pay for school meals (it can be called a financial measure, but it is a material measure), they can visit some activities without paying the fee and so on. There are many different measures for them and their parents because we really believe that if you want to fight child poverty you have also to help parents. So we also have some other measures which are not concretely targeted for children, but for parents. It means, for instance, we have multigenerational centres in which parents can visit and get some counselling, they have workshops about how to be a good parent and for their self-consciousness.

What does Slovenia do in the field of health? We have universal healthcare, so all the children up to 18 years of age are entitled to free healthcare. So every health examination and pharmacy are free. Because if the parents don't have to pay for them, they go to the doctors. This is very important. And we have a lot of preventive programmes for children. They are all for vaccines and medical checks for future mothers. Then, when the child is born, there are check-ups for the children and these regular check-ups last until they are 18 years old. This means all the children go to preventive health care examinations, as they are in schools. When you are a child in Slovenia and you go to the doctor, you never have to pay anything. This is not the same in every country.

Which factors do you believe contribute to the relatively low child poverty rate in Slovenia? I think that our financial transfers are really efficient because we had a lot of calculations about who are the groups who need them. So this is a key measure. It was also proven by the European Commission that it is a really effective measure.

I think it is also a heritage of socialism. Our society in Slovenia really doesn't like that the differences between people are too big. There is also a society agreement: we all want a social cohesion in our society, we don't want too big differences. This is a very important value in our country. These two are the most important.

What are the main points of the National Action Plan of Slovenia for the European Child Guarantee? We really had chosen the groups who are in need in Slovenia like Roma children and children in single-parent families because our statistics show that children living in single-parent families are those who are most often poor. Also, children with mental health issues and special needs children (disabled). We had chosen carefully these groups, and we selected the measures that targeted also their families, not only the children. Because you cannot isolate a child from the family. When I spoke to poor families several years ago when I was a researcher, the children said that when they go to the Red Cross or Caritas and they get the food, they don't want to see their parents not eating. It is a big burden for a child. That's why this is important.

We also want our enrolment in preschool care to be as high as we can. We have reached the so-called Barcelona target, which means many children visit kindergarten every day. They got subsidies so they don't pay for the full price. This is really important. And for the poorest, they don't pay at all. They have many meals there, and a learning programme. Having preschool care means their mother and father can go to work, as they last the whole day.

We also have several measures for the Roma children to go to preschool care and to schools. This is one of the areas which we were not so successful in so we are now trying to find another solution, so more Roma children would end, at least, primary school. This is very important for us. We have Special Roma assistance at schools to help them. We also try to have all children with special needs in some sort of school.

We have three school meals in school, and in the future, all meals at school will be free of payment, including lunch.

We are introducing in the field of health a new mental health centre for children, because one of the issues that we had, specially in Corona time, is that we don't have enough psychiatrists or psychologists for children so we are working to have more medical students to go into this direction. For the poorest families, we also have assistance in food: they do not only get money, we also give them food and some clothes.

I think these are the main measures. We have an issue about housing: it is a very big issue when someone is poor because housing is always expensive. The new government that came in in 2022 is building more rental housing for families in need. But finishing the houses needs a lot of time, so it is going slowly. But we believe that by the end of the Child Guarantee, by 2030, we will have many more rental housing units.

Do you think the government is doing enough to tackle child poverty? This is a tricky question for someone who works in the government. I will only say we can always do more.

In Spain and France, which are the two countries I have also spoken about in my project, poverty is not a common topic in the media. Is it in Slovenia? Yes they do. This is quite often a topic in Slovenia in the media. Because as I said before, in our society it is really unacceptable to have social differences. We have a big agreement that children should not be poor. So they talk about it nearly every day on Slovenian national television. At least, some news about poverty every day. And there are also a lot of campaigns of our NGO's, who are our partners. NGO's usually are more easily in contact with poor families and children because the government sits in the high buildings, we cannot.

In general, is Slovenian society aware of the child poverty rates? Most people would not know now how many children are poor in Slovenia. They cannot give you a number. But they are aware of child poverty. The NGO's and the government speak quite often about child poverty, I think more than in other countries.

Some of the people I have interviewed believe social transfers are only useful in the short-term. Do you agree? I don't agree with that because a child doesn't have a salary. He can't work, so he doesn't get paid. So of course you have to give them material means. The problem is many parents do work, but their salary is too low. That is why in Slovenia we raised the minimum salary. If you are paid honestly, then your child might not be poor. Then we will need lower transfers.

If you don't give families money to buy food, I don't know how they could do it. You are helping them. It's maybe why other countries have higher rates of poverty.

In France, the social transfers are not received by everyone who could receive them.

Does this happen in Slovenia? It happens sometimes, although it is not a big issue because there aren't many people. In Slovenia, you can get social transfers if you are a resident of Slovenia. You claim them in the Institutions centres of social work, which were opened in the 1970. They have been open for 50 years now so people know those institutions. People go there and they help them with bureaucracy and the papers. So it's an issue, but not such a big issue. Most poor families with children know about them.

To finish, could you explain to me a story or something you have experienced related to child poverty?

Yes, I can. I was a child who grew up in poverty and I remember it very well from my own experience that I really suffered when children in my school had Barbies, dolls or Lego's, but we could not afford them. When I went to secondary school and to the faculty, I had the social grant and it really helped me. From my personal experience, you have to help the whole family if you want to help a child. That's why I strongly believe in that.

I have a lot of memories, actually, because when I came to the Ministry I first worked as a researcher to research poverty. I remember visiting Caritas and sitting there doing interviews to people who came to ask for help. I really remember one mother that said that her son said that for once in his lifetime he would want to have a new pair of Nike shoes. Not second hand shoes. Those stories really touched me. The parents who came there couldn't work because of sickness or depression: they weren't poor because they were lazy. That is why we should really do more for children and families who live in poverty.